

EN INDE

Troubles au Pendjab :
une vingtaine de morts

LIRE PAGE 5



Fondateur : Hubert Bonin-Morin

Directeur : André Laurens

3,80 F

Algérie, 3,80 F ; Maroc, 3,80 F ; Tunisie, 3,80 F ; Allemagne, 1,40 DM ; Autriche, 16 sch. ; Belgique, 26 fr. ; Canada, 1,10 \$; Côte d'Ivoire, 340 F CFA ; Danemark, 8,50 kr. ; Espagne, 100 pes. ; États-Unis, 36 c. ; Grèce, 80 dr. ; Italie, 80 p. ; Japon, 1.200 ¥ ; Liban, 300 P. ; Libye, 3.200 Li. ; Luxembourg, 27 F. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 G. ; Portugal, 80 esc. ; Royaume-Uni, 38 p. ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,40 F. ; Yougoslavie, 65 d.

Tarif des abonnements page 17

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 658572 P
C.C.P. 4287 - 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

L'expulsion de quarante-sept fonctionnaires soviétiques

Au-delà
d'une péripétie

Les missions officielles ou officieuses de l'U.R.S.S. en France sont presque décimées puisque quarante-sept de leurs représentants et leurs familles sur un effectif de l'ordre du demi-millier font l'objet d'une mesure d'expulsion. La raison de cette décision spectaculaire ? Ces fonctionnaires bien sous tous rapports avaient un violon d'Ingres : l'espionnage. Le gouvernement leur a signifié que le moment était venu de mettre un terme à leur coupable industrie.

Cette affaire rappelle la crise qui avait éclaté, en septembre 1971, lorsque, alerté par les révélations d'un transfuge, le gouvernement conservateur britannique avait expulsé cinq ressortissants soviétiques. Par une singulière ironie de l'histoire, c'est à un gouvernement de gauche — avec participation communiste — que revient la mission de procéder pour la seconde fois en Europe occidentale à un « nettoyage » aussi massif. Mais ce n'est peut-être pas un hasard : les responsables socialistes de ce gouvernement tiennent sans doute à montrer qu'ils réagissent avec vigueur lorsque la sécurité du pays ou les intérêts légitimes de ses alliés traditionnels lui paraissent menacés.

Cette décision intervient à un moment où les relations franco-soviétiques dans leur ensemble traversent une phase critique. Les dirigeants du Kremlin n'ont guère d'atomes crochus avec ces socialistes qui se refusent à dresser une cloison étanche entre droits de l'homme et diplomatie, qui n'ont pas admis que l'Afghanistan pouvait être un terrain de chasse pour la puissance russe, ou que la Pologne soit incapable de se passer de tuteur. Les rencontres au sommet, régulières sous les précédents septennats, sont interrompues depuis que M. Mitterrand exerce la magistrature suprême. Le voyage de M. Chysson à Moscou en février a permis aux deux parties de constater leurs divergences, non de les réduire.

L'installation prochaine de nouvelles armes de l'OTAN en Europe ne fait qu'accroître la méfiance des Soviétiques à l'égard de la politique française. Sur ce continent, un certain nombre de partis de gauche appuient les pacifistes qui dénoncent l'implantation de Pershing-II. Mais M. Mitterrand réagit tout autrement : ce réarmement, en soi regrettable, lui paraît nécessaire à l'équilibre des forces aussi longtemps que les Soviétiques ne procèdent pas, eux, à un désarmement.

Moscou, qui avait un moment tablé sur l'hostilité des Allemands aux projets de l'OTAN, n'a évidemment pas apprécié l'appel à la vigilance lancé solennellement à Bonn par le président de la République. La semaine dernière, lorsqu'il a rejeté le « plan intérimaire » de M. Reagan, M. Gromyko a indiqué qu'il gardait Paris dans son collimateur : pour lui, il est impossible de parler d'équilibre en Europe sans prendre en compte, dans la colonne de l'OTAN, la force de frappe française.

Ces désaccords persistants ont provoqué refroidissement et malaise. Dans ce contexte, cette expulsion pourrait bien être autre chose qu'une péripétie sans importance.

Les activités
des services secrets
roumains en France

LIRE PAGE 3 :
UN SINISTRE THRILLER

crée une sérieuse tension
entre Paris et Moscou

Quarante-sept diplomates et résidents soviétiques, plus leurs familles, accusés d'espionnage, sont expulsés de France, et devaient partir ce mardi 5 avril par avion spécial pour Moscou. Selon un des intéressés, ils ont été informés de leur expulsion ce mardi matin, et tout délai leur a été refusé.

Un communiqué du ministère de l'intérieur attendu depuis mardi matin n'avait pas encore été publié au début de l'après-midi. Cependant, à midi, le premier secrétaire de l'ambassade, M. Alexandre Avdeev, a lu une déclaration protestant « vigoureusement » contre les décisions totalement infondées et arbitraires des autorités françaises.

Les diplomates soviétiques et leurs familles étaient arrivés à l'aéroport de Roissy-Charles de Gaulle vers 13 heures mardi. Ils devaient s'envoler aux alentours de 15 heures dans un Ilyouchine-86 spécial, arrivé le matin même vers 11 h 30. Il était toutefois difficile d'évaluer le nombre de passagers qui s'approprièrent à partir, car les diplomates expulsés pénétraient dans le hall de l'aéroport par petits groupes successifs et ils étaient accompagnés de nombreux amis.

Il semblerait que d'autres résidents soviétiques ont été conduits directement, dans un car, au pied de l'avion.

Les rares commentaires qui ont été entendus ont été faits par des journalistes soviétiques. Ceux-ci ont répondu qu'ils n'étaient pas habilités à expliquer officiellement la position de leur pays. « Nous serons peut-être expulsés à notre tour, notait en souriant un de ces journalistes, puisque nous ne savons pas ce qui motive une telle mesure. » Vers 14 heures, les diplomates ont embrassé leurs amis et ont gagné, les bras chargés de fleurs, leur satellite d'embarquement.

Des expulsions aussi massives créent une sérieuse tension entre Paris et Moscou. Elles n'ont pas de précédent dans les relations franco-soviétiques et sont rarissimes dans l'histoire de la diplomatie. Le seul cas comparable est l'expulsion de cent cinq diplomates et résidents soviétiques de Grande-Bretagne en 1971.

Au nombre des expulsés figurent M. Nicolas Tchétverikov, premier conseiller, qui est placé au troisième rang sur la liste protocolaire de l'ambassade de l'U.R.S.S., après l'ambassadeur et le ministre conseiller, M. Oleg Chirokov, chef du bureau de Paris de l'agence Tass, et l'un de ses collaborateurs, M. Vladimir Koulikovskiy.

Parlant bien français, se montrant toujours ouvert et cordial, M. Tchétverikov est un des spécialistes des affaires françaises du corps diplomatique soviétique. Dans le passé, il avait été déjà en poste à Paris. Il nous a déclaré avoir appris ce mardi matin son expulsion ainsi que celle de sa femme pour le jour même « par les journaux ». (La nouvelle était publiée par Libération). Elle lui a été officiellement confirmée dans la matinée. Il assure ne pas en connaître les motifs. « Ce ne peut être que pour des raisons politiques », nous a-t-il dit, « j'ai toujours œuvré pour de bonnes relations franco-soviétiques. »

AU JOUR LE JOUR

Hommage

Que viennent chercher en France les espions qu'on y embusque de temps à autre et que l'on chasse alors comme de vulgaires lapins, quel que soit leur rang ? Impossible de le dévoiler, car ce serait révéler de lourds secrets qui, par définition, doivent rester cachés.

Il suffit de savoir que le stationnement sur notre territoire de ces agents à têtes multiples, aux regards braqués sur nous, est un hommage à l'industrie et à l'armée françaises.

C'est le bon côté de la chose.

Il serait bien plus inquiétant de n'attirer personne.

BRUNO FRAPPAT.

Les constructeurs navals européens
s'inquiètent d'un regain
de la concurrence japonaise

Optimisme dans les chantiers navals japonais : après une catastrophe humaine 1982, qui vit les commandes chuter de 52 %, les industriels nippons enregistrent avec satisfaction une progression de la demande de bateaux, non seulement de la part d'armateurs locaux, mais aussi pour l'exportation. Cette reprise n'est, selon toute vraisemblance, malheureusement pas de bon augure pour les chantiers occidentaux, dont beaucoup se demandent tout simplement s'ils pourront ou non survivre. En France, un des principaux armements se prépare toutefois à passer aux chantiers navals nationaux une commande importante : celle de deux gros porte-conteneurs.

An Japon, tout a commencé avec la récente décision d'un important armement, Sanko Steamship, de réduire de moitié son activité — jusqu'à presque exclusive — de transport de produits pétroliers pour se convertir partiellement au vrac (minerais, céréales). Sanko Steamship a évalué ses besoins à une soixantaine de cargos d'ici à deux ans, et a déjà passé quelques commandes à Mitsui. Hitachi pourrait également être sollicité. Dans la foulée, des armateurs étrangers sont sortis de leur langueur, et notamment les Grecs, qui ont passé d'importantes commandes au même Hitachi (un pétrolier de 63 000 tonnes) ainsi qu'à Ishikawajima-Harima Industries (quinze

JAMES SARAZIN

(Lire la suite page 27.)

L'ABROGATION DE LA LOI « SÉCURITÉ ET LIBERTÉ » AU SÉNAT

Une mission difficile pour M. Badinter

Lire page 8 l'article de BERTRAND LE GENDRE

UN ENTRETIEN AVEC M. CHRISTIAN NUCCI

« On ne triche pas avec des amis »

nous déclare le ministre délégué au développement et à la coopération

Nommé, le 8 décembre 1982, ministre délégué au développement et à la coopération en remplacement de M. Jean-Pierre Cot, et reconduit dans ses fonctions au sein du troisième cabinet Mauroy, M. Christian Nucci définit ci-dessous les grandes

lignes de son action. A l'heure de l'autorité, il compte sur ses interlocuteurs — et premier lien les Africains francophones — pour accepter le langage de la « dure réalité » qu'il leur tient. « On ne triche pas avec des amis », précise-t-il à ce propos.

« Ne craignez-vous pas que la politique de rigueur à l'ordre du jour ait des conséquences sur l'action de votre propre ministère ? »

— L'on peut bien sûr avoir une certaine part d'inquiétude, de préoccupation, mais je crois que le président de la République, dans son intervention du 23 mars, a rappelé sa volonté ainsi que celle du gouvernement de maintenir le cap de la politique extérieure. François Mitterrand a même fait allusion de façon extrêmement nette aux relations avec les pays du tiers-monde. Ceci laisse supposer qu'il y aura peut-être rigueur et difficultés. Mais, en matière de politique de coopération et de développement, je souhaite que nous puissions pour-

suivre dans la voie entreprise et engagée. D'autant qu'il y va aussi de l'intérêt de la France, à la fois de ses intérêts économiques, mais aussi de ses intérêts politiques.

« Je crois que le président de la République l'a rappelé, notre effort doit porter sur les pays avec lesquels nous avons des liens traditionnels d'amitié.

« En revanche, comment va-t-on jouer entre coopération et développement ? Une bonne politique de coopération est celle qui, en définitive, permet de glisser d'un créneau vers l'autre, et donc de passer de la coopération au développement. Je souhaite que l'on puisse poursuivre dans ce sens-là. Encore une fois, parce que en mettant des moyens à la disposi-

tion du développement, on respecte un engagement plus politique qui est — celui de l'autosuffisance alimentaire, de la prise en compte de problèmes du développement par les personnes directement concernées.

« Donc, je crois que c'est peut-être un problème, non pas de mentalité, mais de conception de la politique des relations extérieures de la France : comment articuler notre politique autour du développement des États avec lesquels nous avons une politique de coopération. La coopération doit être au service du développement.

Propos recueillis par
FRANÇOISE CHIPAUX
et JEAN-CLAUDE POMONTI.

(Lire la suite page 4.)

POINT

La C.G.T.

pour une autre
rigueur

Tracts, pétitions, de vives protestations commencent à an- nander les locaux des députés... et des quotidiens.

La C.G.T. a décidé de mobiliser ses troupes pour s'opposer au plan de rigueur. Car, comme l'a indiqué son secrétaire général, M. Henri Krauss, cette mobilisation doit se faire dans le calme. Pour le moment il n'est pas question de lancer des grèves. Dans un premier temps il s'agit de dégrader les élus de la majorité, d'obtenir des « corrections » aux mesures préparées par M. Delors et, en cas de refus, d'attirer vers le contrôle une liste armée et de la préparer éventuellement à d'autres actions.

Les orientations données par la confédération sont, en tout cas, nettement opposées au plan gouvernemental. Après la ruine — à tout n'est certes pas mauvais dans les mesures décidées — exprimée par un secrétaire confédéral dans les colonnes de l'Humanité vient le coup de massue : « C'est l'ensemble qui n'est pas bon. »

Et lorsqu'on détaille les contre-propositions de la C.G.T., le message est clair. En réclamant de relever très haut le bar des revenus non assujettis au nouvel impôt, en préconisant d'autres majorations fiscales et en demandant une majoration du pouvoir d'achat de 5 % du SMIC, la C.G.T. refuse le changement de cap qu'a décidé le gouvernement. En priant une relance des investissements sous la surveillance des syndicats et un contrôle accru de l'emploi, la C.G.T. veut aussi obtenir un renforcement du pouvoir syndical à l'instar de ce que réclame la C.F.D.T.

Ne s'agit-il là que de déclarations sans lendemain et de revendications lancées par précaution, pour déjouer et singulariser un syndicat qui ne veut pas rompre avec ses partenaires qui détiennent le pouvoir politique ? Rien n'est moins sûr. Au-delà du débat parlementaire et de la pression sur les élus, la C.G.T. poursuit, sans devoir lancer de consignes nationales, poursuivre au niveau des entreprises la bataille en faveur du pouvoir d'achat.

(Voir page 28.)

LE BILAN POUR 1982
DE L'AGENCE
NATIONALE
POUR L'EMPLOI

LIRE PAGE 29

LA MORT DE GLORIA SWANSON

Une star
des années folles

L'actrice américaine Gloria Swanson est morte le 4 avril à New-York. Elle était âgée de quatre-vingt-quatre ans.

Elle a été l'une des reines de la légende dorée d'Hollywood, au temps du muet. Elle a mené une vie extravagante, l'épousant des modes vestimentaires, habitant une luxueuse résidence de Beverly Hills, avec onze domestiques à son service. Elle s'est mariée six fois. Elle a été « la seconde femme » après Mary Pickford, à avoir gagné 1 million de dollars et la première à l'avoir dépensé. Elle s'est consacrée plus jeune que son âge par la pratique, dès 1944, des éléments naturels et a su organiser aussi, après avoir quitté le cinéma, une carrière de femme d'affaires.

Gloria Swanson fut une star, toujours en représentation, comme on les aimait dans les années folles. Si, en dépit du temps, elle a réussi à

garder cette image d'elle-même, soigneusement entretenue, il y eut, sous l'apparence de la star, une actrice à la forte personnalité, qui savait ce qu'elle voulait et ce qui lui convenait.

JACQUES SICLIER.

(Lire la suite page 13.)

Le Printemps
de Bourges

Une fête lyrique
renouvelée

LIRE PAGE 13

GRAHAM
GREENE

LES CHEMINS DE L'ÉVASION

Après Une sorte de vie, la suite
de son autobiographie :
Haïti, le Vietnam, Cuba...
en plein cœur du fabuleux
univers de Greene.

Collection « Pavillons »

ROBERT LAFFONT

كتاب من
الكتاب

Le Monde

idées

Les limites de l'ambiguïté

par DOMINIQUE MOÏSI (*)

Défendre l'Europe

En Allemagne fédérale et en Grande-Bretagne se sont déroulées durant le week-end pascal des manifestations pacifistes d'inégale ampleur. Et la France ? Le consensus autour des questions de défense est-il ébranlé - s'inquiète Dominique Moïsi - par la diminution de l'ambiguïté sur laquelle il repose ? Les Soviétiques veulent que les moyens stratégiques de la France soient inclus dans l'évaluation globale des forces occidentales. Il est facile de leur répondre, estime François de Rose. Quant à Bernard Barthalay, il craint que l'installation des SS-20 ne procède d'une volonté russe d'empêcher la transformation de l'essai européen.

MANIFESTATION d'une «grogne» corporatiste et déplacée pour les uns, conséquence des incohérences de l'action gouvernementale pour les autres, la démission du chef d'état-major de l'armée de terre, le général Delmas, a valeur de symbole. Au-delà de l'annonce d'un débat sur la stratégie française et la place à accorder à l'armée de terre dans la dissuasion globale, cette démission est-elle le signe annonciateur de l'ébranlement du large consensus existant en France autour des questions de défense ?

L'ambiguïté a été pendant plus de vingt ans une des conditions du succès de notre politique de défense et de son acceptabilité par les Français. En dotant la France d'un armement atomique indépendant, ses gouvernements entendaient la protéger contre toutes sortes d'incertitudes. Notre force nucléaire devait nous prémunir contre l'affaiblissement à terme de la garantie et de la protection américaines sur l'Europe, tout en renforçant dans l'immédiat notre marge de manœuvre diplomatique au sein de l'alliance. Elle devait contribuer également, par l'introduction d'un facteur d'incertitude supplémentaire, à renforcer la dissuasion globale du camp occidental face à la menace soviétique, tout en nous permettant, en cas d'échec de cette dissuasion, de nous replier éventuellement sur nous-mêmes, à l'abri de notre parapluie atomique, protégés que nous étions par notre stratégie de dissuasion du faible au fort. Elle devait enfin permettre à la France de proposer un substitut européen à la garantie américaine. Il s'agissait en particulier d'offrir à l'Allemagne une garantie française, tout en dotant la France, par l'intermédiaire d'une arme qu'elle seule pouvait posséder, d'une garantie face à cette même Allemagne, dont, à l'époque, le dynamisme économique et la puissance politique grandissante inquiétaient le général de Gaulle.

Ces ambiguïtés quant aux fins recherchées se doublent d'ambiguïtés quant à l'interprétation de notre doctrine de défense. A partir d'un même schéma conceptuel, on peut faire deux lectures possibles du projet gaullien original. L'insistance sur l'indépendance de notre force nucléaire et de notre stratégie de dissuasion peut nous conduire à une conception hexagonale nettement sécuritaire, celle de la sanctuarisation de notre territoire par l'arme nucléaire. Cette vision est celle qui, en fait, se rapproche le plus d'une doctrine de neutralité armée. On peut, à l'inverse, mettre l'accent sur le concept de sanctuarisation élargie. La défense de la France ne peut se concevoir en dehors de son contexte européen. L'agression ne commençant pas à

nos frontières, la dissuasion ne peut s'arrêter à celles-ci.

Cette ambiguïté fondamentale entre deux interprétations possibles de notre doctrine de défense, «hexagonale» ou «élargie», a permis par son maintien la constitution d'un consensus sur notre politique de défense et la préservation d'un équilibre intérieur. Cette ambiguïté ne portait pas à de trop graves conséquences tant que l'environnement international était stable. Elle n'est plus guère possible aujourd'hui. Elle supposait en effet pour son maintien un certain nombre de conditions qui ne sont plus remplies :

- que l'alliance atlantique soit, en dépit de ses crises, forte, et que la garantie américaine à l'Europe soit assurée ; qu'en un mot, l'équilibre des forces et des volontés soit maintenu ;

- que la République fédérale continue d'apparaître comme un pilier de stabilité au sein de l'alliance et de la Communauté ;

- que la France ne soit pas impliquée dans les négociations sur le contrôle des armements stratégiques ;

- que la stabilité de notre économie soit telle que nous ne soyons pas contraints sous les pressions budgétaires à des choix désastreux.

La crise actuelle de l'alliance est de nature différente des précédentes. L'alliance atlantique reposait sur un équilibre de déséquilibres, qui supposait le maintien de la suprématie ou au moins de la parité militaire des Etats-Unis avec l'U.R.S.S., une croissance économique stable et des nationalismes faibles. Or, aujourd'hui, pour de nombreux Européens, la garantie militaire des Etats-Unis apparaît tout autant comme une menace que comme une protection. La crise économique est profonde et durable et les nationalismes refont surface des deux côtés de l'Atlantique.

Un risque de dérapage

L'alliance atlantique, la Communauté européenne, à certains égards la possession par la France d'une force stratégique indépendante, avaient constitué des réponses au problème allemand. Or, on peut légitimement se demander aujourd'hui si, indépendamment de la victoire de la C.D.U. aux élections du 6 mars, un changement en profondeur de la société allemande n'est pas en train de se produire. La conscience de ce risque de «dérapage», tout autant

(*) Adjoint au directeur de l'I.F.R.I., rédacteur en chef de la revue *Politique étrangère*.

que le souci de préserver l'équilibre des forces en Europe, expliquent fondamentalement le discours de M. Mitterrand au Bundestag à l'occasion du vingtième anniversaire du Traité franco-allemand. Si elle cédait sur la question des euro-missiles, reconnaissant par là même un droit de veto à l'U.R.S.S. sur sa politique extérieure, la République fédérale aurait admis implicitement que sa sécurité dépendait plus du dialogue avec Moscou que de la cohésion de l'alliance. Ce faisant, elle aurait cessé d'être pour ses alliés, et donc pour le premier de ceux-ci, la France, un partenaire fiable.

Mais la France ne saurait se contenter d'un discours, pour opportun qu'il ait été. On peut se demander si, dans la réalité des faits, le gouvernement français, pour des raisons budgétaires renforcées par des considérations de politique intérieure, n'est pas en train de limiter sa capacité de collaboration effective avec la République fédérale. Que signifie l'affirmation d'une volonté de défense commune lorsque des restrictions budgétaires peuvent amener à réduire l'effort de forces françaises stationnées en République fédérale ? Quel peut être le sens de déclarations fermes en faveur d'une sanctuarisation élargie, si l'état de notre économie nous pousse, en fait, à une stratégie du «tout nucléaire», basée sur une conception étroite de la dissuasion sur nos frontières ? L'accent mis sur le renforcement de notre force stratégique avec la décision de construire un septième sous-marin atomique, la modernisation de notre force tactique avec, en particulier, l'entrée en service, en 1991, de missiles Hades de 300 kilomètres de portée, ne dispensent pas de la nécessité de renforcer notre outil conventionnel. C'est au niveau de ces forces qu'une véritable coopération franco-allemande peut avoir un sens.

En fait, si l'extension de la contestation pacifiste à la France, bien que toujours possible, ne représente pas un danger majeur, un autre risque de déstabilisation existe. Pour avoir pris parti légitimement et courageusement dans la querelle des euro-missiles, M. Mitterrand a suscité en France l'annonce d'un débat contradictoire qui se déroule à front renversé. Si le consensus sur la politique de défense est menacé, non seulement au sein de l'Union européenne, mais aussi au sein de la C.D.U. aux élections du 6 mars, un changement en profondeur de la société allemande n'est pas en train de se produire. La conscience de ce risque de «dérapage», tout autant

L'égoïsme des uns et la peur des autres

par BERNARD BARTHALAY (*)

Le domaine militaire est le seul où la supériorité des puissances de premier rang est incontestable. Il s'ensuit qu'elles défendent militairement leur triste privilège de décider seules de la vie ou de la mort des peuples, si bien que les équilibres internationaux se déplacent de la négociation vers l'intervention armée, et les équilibres internes, du consensus vers la spirale violence-répression.

Ainsi, une question me hante : et si l'installation des SS-20, qui ne menacent pas directement les Etats-Unis, procédait d'une volonté russe d'empêcher la transformation de l'essai européen ? D'empêcher que l'Europe en crise, à la recherche d'une issue, continue d'inventer la démocratie internationale, d'élection européenne en élection européenne ? En pointant des missiles à moyenne portée sur l'Europe occidentale, il s'agirait pour Moscou d'enfoncer un coin entre les espaces sécuritaires et les pays d'Europe occidentale dépourvus de parade nucléaire nationale, entre une zone de non-guerre et le champ de bataille. Il s'agirait de dissocier les destins de la France et celui de la République fédérale d'Allemagne.

Avec les SS-20, le Kremlin enlève sa panoplie d'autres armes tout aussi redoutables qui, alliées au temps, travaillent à la division des Européens, donc à leur effacement, l'égoïsme des uns vulnérables et, chez les plus exposés, la peur de la guerre.

Le remède envisagé ne vaut guère mieux que le mal : Pershing et Cruise, utilisables sur le théâtre européen, dans le cadre d'une riposte graduée aux coups nucléaires de l'U.R.S.S., sont comme un paratonnerre que Washington pourrait discrétionnairement relier ou non au sol et qui pourrait donc, à volonté, remplir sa fonction ou, au contraire, entrer en foudre sur la tête des Européens.

Dans ces conditions, la République fédérale d'Allemagne et les autres alliés européens de la France peuvent comprendre que le traité de non-prolifération, qui leur interdit de posséder les armes nucléaires déployées sur leurs territoires, les enferme dans leur situation d'assistés confédés au suicide. Or, sur ce point, leur originalité est de choisir le suicide sans assistance.

(*) Vice-président du Mouvement fédéraliste européen.

Faut-il comptabiliser nos missiles ?

par FRANÇOIS DE ROSE (*)

DEPUIS plus de dix ans, le Kremlin cherche à faire entrer les forces nucléaires de la France et du Royaume-Uni dans un total général des moyens stratégiques occidentaux.

Nos voisins allemands se trouveraient, en cas de conflit en Europe, en première ligne. Leur territoire est celui qui abrite la plus forte concentration d'armes nucléaires aux mains d'étrangers. Une part importante serait employée, si l'on devait y avoir recours, chez eux et chez leurs frères de la R.D.A.

Rien d'étonnant, par conséquent, à ce que l'on soit en quête outre-Rhin de toute solution qui paraîtrait, peu ou prou, de nature à atténuer le danger d'un tel emploi. La présomption de «sanctuarisation» que leur force nucléaire apporte aux Français, il était fatal qu'une partie de l'opinion en Allemagne soit un jour tentée de la rechercher dans la dénucléarisation ou même la neutralisation liée pour certains aux espoirs de réunification.

La responsabilité du trouble que provoque en Allemagne la perspective de la mise en place des missiles américains à moyenne portée est à mettre, en partie, au débit de tous les gouvernements de l'alliance, et en premier lieu à celui de Bonn, pour avoir suggéré ou approuvé la dissuasion est constitué par le risque, pour l'U.R.S.S., d'un couplage entre les opérations en Europe et le système stratégique américain. C'était accepter l'hypothèse d'un renoncement aux seules armes ayant la portée requise pour lui présenter ce risque, alors que serait demeurée inchangée la menace que constituent les milliers de missiles et avions pouvant nous détruire au départ des pays satellites.

Aussi le Kremlin fait-il d'une pierre deux coups en proposant d'équilibrer ses SS-20 au nombre d'ogives de la France et de la Grande-Bretagne. D'une part, en effet, il s'assure ainsi que faire se peut contre le péril d'escalade face aux Etats-Unis et, de l'autre, il ferait reposer sur le refus de Paris et de Londres la responsabilité de la poursuite du déploiement de ces mêmes SS-20.

Le résultat des élections en Allemagne fédérale aidant, il n'est pas exclu que l'U.R.S.S., si elle se convainc que elle ne peut empêcher la mise en place des euro-missiles, ne préfère l'arrêt complet de la négociation à une de ces solutions intermédiaires, objet des aspirations européennes, dès lors qu'une telle solution consacrerait son acquiescement à un déploiement, même en nombre limité, de ces engins. Ce contre quoi elle lutte depuis bientôt quatre ans, dans une bataille où elle a engagé à fond son prestige politique.

Parmi les mesures de rétorsion qu'elle laisse déjà prévoir, celles qui seraient les plus sensibles aux Allemands porteraient sur une délégitimation des rapports entre les citoyens de la République fédérale et ceux de la République démocratique. Détermination tout à fait facile de faire porter une part de responsabilité à la France pour son refus de laisser tenir compte de ses forces nucléaires dans la négociation de Genève.

Ce n'est sans doute pas à nous d'éclaircir l'opinion d'outre-Rhin. Mais nous ne pouvons ignorer les dommages que cette accusation pourrait apporter dans les relations franco-allemandes.

Une occasion nous est offerte de montrer, dans les faits, la profondeur de notre solidarité avec nos voisins, grâce à l'élaboration de la loi de programmation militaire qui doit être approuvée par le Parlement dans les prochains mois. Ce document va fixer les orientations majeures de notre politique de défense pour l'actuelle décennie et peut-être au-delà.

Or deux considérations sont essentielles du point de vue qui nous occupe ici : la première est qu'il ne nous est pas plus possible qu'aux Etats-Unis de donner à nos alliés une «garantie» que nous emploierions nos forces stratégiques contre des objectifs économiques et démographiques de l'Union soviétique si elle les attaquaient, comme nous menaçons de le faire pour la sanctuarisation de notre Hexagone et de ses approches ; la seconde est que la dissuasion ne nucléaire en Europe est appelée à se valoriser dans les prochaines années et que la doctrine d'emploi et la structure de nos

forces indiquent nécessairement la part que nous entendons y prendre. Les indications données par M. Hénault (1) aux chefs de notre état de terre donnent à penser que cette préoccupation est prise en compte au gouvernement. Il restera à voir quels moyens seront affectés à sa réalisation. Quoi qu'il en soit, si la rigueur des temps et les difficultés de la situation imposent leur loi, il vaudrait mieux, du point de vue de nos rapports avec nos alliés, que l'effort consenti, même insuffisant, et il le sera sûrement, le soit dans la bonne direction plutôt qu'un effort même supérieur qui ne servirait pas les vraies priorités politiques et de sécurité.

Or notre capacité d'intervention immédiate et avec des moyens importants pour la défense de cette frontière de l'Elbe qui nous est commune avec la R.F.A. sera toujours la preuve la plus convaincante de notre solidarité, en même temps qu'elle établira la présomption la plus claire de l'utilisation éventuelle de notre force stratégique dans l'intérêt commun.

C'est là que réside la rationalité la plus forte de notre apport à la dissuasion, en même temps que la réponse à ceux des Allemands qui nous soupçonnent d'être avant tout soucieux de protéger notre sanctuaire en pronant le minimum de risques pour nous-mêmes.

La réponse aux Soviétiques

Mais que dire aux Soviétiques ? Leur thèse est que nous ne sommes pas vraiment indépendants et que nos moyens stratégiques ne peuvent être inclus dans l'évaluation globale des forces occidentales face à leurs missiles à moyenne portée SS-20.

La première chose à répondre est que, en effet, nous sommes engagés à concourir à la défense de nos alliés sans être victimes d'une agression. Il s'agit donc que ne se produise pas cette agression pour que nos forces ne servent jamais.

(*) Ambassadeur de France, ancien représentant permanent au conseil atlantique.

Cela dit, pour tous les autres cas de figure, l'indépendance des décisions de la France est assurée par son statut de membre à part entière de l'OTAN. Si l'on en doute à Moscou, pourquoi n'y envisagerait-on pas de donner un statut analogue aux membres du pacte de Varsovie ? Pourquoi ne pas octroyer à la Pologne une position comparable à celle de la France dans l'alliance occidentale ? Pourquoi ne pas en faire disparaître toutes les lignes de communication de l'armée rouge, toutes les bases aériennes, tous les dépôts et, naturellement, toutes les forces non polonaises ? Que l'ensemble de la logistique des forces soviétiques passe par la Baltique et les ports de la République démocratique comme la logistique de l'alliance atlantique passe par la Manche et Anvers et Rotterdam !

Il est à parier que, si ces mesures intervenaient, les Andromy lui-même tiendrait la Pologne pour réellement indépendante. Sans doute trop. Mais nous serions, quant à nous, beaucoup plus rassurés quant aux risques d'une agression venue de l'Est.

Le pays qui a totalement intégré, standardisé, unifié les forces de ses alliés dans les siennes propres est vraiment mal venu pour donner des leçons d'indépendance à qui que ce soit !

Mais qu'en est-il des missiles eux-mêmes ? Sans répéter ce qui a été dit sur ce qui distingue les SS-20 de nos propres missiles (les premiers sont antifuor et déployés à terre, les seconds stratégiques et embarqués sur sous-marins), il est d'autres considérations à prendre en compte. Et d'abord ceci que, dans la négociation SALT, tant l'Union soviétique que les Etats-Unis ont estimé que l'accord établissant une parité d'ensemble acceptable en dépit des disparités existant dans chacun des paramètres entrant dans le total, d'un côté des missiles sol, d'un autre des bombardiers, des ogives et des puissances de destruction (méga-tonnage). Les Deux Grands ont évidemment considéré que le total de leurs moyens excède tellement les besoins éventuels que les différences sur tel ou tel des pa-

ramètres sont sans impact sur l'équation de leur sécurité.

Ne disposant que d'une centaine de vecteurs et sans d'ogives, alors que l'Union soviétique possède plus de vingt fois le nombre des vecteurs et plus de cent fois celui des ogives, les gouvernements de Paris et de Londres sont donc parfaitement capables de dire que leurs armes, quantitativement ou qualitativement, ne sauraient déstabiliser le rapport des forces entre Washington et Moscou. Car, lorsque l'on atteint au niveau de puissance et à la variété des moyens des Deux Grands, une déstabilisation quantitative exigerait un changement de l'ordre de grandeur actuellement existant.

Quant aux possibilités de déstabilisation qualitative ou par l'apparition de défenses anti-missiles efficaces, il est clair que les possibilités de déboucher sur des innovations révolutionnaires sont beaucoup plus fortes chez les superpuissances que chez nous. L'hypothèse joue donc entièrement à l'avantage de l'Union soviétique, et ce serait à nous de chercher à en tenir compte.

Enfin, il faut répéter sans se lasser que nous n'acceptons pas d'entendre le principe suivant lequel l'Union soviétique aurait droit à un statut particulier, à savoir que les armes menaçant son territoire sont inadmissibles, alors qu'elle aurait toute liberté pour accumuler les moyens menaçant l'Europe. C'est dire que le jour où l'on tiendrait compte de nos missiles, il faudrait faire intervenir tous les autres soviétiques (avions, fusées, SS-21, 22, 23) qui peuvent atteindre toute l'Europe et qui ont été jusqu'à présent escamotés dans les négociations, comme dans un truquage jeu de bonnetain.

Cela dit, la France et la Grande-Bretagne n'ont pas scellé définitivement l'hypothèse où leurs systèmes d'armes pourraient être pris en compte, le jour où les Deux Grands auraient suffisamment réduit leurs arsenaux pour que les autres puissent modifier le nouvel équilibre ainsi établi.

Peut-être serait-il possible, tout en gardant l'idée, d'en modifier la formulation dans un sens plus conforme à l'évolution probable des événements ?

(1) *Le Monde*, 3 décembre 1982.

Pour surmonter l'égoïsme des uns et conjurer la peur des autres, il n'est guère qu'une voie : organiser en Europe un retour de volontés. Quarante ans bientôt après l'Holocauste, la France et la République fédérale d'Allemagne doivent puiser dans la mémoire d'Auschwitz une nouvelle volonté de résister contre le risque de rétrogradation de leur espace commun de liberté. Mettons à profit le temps de la négociation de Genève pour «ramener nos minimes» et inventer un concept européen de dissuasion.

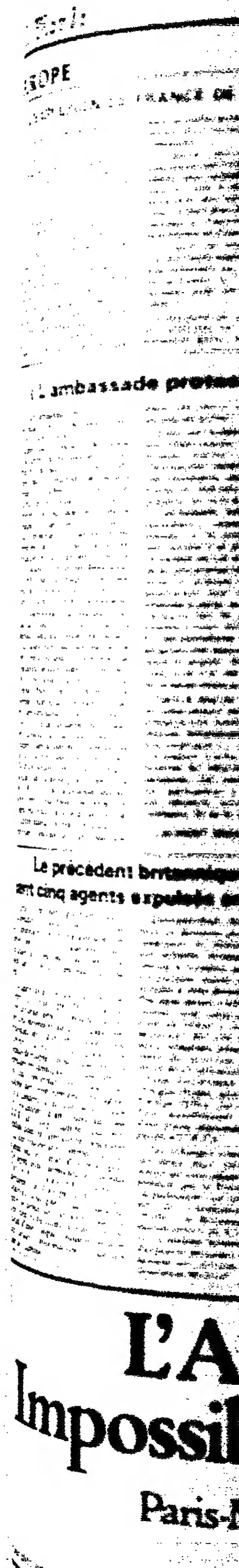
Deux prémisses

Au départ de la construction, je suis enclin à ne retenir que deux prémisses : un cadre institutionnel ; l'incompatibilité évolutif entre une dissuasion nucléaire nationale et un commandement européen intégré.

1) L'U.E.O. est habitée à se saisir des problèmes de sécurité : rien n'interdit de confier à son assemblée un supplément de législatif en modifiant sa composition de telle sorte que ses membres soient les premiers élus dans chacun de ses Etats membres au Parlement européen. Au jour d'une nécessaire réforme institutionnelle des Communautés européennes comportant, d'une part, renforcement de leur capacité de décision et d'action dans le champ de leurs compétences techniques et, d'autre part, extension des compétences des institutions actuelles aux relations extérieures et à la sécurité, rien n'interdit d'aménager une division du travail entre cette nouvelle Union européenne (aspects civils de la sécurité) et l'U.E.O. (aspects militaires) pour une période transitoire d'une dizaine d'années, au terme de laquelle l'U.E.O. s'efforceraient de l'Union européenne accomplissant l'unité politique du continent, donc sanctuarisation.

2) La menace de représailles massives n'est crédible que pour la protection d'un espace politiquement uni ; l'éclatement de la zone de non-guerre en Europe suppose donc que d'autres Etats membres de l'U.E.O. se dotent de forces de dissuasion nationale et, ou que, selon la proposition du colonel Michel Menel, la France et le Royaume-Uni construisent un système d'armes dont les caractéristiques techniques, le mode de déploiement et la doctrine d'emploi permettraient d'élever leurs alliés européens en centres de décision nucléaire indépendants sur la base d'une répartition équilibrée des responsabilités assumées et des risques encourus. Cette dernière formule présenterait pour la France et la République fédérale d'Allemagne l'insurmontable avantage d'abolir leur intégrité stratégique fondamentale, vécue comme une séquelle de la «fuite» et qui risque tôt ou tard d'empêcher leurs rapports bilatéraux. De surcroît, elle dispenserait la R.F.A. de construire sa propre force nucléaire de dissuasion. Seule la France est en position de reconnaître à la R.F.A. ce droit à sa part d'indépendance européenne, ce droit à la dissuasion.

En Europe, l'adéquité des territoires et les densités démographiques imposent une dissuasion du faible au fort (stratégie anti-cible) reposant sur des moyens à l'abri d'une première frappe de l'agresseur éventuel, donc sur des sous-marins nucléaires lance-ogives. Mais il reste au moins une hypothèse, exotique au demeurant, de vulnérabilité soudaine de ces moyens à la suite d'une percée technologique imprévisible de l'adversaire. Cette hypothèse exige la préservation dès le temps de paix d'une armée de réserves, sous la forme d'une couverture opérationnelle du territoire, assurant à la fois une meilleure élasticité de l'avant, en conjonction avec des forces de couverture renforcées en termes d'effectifs et de puissance de feu, et la défense en profondeur. C'est pourquoi la mise à l'étude par l'état-major français de la création d'une force d'hélicoptères antichars doit être considérée comme un pas dans la direction de la réorganisation des dispositifs terrestres et aériennes, navals et aériens nationaux en conformité d'un concept européen de dissuasion à définir en commun. Faute de pouvoir être une force placée dans la défense, devant l'assemblage de l'U.E.O. le 30 novembre 1982, sur l'héliport de combat, le cher futur et l'avenir de combat tactique.



L'EXPULSION DE FRANCE DE QUARANTE-SEPT FONCTIONNAIRES SOVIÉTIQUES

(Suite de la première page.)

Le communiqué de l'ambassade qui jusqu'au début de l'après-midi de mardi constituait la seule confirmation officielle de cette affaire, déclare :

« L'ambassade proteste vigoureusement contre la décision totalement infondée et arbitraire des autorités françaises. Il ne nous a été présenté aucun fait d'activités illégales de la part des collaborateurs soviétiques auxquels il est demandé de quitter la France, aucune preuve, aucune explication. Et ils ne peuvent pas exister, car les collaborateurs soviétiques en France n'existent et ne peuvent exercer leurs fonctions que

dans le cadre normal du développement des relations soviéto-françaises.

« Aussi, arrivons-nous à la conclusion que l'expulsion sans précédent des collaborateurs soviétiques est liée à des considérations politiques des autorités françaises sans rapport avec le travail de l'ambassade et d'autres représentations soviétiques en France.

« Toute la responsabilité des conséquences négatives de cette action arbitraire sur les relations entre la France et l'Union soviétique incombe donc sur la partie française.

« L'expulsion de diplomates, dans ces conditions, est un acte particulièrement grave, qui marque une

détérioration profonde des relations entre deux pays. Les diplomates, qui peuvent être en principe aussi nombreux que le désire le pays qui les accueille, disposent de privilèges et sont reconnus *persona grata*, mais il suffit que le gouvernement du pays de résidence les déclare sans explication *persona non grata* pour qu'ils soient obligés de regagner leur pays d'origine. Quand deux pays veulent garder de bonnes relations, bien que certains diplomates — ce qui n'est pas une exception — soient convaincus d'espionnage, ce règlement de compte se fait dans la discrétion et « au coup par coup ». Ce n'est pas le cas dans l'affaire, actuelle.

Les expulsions de diplomates et résidents soviétiques (ceux-ci ne pouvant guère être considérés comme des personnes « privées », sans attache avec leur gouvernement) survient dans un contexte particulièrement critique. Non seulement les relations politiques entre Paris et Moscou se sont fortement détériorées depuis l'arrivée de M. Mitterrand à l'Elysée, non seulement les deux gouvernements divergent à propos de grands problèmes

mondiaux (Afghanistan, Pologne et surtout euromissiles), mais l'Union soviétique apparaît mêlée à au moins deux affaires d'espionnage récentes : l'assassinat près de Nice, le 15 février, du lieutenant-colonel Bernard Nut, de la direction générale de la sécurité (ex-SDECE, c'est-à-dire le contre-espionnage français) et l'arrestation à Meaux la semaine dernière de M. Patrick Guerrier, cadre commercial en relation avec un attaché soviétique.

Si l'assassinat du lieutenant-colonel Nut reste officiellement inexplicable, il semble, selon de nombreuses rumeurs, qu'il était bien informé sur la filière dite « bulgare » (en fait soviétique) qui conduisit à la tentative d'assassinat de Jean-Paul II. D'autres pays occidentaux, la Grande-Bretagne et l'Espagne, viennent d'expulser des Soviétiques apparemment en relation avec cette dernière affaire.

Une chose est en tout cas plus probable : l'U.R.S.S. va prendre contre les diplomates français à Moscou (et sans doute aussi contre d'autres Français) des mesures de rétorsion.

M. D.

République fédérale d'Allemagne

LES MANIFESTATIONS PACIFISTES DU WEEK-END PASCAL

A Cologne : rock, têtes blondes et discours

An terme de quatre journées de démonstration et manifestations contre les projets de rééquipement des forces de l'Otan en Europe, les organisateurs ouest-allemands de ces différentes « marches pour la paix » ont estimé, lundi 4 avril, à 750 000 le nombre des personnes qui y ont pris part. Les autorités de Bonn parlent de leur côté de « plusieurs centaines de milliers » de manifestants. Aucun incident sérieux n'a été signalé.

Des cortèges et manifestations identiques ont été organisés dans différents autres pays, dont la Suisse, où plusieurs milliers de « pacifistes » se sont réunis à Bâle avant de gagner la R.F.A.

De notre envoyé spécial

Cologne. — Ciel plombé, froid de canard, il fallait du courage pour rester en plein vent, sur la place du nouveau marché de Cologne où se tenait la manifestation finale de la Marche de la paix pour la Rhénanie.

Une formation de rock tentait de réchauffer l'atmosphère et une Passionaria de la guitare électrique fit prendre patience aux centaines de participants arrivés avant l'heure. Une fois les délégations rassemblées — elles furent effectivement venues à pied des environs — la place du marché était noire de monde. Combien pouvaient-ils être ? Cinquante mille, annonça la tribune. Il ne servirait à rien de contester ce chiffre incontestable. Ce qui était visible, en revanche, c'était l'âge des participants. L'immense majorité se devait avoir trente ans. Les adultes d'âge mûr faisaient tâche.

Les vêtements étaient partout les mêmes : blousons ou parkas, baskets, chandails et foulards. De nombreux jeunes couples étaient venus avec leur progéniture qu'ils portaient soit sur le dos, soit sur les épaules, si bien que les petites têtes blondes émergeaient comme autant de points de repère de la foule. Le plus grand calme régnait parmi ces protestataires. Seules les bandières portaient fort. Dans les rangs, c'était plutôt le silence, ou les conversations de bouche à oreille. Bref, une atmosphère amicale et réceptive, où chacun s'employait à ne pas trop gêner son voisin.

Des échoppes avaient été dressées, et l'on vendait des brochures et des ouvrages de tendance contestataire ou communiste. Ce fut peut-être le trait dominant de la manifestation de Cologne : jeunes de toutes origines et de toutes tendances (on vit même quelques soldats de la

Bundeswehr en uniforme), idéalistes, libres-penseurs, religieux, réfractaires, se côtoyaient sans chercher à se définir.

Le premier et le principal orateur de la séance fut l'ineffable Oscar Lafontaine, le maire pacifiste de Sarrebruck. Pour lui, l'alliance atlantique n'est pas inconditionnelle, et les récents documents sortis du Pentagone et de la Maison Blanche sont incompatibles avec l'engagement de la R.F.A. dans l'Otan. Y a-t-il encore une politique commune entre les États-Unis et leurs alliés ? On doit en douter, comme on doit parler haut à ceux qui croient qu'on peut conduire et gagner une guerre atomique. M. Lafontaine s'est prononcé pour la proposition Palme, prévoyant la création d'une zone démilitarisée de cent 150 kilomètres de chaque côté du rideau de fer, et pour le projet d'un gel des armements atomiques. De là à réclamer que la République fédérale sorte de l'alliance atlantique, il n'y avait qu'un pas, que M. Lafontaine n'a pas voulu franchir pour ne pas couper définitivement les ponts avec le S.P.D., qui le regarde déjà comme un marginal.

Pendant ce temps, à Bonn se poursuivait la querelle entre ceux qui, comme le ministre de la Défense, accusent le « mouvement de la paix » et le parti social-démocrate de faire le jeu de Moscou, et ceux qui s'en défendent avec véhémence. Seul le vice-ministre des affaires étrangères, M. Alois Mertes, s'est refusé à ce manichéisme, et a estimé qu'il fallait porter attention aux idéalistes du « mouvement de la paix ».

ALAIN CLEMENT.

Roumanie

Sinistre thriller

À la mi-janvier, l'hebdomadaire de l'Union des écrivains de la République socialiste de Roumanie, *Lucasfarul*, entame la publication d'un long feuilleton dénonçant les activités de l'émigration roumaine dans les pays de l'Ouest. Jusque dans l'incroyable violence de ces articles, la chose est si banale qu'il n'aurait même pas été nécessaire de la relever si n'était arrivé, dans le même temps en France, un agent des services secrets de Bucarest, le malheureusement célèbre Securitate.

Paris est la ville d'élection des émigrés roumains en raison de la tradition francophone et francophile de leur pays. On ignore ce qu'il aura fait cet agent répondant (vrai ou fausse identité ?) au nom de Bistran. Ce pourquoi il y avait été envoyé n'est, en revanche, plus mystérieux.

Le 10 février, à 11 heures du matin, deux fonctionnaires de la Direction de la surveillance du territoire se présentent, en effet, dans le quartier des Buttes-Chaumont, au domicile de M. Virgile Ierunca, critique littéraire réfugié en France depuis 1947, pour lui recommander d'être désormais prudent dans ses déplacements. Sans trop donner de détails, ils lui expliquent que Bistran, après avoir renoncé à accomplir sa mission — l'assassinat — est passé de France en Allemagne fédérale et qu'eux-mêmes viennent d'être avertis des vœux qu'il est allé volontairement faire aux services allemands.

Des détails — ceux qui commencent à filtrer disent que Bistran se serait montré très bavard et aurait eu d'autres « missions » — M. Ierunca n'en a pas besoin pour croire immédiatement au danger auquel il a échappé. Il y a bientôt six ans, le 18 novembre 1977, sa femme, Mme Monica Lovinesco, naturalisée française comme lui, a été violemment agressée par deux inconnus qui avaient sonné à la porte de sa même pavillon des Buttes-Chaumont. Elle n'avait dû la vie sauve qu'à l'intervention d'un passant alerté par le hurlement qu'elle avait poussé avant de tomber inconsciente. Journaliste au service roumain de Radio Free Europe, Mme Lovinesco avait été l'un des principaux artisans de la campagne qui avait permis d'arracher aux prisons de Bucarest l'écrivain Paul Goma. Deux jours après cette agression, M. Goma arrivait en France comme réfugié : avant même d'avoir dû lâcher une proie, la Securitate avait tenté de s'offrir une compensation.

L'émigration roumaine, depuis, vit un mauvais hiver. Les 18 et 19 octobre 1978, dans les couloirs du métro new-yorkais, Paul Goma est menacé de mort, dans sa langue. La scène se répète le 16 novembre, à la station Gare de l'Est à Paris. Les 3 et 4 février 1981, Paul Goma et deux autres émigrés reçoivent chez eux des colis piégés, expé-

diés de Madrid où ils étaient allés témoigner de la situation dans leur pays devant la C.S.C.E. En 1982, deux truands français, travaillant à la commande, sont jugés en Bavière pour tentative d'assassinat d'un collaborateur roumain de Radio Free Europe. En mai de la même année — la liste n'est pas exhaustive — M. Ierunca, plus connu sous le nom de « Monsieur Z », raconte à la D.S.T. comment ses patrons de la Securitate l'ont chargé de liquider Virgile Tanase et Paul Goma.

Un régime excédé

C'est le début de l'affaire Tanase dans laquelle la D.S.T. ne se contentant pas de sauver deux vies, joue aussi son propre jeu et jette ainsi une ombre rombolesque sur des faits parfaitement simples.

Dans l'affaire Ierunca, celle d'aujourd'hui, bien des points sont également obscurs. Rien n'interdit par exemple d'imaginer que ce passage, a priori surprenant, de Bistran en R.F.A. ne serait qu'un leurre permettant à la D.S.T. de jeter un rideau de fumée autour d'un précieux transfuge. Depuis que le général Paquès, l'homme qui assurait la liaison entre le président Ceausescu et la Securitate, est passé à l'Ouest en juillet 1978, il semble en effet régner une telle pagaille dans les services roumains que leurs adversaires occidentaux paraissent, eux, s'en donner à cœur joie.

Il est en tout cas certain que M. Ierunca a tout pour déplaire aux autorités de Bucarest. animateur de deux revues culturelles de l'émigration, *Ethos et Limite*, responsable de deux émissions littéraires hebdomadaires sur Radio Free Europe, personnalité assez pondérée aussi pour jouer d'une autorité morale parmi les autres réfugiés, il est présent dans le feuilleton de *Lucasfarul* comme le « pape de l'émigration ». Qu'il ne le soit au demeurant pas, ne l'empêche pas d'être un homme à abattre pour un régime excédé de voir grossir depuis 1977 l'exaspération populaire et un embryon d'opposition.

On a plus de peine à croire à ces frasques ubuesques qu'à celles d'un Bokassa, mais ce n'est pas l'ex-empereur de Centrafrique qui déclarait le 3 novembre 1981 : « Il faut empêcher une consommation qui rende malade la population (...). Nous avons, spécialement chez les citoyens d'âge moyen, de graves phénomènes de maladie dus aux excès alimentaires. Nous devons réaliser un programme scientifique d'alimentation qui sera bien sûr appliqué par chaque citoyen. » Cela a été dit — et avec quelle publicité ! — dans un pays souffrant de pénurie chronique, par un homme se laissant entre autres appeler le « Carpathe du communisme » : M. Ceausescu. — B. G.

Radio-France Internationale a augmenté, depuis le 27 mars, la durée de ses émissions quotidiennes en langue polonaise. Lancées peu de temps après l'instauration de l'état de guerre, ces émissions avaient très rapidement rencontré un grand succès en Pologne. En plus de ses bulletins de 6 h 45 (10 minutes) et de 18 h 30 (20 minutes), R.F.I. dif-

fuse désormais une émission d'une demi-heure entre 21 h 45 et 22 h 15.

Sept mille travailleurs vietnamiens seront envoyés, cette année, en Union soviétique où ils se joindront aux onze mille deux cents qui s'y trouvent déjà pour recevoir une formation professionnelle, a indiqué le vendredi 1^{er} avril l'agence Tass.

Le précédent britannique :

cent cinq agents expulsés en 1971

L'expulsion des quarante-sept diplomates soviétiques n'est pas sans rappeler celle qu'avaient ordonnée, en 1971, les autorités britanniques à l'encontre de cent cinq agents de l'U.R.S.S. en poste à Londres.

L'affaire avait éclaté le 24 septembre. Le Foreign Office avait alors accordé deux semaines à ces cent cinq membres de différentes représentations diplomatiques ou commerciales soviétiques en Grande-Bretagne pour quitter le territoire britannique. Ce coup de filet, qui concernait près du cinquième des représentants de Moscou à Londres, avait été facilité par les révélations d'un transfuge du K.G.B., M. Oleg Lianine, qui travaillait dans la capitale britannique sous une couverture commerciale et n'avait pas le statut diplomatique. Cet agent avait demandé et obtenu l'asile politique en Grande-Bretagne. Le Foreign Office avait toutefois souligné, une semaine après le début de l'affaire, que ces cent cinq expulsions étaient le résultat d'une longue enquête, et non des seules informations fournies par M. Lianine.

Quarante-huit heures après la mise en demeure des autorités britanniques, le ministère soviétique des affaires étrangères avait demandé à Londres que les mesures d'expulsion soient annulées. Sans accéder à cette demande, la Grande-Bretagne devait s'efforcer de ne pas fournir, avec cette affaire, un précédent au retour à la guerre froide. Moscou, de son côté, adopta deux semaines plus tard des mesures de rétorsion plus modestes qu'on ne s'y attendait. Un voyage en Union soviétique de Sir Alec Douglas-Home, alors secrétaire au Foreign Office, fut annulé, et dix-huit ressortissants britanniques, dont treize diplomates, furent expulsés d'U.R.S.S.

Les échanges commerciaux entre les deux pays pâtirent quelques temps de cette phase de tension, cependant que la Pravda et les Izvestia publiaient, sur un ton sensationnel, les « révélations » de Kim Philby, (ce Britannique qui s'était mis au service du K.G.B. et avait été le « troisième homme » de l'affaire Burgess et McLean) sur la fonctionnement des services secrets de Sa Gracieuse Majesté.

L'Amérique à l'anglaise.
Impossible de trouver moins cher.
Paris-Montréal et retour 3100F sur vols réguliers.

Pour plus amples renseignements, consultez votre agent de voyages habituel, le bureau British Airways le plus proche, ou téléphonez au: (1) 778.14.14

Vente et transport via Londres soumis à des conditions particulières.

**British
airways**

AFRIQUE

République Sud-Africaine

Un chef de village noir apôtre de la non-violence est tué par la police

De notre correspondant

Johannesburg. - Apôtre de la non-violence et partisan du dialogue avec les autorités blanches, Saul Mkhize est mort à l'instant où il exhortait les siens au calme. Le drame, qui provoque l'indignation générale dans les milieux anti-apartheid et l'embarras du gouvernement, s'est produit samedi 2 avril à Driefontein, petit village du sud-est du Transvaal.

Armé de son porte-voix, Saul Mkhize haranguait tranquillement quelques centaines de ses administrés. Il leur disait que tout espoir n'était pas encore perdu, que, avec l'aide de Dieu et du Black Sash, organisation de femmes blanches farouchement anti-apartheid, peut-être pourraient-ils encore sauver leur village. Son seul objectif était d'empêcher la destruction du village et la déportation de ses cinq mille habitants dans un lointain et misérable Bantoustan.

Le village tout entier avait été régulièrement acheté par un groupe d'Africains à un fermier blanc en 1912. Mais, depuis soixante-dix ans exactement, il y est interdit aux Noirs de posséder un arpent de terre. On leur avait dit, il y a deux ans, que Driefontein constituait une « tache noire » - appellation officielle - illégale. En l'espace de vingt ans, trois millions de Noirs ont été repoussés de force vers les Bantoustans surpeuplés (1). Certains, parce qu'ils vivaient sur des terres convoitées par des fermiers blancs ou de grandes sociétés minières. D'autres avaient le tort d'être « en surnombre » dans les zones urbaines, par définition réservées aux Blancs. D'autres encore ont dû émi-

grer pour permettre la réalisation du rêve afrikander, la « consolidation territoriale » des Bantoustans.

Les habitants du village n'oublient pas Saul Mkhize, cet homme qui, à l'heure de mourir, les exhortait à ne pas malmenier les deux policiers qui venaient de le battre et qui cherchaient à l'emmener pour avoir tenu une « réunion illégale ». La maréchaussée a, paraît-il, pris peur de la foule en colère et tiré sur son chef. Une enquête a été ouverte.

PATRICE CLAUDE.

(1) Une dizaine de millions de Noirs vivent dans les dix Bantoustans de la République, représentant une superficie globale de 13,5 % du territoire national. La politique en cours vise à réserver les 86 % restants aux huit millions de Blancs, d'Indiens et de Métis. Les quinze millions de Noirs restants ne peuvent y résider que temporairement et n'ont pas droit à la propriété.

Algérie

LES ALGÉRIENS RÉSIDANT AU MAROC ET LES MAROCAINS RÉSIDANT EN ALGÉRIE pourront circuler librement entre les deux pays à partir de jeudi 7 avril. La réouverture de la frontière pour ces deux catégories de personnes a été annoncée lundi 4 avril à Rabat et à Alger. Le ministre de l'Intérieur marocain, M. Driss Bassi, s'était rendu à Alger pour y discuter des mesures à prendre en vue de la normalisation des relations algéro-marocaines, amorcée depuis la rencontre du président Chadli et du roi Hassan II le 26 février. - (A.F.P., Reuters.)

TIRAGES DIAPOS
EN 13x18 OU 13x24 - RECADRAGE - CORRECTIONS
ETRAVE 38, av. Daumesnil Paris-12 - 347.21.32

Un entretien avec M. Christian Nucci

(Suite de la première page.)

- Est-ce que les mesures d'austérité vous affectent déjà directement ? Et pouvez-vous nous donner des exemples concrets ?

- Actuellement, je ne peux rien vous dire pour la simple raison que les arbitrages n'ont pas encore été opérés. Les premiers renseignements que nous en ayons montrés, que nous allions pouvoir maintenir le cap ; ne serait-ce qu'au niveau des crédits du FAC (1). Si nous pouvons maintenir les crédits du FAC au niveau fixé au tout début de l'année 1982, ce sera déjà une bonne chose.

L'importance de la crise

- Vous dites : « Mieux vaut dix projets de 1 million qu'un projet de 10 millions. » Comment pouvez-vous faire admettre ce choix à vos partenaires africains ?

- Le monde et en particulier les pays en voie de développement, à quelque niveau de responsabilité que ce soit, se rendent compte de l'importance de la crise. Et j'ai le sentiment que la crise les frappe encore plus durement que ne les avaient touchés les crises précédentes.

- Donc, il y a incontestablement une prise de conscience par l'ensemble des partenaires du développement de la nécessité première d'atteindre l'autosuffisance alimentaire. En l'espace de quelques années, l'Afrique, qui, il y a environ une vingtaine d'années, réussissait à couvrir en gros ses besoins, importe actuellement entre 27 % et 30 % de ce qu'elle consomme. Que s'est-il passé ? Il y a eu les différents problèmes liés à l'économie, mais il y a eu aussi une certaine explosion démographique, qui fait que le nombre des populations à nourrir a augmenté dans des proportions importantes.

- Aujourd'hui encore, il y a un divorce très net entre la population et les capacités de production alimentaire. Donc il faut, à partir du mo-

ment où cette prise de conscience s'est faite, que de notre côté nous puissions travailler à des projets d'une manière plus concrète. C'est ce que nous essayons de faire et je crois que nous y parvenons. Un certain nombre de nos partenaires ont compris le besoin d'une réorientation de leur action dans le domaine économique, dans celui de l'aménagement rural et dans celui de la politique agricole.

- Troisième étape de notre réflexion, montrer ce qui peut être fait dans certains pays où l'on a réussi justement à dominer le problème de l'autosuffisance alimentaire. Car on peut améliorer l'organisation des marchés, à l'intérieur même des pays, pour faire en sorte de limiter au maximum les pertes de production liées aux problèmes de transport et de conditionnement. Réaliser des équipements très lourds pour conditionner des quantités réduites de production agricole me semble une hérésie. Il vaut mieux, là encore, multiplier des unités de conditionnement et de séchage beaucoup plus souples, beaucoup plus légères qui soient adaptées au milieu de la production et au milieu de la consommation. Voilà un petit peu ce que nous essayons, non pas de vendre, mais de présenter à nos partenaires. Je dois dire que pour le moment, dans le cadre de nos contacts, le message semble bien passer.

- Mais il y a aussi une chose à dire d'entrée à nos partenaires : « La France connaît des difficultés, l'Europe a ses difficultés, le monde occidental a ses difficultés. Et si, effectivement, nous répondons à votre attente, dites-vous bien que nous ne pourrions pas faire tout, tout de suite, et, qu'enfin, il faut que nous examinons les priorités des priorités. »

- Et, semble-t-il, c'est un langage qu'ils comprennent, car c'est le langage de la réalité et de la vérité. On ne triche pas avec des amis.

- Comment concevez-vous vos rapports avec M. Guy Penne, conseiller pour les affaires africaines et malgaches à l'Élysée,

et M. Claude Cheysson, votre ministre de tutelle ?

- Il n'y a en ce qui concerne les relations au sein du « triumvirat », à savoir MM. Claude Cheysson, Guy Penne et moi-même, aucun problème. Nous sommes en parfaite harmonie sur les grands axes de la politique. Mais nous avons des niveaux d'approche différents. La politique que nous menons s'inscrit dans le cadre de celle des relations extérieures définie par le président de la République et dont Claude Cheysson est l'élément le plus actif. Autre point aussi important : comment faire pour que la politique de coopération et de développement s'intègre, s'insère, dans cette politique des relations extérieures, qui est un tout ?

« Un patron »

- Depuis le 10 mai, on a parlé d'abord d'une agence de coopération ; il y a eu une délégation interministérielle au développement et une réforme des services de coopération du ministère des relations extérieures. Ces changements étaient-ils liés à des questions de personnes et a-t-on trouvé aujourd'hui un rythme de croisière ?

- Je ne sais pas si c'est un problème d'hommes, mais en deux ans, il a fallu procéder, rue Monsieur, à un certain nombre de changements. Ce qui veut dire qu'il fallait progressivement mettre en place des hommes, des structures, une administration qui travaillent dans cette

perspective du terrain absolument remarquable sollicités au mieux de leurs capacités. Il n'y a pas reprise en main ni des uns ni des autres, mais mise à la disposition d'un outil que nous possédons à des gens qui ont une expérience concrète du terrain. Lorsque par exemple nous allons réaliser un certain nombre de forages pour des points d'eau - problème fondamental en Afrique - nous allons pouvoir justement répondre à la fois au besoin des populations et aller dans le droit fil de la politique menée par les O.N.G.

- Que pensez-vous des opérations de coopération « triangulaire » et régionale ?

- En ce qui me concerne, la coopération triangulaire est une dimension existante, mais que nous souhaiterions voir s'amplifier. Certains de nos partenaires souhaitent par exemple bénéficier d'opérations de coopération montées conjointement avec un pays africain, déjà très avancé dans le domaine d'une certaine technologie.

- Pour ce qui est de la coopération régionale, une idée à laquelle je tiens, la loi sur la décentralisation donne et va donner aux départements et aux régions des moyens nouveaux d'intervention. Comment utiliser cette décentralisation dans le cadre de la coopération ? Il y a des projets et des intentions. Nous allons essayer de les mettre sur pied assez rapidement. L'avantage de cette coopération, c'est que d'une part elle va faire intervenir des gens à niveau de responsabilité égale, d'autre part elle va mettre en contact des

« Un homme de terrain regarde où il met les pieds »

Le style et, sans doute, les ambitions ont changé, rue Monsieur, depuis que M. Christian Nucci a occupé le fauteuil laissé vacant par le départ, début décembre 1982, de M. Cot. On ne parle plus de « décoloniser la coopération » mais de lui donner « une stature, des structures et des moyens ». On avait peut-être rêvé, au début du septennat de M. Mitterrand, d'un grand ministère du développement, dont l'aire d'intérêt aurait été l'ensemble du tiers-monde. M. Nucci se dit « homme de terrain » - qui « regarde où il met les pieds », - préoccupé par les « priorités parmi les priorités » dans le cadre d'une coopération qui s'adresse avant tout à nos « partenaires traditionnels », autrement dit, les Africains francophones.

Sur une équipe un peu brochant, M. Cot exerçait une tutelle peu pesante, avec la familiarité d'un homme de tempérament réservé. Pour s'être « tenu pendant des semaines » - le temps de faire le tour de ses dossiers, - M. Nucci n'en estime pas moins que la coopération, tout en s'intégrant au ministère des relations extérieures dont elle dépend, « a besoin d'un patron, qui

doit faire tourner la boutique ». Le maire de Beaupré - réélu au premier tour, avec 63 % des suffrages exprimés, soit 7 % de plus qu'en 1977, - a la tutelle facile, le clin d'œil sans nuances. Il parle « franchement », « vérité », « réalités ».

Né et élevé sur l'autre rive de la Méditerranée, il semble à son affaire - et très à l'aise - à la tête du ministère de l'Afrique. Bref, il connaît son monde et compte sur les contacts personnels - « quitter à l'anglaise », dit-il - pour débloquer les dossiers et éviter les malentendus.

Le départ de M. Cot aurait-il donc mis un terme à la crise de la rue Monsieur, qui s'est traduite, en 1982, par une réforme laborieuse et dont l'intérêt a été mal perçu ? Cela semble être le cas. En étroite liaison avec l'Élysée et le Quai d'Orsay - « Nous ne sommes pas trop de trois, dit-il, pour tirer la charrette du développement », - M. Nucci a commencé par apaiser les esprits et par effacer l'outil de la coopération. Au moins dans un premier temps entend-il se donner le profil d'un bon gestionnaire qui sait ce qu'il veut.

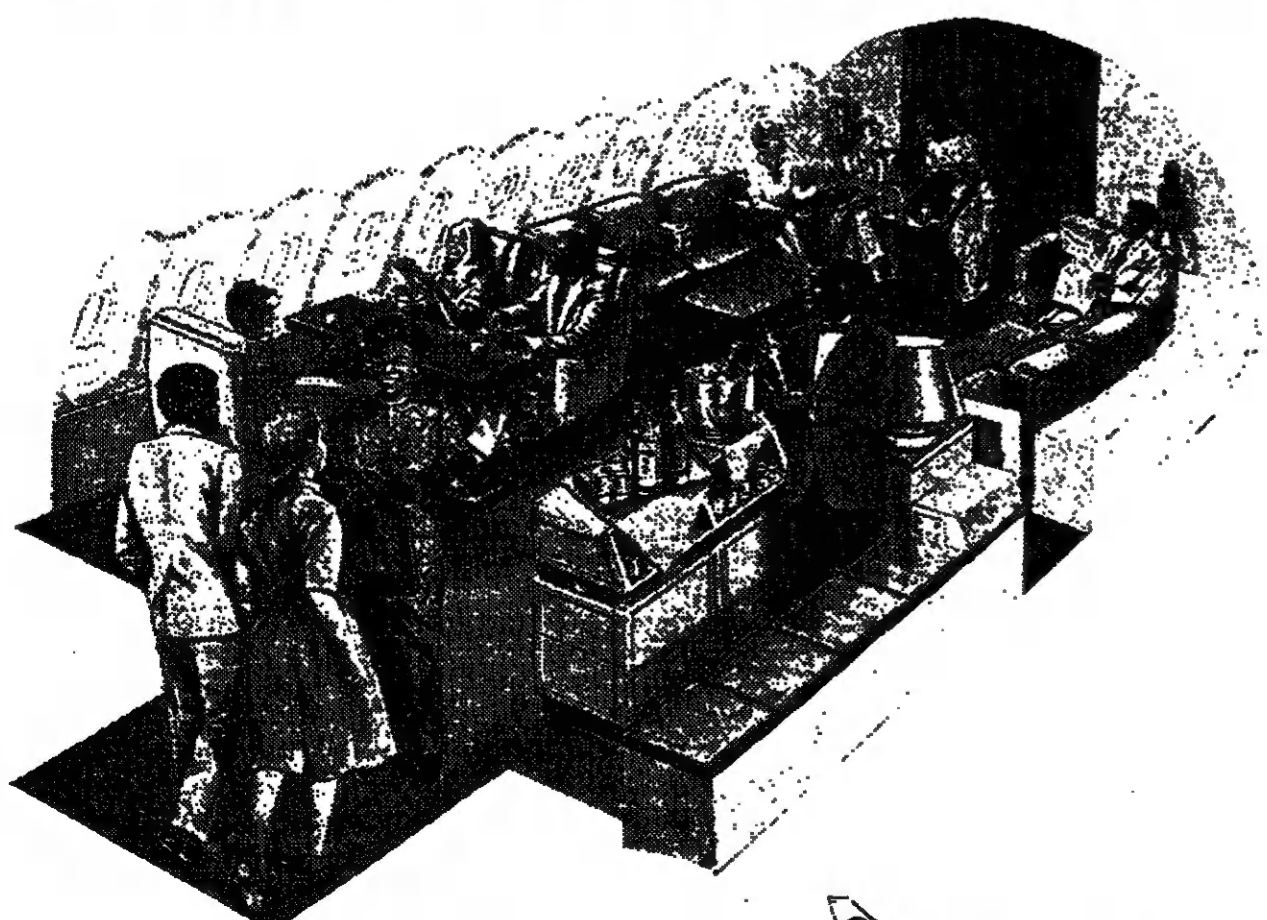
- Ancien coopérant vous-même, quels ont été vos premiers contacts avec les coopérants ?

- Les coopérants sont importants. Ils sont les « machines » du système. Il faut donc qu'ils soient confortés dans leur travail et dans leur mission. Ils doivent savoir où ils vont, ce qu'ils vont faire et surtout ce qu'ils deviendront au terme de leur séjour, car nous devons répondre à cette légitime inquiétude. Chacun sait que la coopération, de plus en plus, ne sera qu'une étape dans la vie des fonctionnaires ou des coopérants. Quand ils reviendront en France, il faudra donc leur assurer de bonnes conditions de réintégration. Sur place, ils doivent bénéficier de bonnes conditions d'installation.

- Les propos catégoriques sont importants : le gouvernement a pris des engagements, mais nous sommes dans une situation économique difficile. En fonction des impératifs budgétaires, je classe en priorité les conditions de vie et d'accueil des coopérants. Là encore, je tiens à dire que je ne ferai aucune promesse que je ne pourrai tenir et je tiendrai le langage de la réalité et de la vérité, aussi dure soit-elle. Je ne sais pas si ce langage passe, mais apparemment ils ont senti cette détermination qui est la nôtre de préserver leurs acquis, ce qui va de soi, mais aussi de faire en sorte qu'ils vivent dans de bonnes conditions.

Propos recueillis par FRANÇOISE CHIPAUX et JEAN-CLAUDE POMONTI.

Bienvenue au Cameroun, avec Cameroon Airlines



Au Cameroun, l'hospitalité est une tradition. Pour Cameroon Airlines, « Bienvenue à Bord » n'est pas une formule de politesse. Nous mettons tout en œuvre pour que votre voyage soit excellent. Nous sommes la seule compagnie reliant l'Europe au Cameroun à offrir, à nos passagers de 1^{re} classe, le confort d'un salon de décollée luxueusement aménagé au pont supérieur de notre Boeing 747. Le confort indiscutable du 747, associé à la prévenance et à la gentillesse de nos équipages vous garantissent un voyage encore plus agréable.

BOEING 747
Paris Only Sud : lundi, jeudi, samedi
161 722 78 17
Genève : lundi
161 36 16 00 / 98 32 43

BOEING 707
Londres Gatwick : dimanche
161 373 29 81
Rome : dimanche
161 474 51 33

CAMEROON AIRLINES
Nous vous ouvrons les portes du Cameroun et de l'Afrique.

© CAMEROON AIRLINES

مكتبة الأمل

COPIES G

Le Monde

politique

M. Stirn est candidat à la présidence du parti radical

M. Olivier Stirn, député (U.D.F.-rad.) du Calvados, devait annoncer, mardi 5 avril, en fin de matinée, sa candidature à la présidence du parti radical. L'actuel président, M. Didier Bariani, au terme de deux mandats consécutifs, ne peut, lors du prochain congrès radical, au mois de novembre prochain, être à nouveau candidat, à moins d'une modification des statuts. Cette hypothèse ne saurait être exclue.

M. Stirn explique sa décision de briguer la présidence du parti radical par la nécessité de préserver l'« indépendance » de ce parti et de favoriser la « réunification » des radicaux. « L'existence d'un grand parti radical, de gauche, modéré, est plus que jamais nécessaire », explique-t-il.

Un tel parti ne peut exister, précise-t-il, que s'il a « une relative indépendance ». « Il doit rester dans l'opposition mais exprimer sa stratégie et sa doctrine en toute indépendance », ajoute-t-il.

Les élections européennes lui semblent l'occasion de « montrer que les Français ne sont pas divisés ».

en deux camps irréductibles sur tous les sujets ». Elles pourraient, selon lui, favoriser la réunification des radicaux - valaisiens et radicaux de gauche. Dans ce but, M. Stirn a récemment proposé la constitution d'une liste de centradicaux aux élections européennes (le Monde du 26 mars).

M. Olivier Stirn entend se présenter comme le candidat « de la tradition et du changement ». Le parti radical est, par tradition, un parti de gauche, explique-t-il, en précisant qu'il s'agit de « la gauche du possible, à l'opposé de la gauche du dogme et du rêve ».

A cette adaptation nécessaire du radicalisme « à notre époque », M. Stirn consacre un livre qu'il publiera à l'automne sous le titre *La Gauche du possible*.

Déjà, le député du Calvados, à la demande du bureau national du parti radical, a décidé d'abandonner ses fonctions de vice-président du parti et de membre du conseil national de l'U.D.F.

C. F.-M.

PLUS D'UN MOIS APRÈS SON ÉLECTION

Le conseil régional de la Réunion ne fonctionne toujours pas

De notre correspondant

Saint-Denis-de-la-Réunion. - Le conseil régional de la Réunion, élu au scrutin proportionnel de liste le 20 février, ne peut toujours pas fonctionner normalement plus d'un mois après sa mise en place. Le président de l'assemblée, M. Mario Hourau, membre du parti communiste réunionnais (P.C.R.), élu au bénéfice de l'âge, le 28 février, n'a consenti aucune délégation de signature. Désireux, selon ses propres déclarations, de « découvrir le métier de président », il prend connaissance un à un et jusque dans les moindres détails des dossiers qui lui sont soumis.

Le bureau, composé de quatre vice-présidents, tous membres de l'opposition, élus aussi au bénéfice de l'âge, ne s'est jamais réuni. Le nouveau règlement intérieur n'a donc pu être mis au point, et l'assemblée n'est plus représentée dans les multiples commissions qui travaillent avec l'administration et des organismes divers. Cette situation commence à présenter de graves inconvénients.

Le service chargé d'accorder des aides aux Réunionnais désireux de se rendre en métropole a, par exemple, reçu plus de deux cents demandes auxquelles aucune réponse n'a pu être apportée. La préparation du IX^e Plan est au point mort. Les dossiers présentés par les chefs d'entreprise afin d'obtenir les primes régionales destinées à favori-

ser la création de nouvelles activités ne sont plus instruits. Les décisions qui devaient être prises début avril sur la formation professionnelle et l'apprentissage devront être reportées.

Le président de l'assemblée a déclaré qu'il n'est pas opposé à travailler avec des hommes « qui ont des convictions politiques différentes des siennes » et les membres du bureau ont manifesté leur volonté d'aller de l'avant. Aussi, pour tenter de sortir de l'impasse actuelle, M. Mario Hourau a-t-il décidé d'adresser un courrier aux quatre formations politiques représentées dans l'assemblée : le groupe R.P.R.-U.D.F., le mouvement centriste de M. Pierre Lagourgue, ancien président du conseil général, la fédération du P.S. et le P.C.R.

Dans sa lettre, le président du conseil régional propose la mise en place d'un nouveau bureau qui serait composé de neuf membres. Outre la présidence, le parti communiste détiendrait deux vice-présidences : les socialistes, deux autres ; la formation de M. Lagourgue, deux et le groupe R.P.R.-U.D.F., trois. Les décisions de ce bureau devraient être prises au moins à la majorité des deux tiers. Les différents partis devraient faire connaître leur réponse dans les prochains jours.

HUBERT BRUYÈRE.

Dans les cabinets ministériels

● Au cabinet de M. Edwige Avice, ministre délégué au temps libre, à la jeunesse et aux sports, MM. André Laurent et Dominique Bellion sont confirmés respectivement dans leurs fonctions de directeur de cabinet et de chef de cabinet. Il en est de même pour M. Robert Bonnet, M. Jeanne Crivilland et M. André Llanes, comme conseillers techniques, et pour M. Mireille Suev, comme attaché parlementaire.

● Au cabinet de M. André Labarre, ministre délégué auprès du premier ministre, chargé des relations avec le Parlement, M. Jean-Marie Lebaron est confirmé dans ses fonctions de directeur de cabinet. Il en est de même pour MM. Guy Degos, chef de cabinet, Olivier Guérin, conseiller technique, André Magre, chargé de mission, et M. Monique Haboury, chef du secrétariat particulier.

● Au cabinet de M. Louis Mexandeau, ministre délégué des P.T.T., M. Bernard Zuber, diplômé de l'ENA, conseiller référendaire à la Cour des comptes, chargé de mission depuis mai 1981 auprès du ministre des P.T.T., est nommé directeur du cabinet. M. Philippe Bodin, polytechnicien, ingénieur des télécommunications, est confirmé dans ses fonctions de directeur-adjoint du cabinet. M. Bernard Loins, professeur d'université, directeur du cabinet depuis mai 1981, est nommé chargé de mission auprès du ministre.

[Né le 19 septembre 1937, à Saverne (Basses-Rhin), M. Bernard Zuber est diplômé de l'École nationale de France d'outre-mer ; ancien élève de l'École nationale d'administration (promotion Siendhal), il a été nommé auditeur à la Cour des comptes, en août 1965, et a été plusieurs années détaché au Sénégal.]

● Au cabinet de M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé du budget, M. Bernard Gaudillière est confirmé dans ses fonctions de directeur de cabinet, fonctions qu'il assu-

rait précédemment au secrétariat d'Etat aux DOM-TOM.

● Au cabinet de M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé des départements et territoires d'outre-mer, le colonel Jacques Pellerin est confirmé dans ses fonctions de chef du cabinet militaire, fonctions qu'il occupait auprès de M. Henri Emmanuelli, précédent secrétaire d'Etat aux DOM-TOM.

● Au cabinet de M. Guy Lengagne, secrétaire d'Etat auprès du ministre des transports, chargé de la mer, M. Gilbert Roubach, précédemment conseiller technique de M. Louis Le Penec, ministre de la mer, est nommé directeur de cabinet. M. Jean-Jacques Debacq, précédemment chef de cabinet de M. Louis Le Penec, dans ses fonctions.

[Né le 24 février 1947 à Tlemcen, en Algérie, M. Gilbert Roubach est ancien élève de l'École polytechnique et de l'École nationale des ponts et chaussées. Il a occupé différentes fonctions à la direction générale des télécommunications et à la direction de l'équipement du Val-de-Marne avant d'entrer, en juillet 1981, au cabinet de M. Le Penec pour suivre les affaires portuaires et les dossiers des entreprises en difficulté.]

TRAVERTINO ROMANO

Blocs - Dalles - Produits manufacturés



IGINO POGGI EREDI Spa.
00011 BAGNI DI TIVOLI - Roma
Tel. (39-774) 32 91 38 - 32 91 36
Telex IGIPO 61 14 29

Listes
de Mariage
AUX TROIS
QUARTIERS

La gauche à l'épreuve

II. - En panne

par JEAN-MARIE COLOMBANI

La gauche d'aujourd'hui à l'épreuve. Après la mise en place d'un dispositif destiné à rétablir l'équilibre du commerce extérieur, le chef de l'Etat a invité les Français à l'effort et à la mobilisation (le Monde du 5 avril). Cet appel se heurte au « mur des esprits » : dans de vastes secteurs de l'opinion, en effet, la gauche aura beau faire, elle est incompétente, parce qu'elle est la gauche. Cette difficulté ne saurait masquer les défaillances du pouvoir.

La gauche se casse le nez sur les réalités économiques. Le choc et le blessure auraient été moins douloureux, si ces réalités n'avaient pas été, trop longtemps, négligées.

« Les prétendues lois économiques de la droite ne sont que les vieilles recettes de l'augmentation des profits au détriment des salaires, les vieilles recettes de l'exploitation de l'homme par l'homme », affirmait la motion qui permit à M. François Mitterrand de gagner le congrès socialiste de Metz en avril 1979. Les « vieilles recettes » ont la vie dure !

La gauche paie aujourd'hui son discours résolument optimiste d'avant et d'après mai 1981, discours qu'elle a continué de tenir jusqu'à quelques jours des élections municipales. Elle a survécu à sa marge de manœuvre et sous-évalué le poids de son puissant partenaire ouest-allemand. Elle paie très cher ces erreurs d'appréciation.

Retour à l'économisme

La gauche est en panne. En panne de projet. Parce que l'austérité, ou la « rigueur accrue », de quelque nom que l'on baptise le dispositif gouvernemental, tourne le dos à plus de dix ans de réflexions et de textes, du programme commun de la gauche (1972) au « projet socialiste » (1980) : ce « projet socialiste » qui prévoyait de limiter à 20 % de la production intérieure brute la part du commerce extérieur (1). Parce que l'essentiel du contrat liant le président et le peuple - contenu dans les cent dix propositions qui constituaient ses engagements électoraux - est soit réalisé, soit engagé. La gauche a atteint ce point critique du septennat, où son programme est derrière elle, tandis que le prochain, susceptible de lui donner un second souffle, n'est pas encore ébauché.

Ce vide n'est comblé que par une austérité sans autre perspective que « l'assainissement ». Un peu comme si la gauche, traditionnellement porteuse d'un message généreux, s'était brusquement convertie à la philosophie sommaire, et puritaine, qui inspire le monétarisme et que l'on peut, de façon triviale, résumer ainsi : « Il faut enlever pour s'en sortir ».

C'est un peu comme si trop de politique avait conduit à trop d'économisme. Trop de politique ? L'édification, pendant la première année du septennat, du « socle du changement » (réformes de structures, relance de la consommation populaire via l'aide aux plus défavorisés) n'avait d'autre but que d'arriver rapidement au vaisseau du pouvoir l'électorat de la gauche. Comment M. Mitterrand pourrait-il gérer un septennat, s'il n'avait, d'abord assuré, s'il n'avait, d'abord assuré, elle s'est heurtée à une conjonction économique défavorable (la relance mondiale annoncée pour la fin de 1981 ne s'est pas produite). D'où le retour à un économisme traditionnellement dénoncé à gauche, et que symbolise parfaitement la situation privilégiée de M. Jacques Delors dans le nouveau gouvernement.

Trop d'économisme ? Mobiliser un pays sur les indices du commerce extérieur est certes nécessaire. Si

l'on en croit les réactions qui ont suivi l'intervention présidentielle du 23 mars, c'est mal parti ! S'aligner sur des politiques économiques de « droite » (c'est ainsi que M. Pierre Mauroy qualifie la politique allemande) est peut-être nécessaire. Mais, ce faisant, on s'aligne sur des politiques elles-mêmes désordonnées (au moins dans leurs conséquences sociales). Et si, au bout du compte, « l'assainissement » échoue ? Il y aura, inévitablement, d'autres plans de rigueur. Et l'on s'approchera davantage du seuil au-delà duquel la « moisson » promise par M. Mauroy prendra la forme d'une sanction électorale ; comme c'est le cas dans

Plus que jamais il importe donc, à leurs yeux, de tenir un discours « charcutier », pour inviter la France à résister. La sortie du S.M.E. est à ce point de vue, logique.

Quant aux amis de M. Edmond Maire, ils ont toujours préché pour des compensations qualitatives (en termes de responsabilités, de droits des travailleurs) en échange d'un effort quantitatif, de rigueur donc. Celle-ci doit être, à leurs yeux, une occasion de transformer les rapports sociaux.

L'austérité serait-elle donc une chance pour la gauche ? Elle peut l'être en effet : en premier lieu parce

gestion municipale, et d'une non moins réelle régression culturelle de la société. La montée d'une certaine xénophobie et du racisme à l'encontre des immigrés, liée à la permanence d'un sentiment d'insécurité, a nourri, dans certaines villes, la possession de l'opposition.

Cette dernière n'est toutefois pas, ou pas encore, prête. Jusqu'à présent, elle a surtout misé sur le rejet de la majorité. Elle n'a pas su créer les conditions d'une adhésion à son propre projet. Un tel projet n'est d'ailleurs pas au point et l'on voit mal comment il le sera à brève échéance. La concurrence grandissante entre l'U.D.F. et le R.P.R. y fait obstacle. L'élaboration d'une politique économique commune paraît appartenir, encore, au domaine du rêve, tant MM. Giscard d'Estaing, Barre et Chirac expriment des points de vue divergents. De fait, l'opinion peut difficilement se faire une idée claire de ce qu'il adviendrait des « acquis sociaux » du septennat de M. Mitterrand par exemple, et plus singulièrement du système de protection sociale.

En outre, le phénomène de rejet des chefs de file de l'opposition continue de produire ses effets : ils ont, avant la gauche, géré la crise. Ils n'ont pas réussi hier. Pourquoi réussiraient-ils aujourd'hui ? L'opinion se pose sans doute la question. On ne peut guère comprendre autrement le fait que, selon les sondages, la perte de crédit de la majorité ne se traduise pas immédiatement par un gain de confiance en faveur de l'opposition.

Gérer la crise. Voilà bien le cahemard de la gauche. C'est l'accusation dont il faut se préserver à tout prix dans les congrès socialistes. Il n'y a pas si longtemps consacrés aux voies et moyens de la « rupture » avec le capitalisme. Gérer la crise revient à commettre le délit de dérive droite, selon la phraseologie communisiste. Tel est pourtant le tabou que la gauche doit enfreindre.

Elle ne peut gérer cette crise que « socialement » et non pas seulement financièrement. « Nous avons traité socialement le problème du chômage », disait M. Mauroy. Mais, instruite par l'expérience, ayant accompli, au début du septennat, son devoir vis-à-vis du peuple de gauche, elle peut être enfin, à visage découvert, gestionnaire et réaliste. C'est maintenant avéré, du moins peut-on l'espérer, que l'efficacité économique pourra seule permettre de préserver une politique sociale. Encore faut-il, pour s'en donner les moyens, disposer, au sommet de l'exécutif, d'un atelage adéquat.

Prochain article :

L'ATTELAGE EN SURSIS

(1) Celle-ci est aujourd'hui d'environ 25 %.



(Dessin de PLANTU.)

tous les pays occidentaux qui ne sortent pas de la crise.

La majorité elle-même peut créer les conditions de cette sanction. La phase actuelle d'austérité sans perspective incite en effet les composantes de la gauche traditionnelle à se mettre en avant leur propre projet politique. L'affrontement - ou plutôt le « débat démocratique » - qui en résulte, à l'intérieur du P.S., notamment, peut dériver. On retrouve une situation classique où, pour schématiser, la C.F.D.T. s'oppose au C.E.R.E.S., incitant par là-même le P.C.F. à hausser le ton, de crainte d'être contourné sur sa gauche.

Les amis de M. Chevènement continuent de penser que le problème qui est posé est celui d'une vassalisation de la France à travers une Europe germano-américaine.

GRENOBLE, D'UN MAIRE A L'AUTRE

Le rêve d'adolescent de M. Alain Carignon

Un spécialiste grenoblois de la publicité, qui a puissamment contribué à la victoire de M. Carignon, dit de lui, dans la terminologie particulière des spécialistes du « Marketing » : « C'est vrai qu'il n'y a pas la national exposure d'un Dubedout ». Autrement dit, l'ancien maire de Grenoble et le nouveau n'ont pas la même peinture. Ses amis jugent le petit nouveau fort capable, au-delà de cette apparence de petit cadre convenable, de faire oublier l'homme qui aura, pendant dix-huit ans, dirigé Grenoble.

Le vote du 6 mars - il a été élu dès le premier tour - n'a fait que confirmer ce que des observateurs locaux avaient compris depuis longtemps : M. Carignon est un animal politique. Sa formation est excellente et déjà ancienne. Ce jeune gaulliste, né gaulliste, a grandi à l'ombre d'un homme pour lequel il professe une admiration sans borne : M. Aimé Paquet, le « Mendès France » de la droite laïcisée, ci-devant médiateur. Tandis que d'autres s'énervent sur les banes du lyocène à chercher une vocation, Alain Carignon avait déjà trouvé la sienne : la politique. Il s'y vouerait, très tôt, comme d'autres à la médecine, à l'architecture ou aux sciences exactes.

Et la politique, ce sont des convictions et des scrupules. Par ses convictions, Alain Carignon est représentatif de ces jeunes issus de l'Union des jeunes pour le progrès, très « chabaniastes », et fort peu « pompidoliens », et chiraquiens par nécessité, dont quelques-uns sont tombés à gauche. D'où la remarque d'un de ses adversaires socialistes : « Carignon est la caution de gauche de sa liste ».

Car il y a aussi les élections. Gaullistes de gauche, certes, mais pas au point de lâcher la proie pour l'ombre. Si l'on veut être élu contre la gauche, il faut composer avec la droite, y compris poujadiste. Dès 1971, à vingt-deux ans, il tente sa chance aux municipales, à Saint-Martin-d'Hères, la ville de la banlieue de Grenoble. Mais déjà ses regards sont tournés vers l'avenir.

En 1973, il est le suppléant du député sortant (et sort) M. Pierre Volmarand (U.D.F.). 1976, première victoire, un tremplin décisif : il est élu, à vingt-sept ans, conseiller général de l'Isère, à Grenoble, contre M. de Battisti, R.P.R. passé soudain au P.S.

En 1974, M. Carignon refusa de soutenir publiquement M. Giscard d'Estaing pour le deuxième tour de l'élection présidentielle. Cet acte de conviction lui valut sans doute, en 1977, de n'être pas retenu comme tête de liste de la majorité d' alors aux municipales. Il sera battu, parmi d'autres, par M. Dubedout.

1978 et 1981 : aux législatives, M. Carignon affronta d'abord M. Dubedout, l'adversaire qu'il rêve, depuis toujours, de défier. Mais par deux fois, c'est le maire de Grenoble qui l'emporta. Juin 1981 sera la dernière défaite de M. Carignon face à M. Dubedout. En 1982, il est réélu triomphalement, au premier tour, conseiller général du quartier canton de Grenoble avec 62 % des voix. Mars 1983 sera son triomphe le plus décisif, le cap qu'il s'était fixé, dès l'adolescence, comme ses amis peuvent en témoigner. Il rêvait d'être maire. Il l'est.

Il fallait quand même un emploi. Les relations extérieures de

la chambre de commerce et d'industrie devaient convenir à ce fils d'un journaliste du Dauphiné libéré. On l'y accueillit volontiers, et il y fit si bien son trou qu'il était, à la veille du scrutin de mars, directeur-général adjoint de cette chambre de commerce, qui sera un employeur très libéral. Et une mine de soutien et de candidats puisque même le président de la dite chambre, M. René Michal, figurera sur la liste élue, ce qui est une preuve de réciproque confiance.

Une énergie peu commune, un sens de la mesure très soigné, une méticulosité dans le travail, le goût de l'équipe (1), un rien de tristesse sérieuse, une réelle autorité sur ses collègues aujourd'hui conseillers municipaux : M. Carignon aura manifesté, pendant la campagne, et dès le début de sa gestion, des qualités qu'on ne prête habituellement pas aux jeunes. Seuls ses adversaires de gauche pourraient encore l'illuminer et le trouver bien « tendre » en politique. Ils se trompent. Pas lui qui, il y a six mois, à Paris, nous avait confié qu'il avait la certitude d'être le prochain maire de Grenoble. Preuve qu'il connaît bien cette ville qu'il a substituée à la gauche stupéfiée.

BRUNO FRAPPAT.

(1) La campagne publicitaire de M. Carignon à Grenoble avait été confiée à Mme Florence Cathiard, P.-D.G. d'une société de publicité - S.P.3 - et épouse du P.-D.G. de la société Genty-Cathiard. Mme Cathiard nous a précisé qu'elle avait agi par « amitié » pour M. Carignon, et que la société de son époux n'était nullement partie prenante dans cette campagne. Quant à Mme Simone Genty, c'est par erreur que nous avons affirmé, dans le Monde du 8 mars, qu'elle avait été l'initiatrice de cette campagne publicitaire.

Canon AP 500.
La machine
électronique à gagner
du temps.

هكذا حان الأصل

LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'AUSTÉRITÉ

Résignation plus que mobilisation

Dans la presse hebdomadaire

Personne ne s'étonne du peu d'enthousiasme que suscite le plan économique du gouvernement Mauroy 3, puisqu'il s'agit avant tout de « l'urgence ». Reste que l'accueil que lui réservent les commentateurs de la presse hebdomadaire, pour trinité qu'il soit, est souvent nuancé.

N'est-ce pas Maurice Sigal qui, dans *V.S.D.*, reconnaît que « tout gouvernement se trouvant dans une situation semblable aurait pris » pareilles mesures ? Il n'empêche que Maurice Sigal se déclare « effondré, catastrophé » non pas tant par les dispositions financières que par « l'atteinte à la liberté » que constituent « les restrictions imposées par le gouvernement, à ceux qui souhaitent passer leurs vacances à l'étranger ».

De même, Georges Montaron, dans *HEBDO* - T.C. - *TEMOIGNAGE CHRETIEN*, condamne le « faux-pas », cette « gaffe psychologique » des restrictions sur les voyages à l'étranger. Plus globalement, Georges Montaron voit, dans le « virage » pris par le gouvernement, le signe que « la pause » est instaurée. Il observe : « On ne mobilise pas sur des mesures d'accompagnement qui ne sont qu'un catalogue. Celles-ci devraient être incluses dans un vaste projet comportant, entre autres, une réforme de la fiscalité et un plan de relance de l'économie ».

Évoquant lui aussi la question des voyages à l'étranger dans l'édition du *NOTRE JOUR*, Daniel LEBLANC, Jean Daniel, remarque : « Entre l'ouverture des Français au monde et le doute sur la France, il y a aujourd'hui une dangereuse convergence. L'espérance, la seule espérance, c'est qu'il y ait de plus en plus de Français à se réveiller devant l'évidence du danger. Cela se formule en termes simples, même s'ils sont pompeux aux yeux de certains : le destin de la gauche, c'est celui de la France ».

La gauche - la France. Par ce thème, Pierre Fajot expose une autre vue bien différente. *ASPECTS DE LA FRANCE* (royaliste) quand il affirme : « Loin de cultiver chez les Français le sens de leurs devoirs vis-à-vis de la collectivité, les socialistes ont exorcisé l'appât de jouissance individualiste, la soif d'être et à cet égard, l'athéisme du libéralisme. Il n'a pas préparé les Français à accepter des contraintes comme « acheter français », « passer vos vacances dans

l'Hexagone ». Il faut donc s'attendre à de fortes résistances. Pour suivre M. Mitterrand, beaucoup de Français attendront qu'il abandonne le socialisme et accepte qu'il n'a d'autre souci que la France ».

Dans « Une lettre ouverte à M. François Mitterrand », Louis Pauwels, dans *LE FIGARO MAGAZINE*, retient une autre alternative pour le président de la République. Il explique : « Venu du peuple, mais sans doute pas celui de nos réveries ; travailleur, mais sans doute pas à vos yeux ; sacrifiant cependant plus de la moitié des revenus de son travail à un État socialiste ruineux pour tous ; peinant sous votre régime pour tenter sans espoir de préserver un patrimoine acquis en exploitant moi-même, il ne peut encore moins, dans une presse que votre gouvernement s'emploie à réduire, de faire entendre le langage du pays profond et des classes moyennes. Ce langage, est aujourd'hui celui du refus et de l'exaspération. Il convient que vous l'entendiez. Ne serait-ce, monsieur, que pour vous garder du moment où vous devrez encore une fois nous demander : « Sans vous que pouvons nous faire ? » et où l'accablante majorité des Français vous répondra : « Rien ».

Pour Claude Imbert, dans *LE POINT*, il s'agit de « payer l'expérience socialiste. Dans l'état lamentable où nous sommes, on doit admettre que la gauche, enfin, redescende sur terre et s'occupe d'attendre l'incendie qu'elle a, sinon allumé, du moins attisé, dit-il. Elle le fait en conformité avec la fidélité atlantique et européenne du président, et en écartant tout détestable protectionnisme. Même si ce plan d'austérité servira mieux à tailler dans la consommation qu'à redonner du souffle à une production accablée par les charges du secteur privé et l'énormité avachie du secteur public, il a le mérite de renverser le cours d'une pente fatale : celle des dettes à tout va ».

Quant à Raymond Aron, dans *L'EXPRESS*, il juge : « Le pouvoir socialiste, vient de prendre, des mesures courageuses et impopulaires, mais celles-ci, inspirées par une conception bureaucratique, apportent quelque chose à l'État, rien aux entreprises ».

L'acceptation de la rigueur et de l'austérité passe par le maintien de la solidarité et de la responsabilité,

affirme, dans l'hebdomadaire protestant *REFORME*, Bertrand de Luze, qui ajoute : « Depuis longtemps, je crois des sacrifices nécessaires, surtout dans le cadre d'une économie mondiale. Mais la solidarité et la responsabilité consistent aussi à éviter tout le gaspillage effrayant de l'économie libérale en hommes et en matières, que le gaspillage bureaucratique du socialisme en temps et en démarches ».

Les mesures annoncées vont « dans le bon sens » mais elles « ne suffiront certainement pas à la guérison », pronostique Sophie Caignard dans *L'ECONOMIE*.

Dans *LE NOUVEL ECONOMISTE*, Michel Tardieu souligne : « Ce plan a trois qualités : sa masse, suffisante sans être excessive ; son dépouillement, qui évite les complications ; la rapidité probable de ses effets. Mais il est fragile. (...) Il dépend du soutien que lui apportera le président de la République que cette pièce maîtresse de sa politique économique ne soit pas transformée en moule décoratif par le rabot des intérêts particuliers et la queue-de-rat des rivalités politiques ».

Les syndicats tergiversent

Le parti communiste a déjà fait savoir qu'il souhaitait amender le plan gouvernemental (le *Monde* du 2 avril). A l'extrême gauche, on réclame purement et simplement son retrait. Ainsi l'organe de la Ligue communiste révolutionnaire (*troukiste*), *ROUGE*, indique : « C'est par la lutte qu'il faudra imposer le retrait des mesures d'austérité gouvernementales. Les directions nationales des syndicats ouvriers tergiversent et ne disent pas vraiment non. Elles s'apprennent à accepter l'inacceptable, à servir d'auxiliaires au gouvernement ».

Pour Arlette Lagouiller, qui s'exprime dans *LUTTE OUVRIÈRE* (*troukiste*), « les mesures qui viennent d'être prises (...) ne changeront rien à la situation ». Elle conclut : « Si nous ne disons rien aujourd'hui, dans trois ou six mois il y aura un nouveau plan d'austérité, plus dur encore. Il a fallu dix ans de pouvoir de De Gaulle pour déclencher mai 68. Mitterrand sera peut-être plus effi-

cace et plus rapide. S'il continue comme cela, sûrement ! ».

Quant au *MONDE LIBÉRAIRE*, hebdomadaire de la Fédération anarchiste, il constate : « Nos zélés dirigeants syndicaux entraînent les pieds sur l'instant. Se bornant à déclarer que les mesures gouvernementales doivent être améliorées dans l'intérêt des travailleurs. A ceux-ci, nous dirons que le chemin vers le socialisme n'est pas dans le soutien critique à l'appareil d'État. Il est dans sa destruction ! Soit on applique sa politique, soit on recherche résolument une autre voie pour le socialisme en dehors du capital et de l'État ».

Dans *LA VIE*, hebdomadaire chrétien d'actualité, José de Broucker plaide pour la « pudeur » : ces mesures « nous dérangent dans nos habitudes et dans nos projets. Mais tout est relatif. (...) Avant de gémir sur nos vacances compromises, pensons à tous ceux qui, en Afrique et en Amérique latine, en Asie, ne savent pas aujourd'hui ce qu'ils vont manger demain ».

Le plan gouvernemental est rude », observe, dans *L'UNITÉ*, l'hebdomadaire du P.S., Claude Estier, qui souligne : « Dans la mesure où la mobilisation nécessaire (à la réduction du déficit extérieur) repose, pour une large part, sur des données psychologiques, elle ne sera complète que si les deux autres terrains de lutte (le chômage et l'inflation), qui touchent directement l'ensemble des citoyens, ne sont pas délaissés, même dans le cadre de mesures conjoncturelles et donc provisoires ».

Autrement dit, le principal parti de la majorité souhaite un « petit plus » pour que l'opinion passe de la résignation à la mobilisation.

A. Ch.

Le RECOURS demande que certains rapatriés soient exemptés de l'emprunt obligatoire

Le conseil national du mouvement du RECOURS (Rassemblement et coordination unitaire des rapatriés et spoliés d'outre-mer), réuni le 4 avril, a estimé que « les rapatriés, appréciant la bonne volonté du gouvernement à l'égard de leurs problèmes, sont en mesure de comprendre l'effort demandé au pays et à eux-mêmes pour rétablir les grands équilibres ».

Les dirigeants du mouvement ont décidé, toutefois, de se montrer « particulièrement vigilants sur le calendrier des promesses faites, car, sans exiger tout et tout de suite, les rapatriés sont tout de même en droit de rappeler qu'ils attendent déjà depuis vingt et un ans que la solidarité nationale s'exerce à leur égard et qu'ils ont été la seule fraction de la communauté nationale à supporter toutes les conséquences de la décolonisation en étant privés non pas de

vacances (...), mais de tous leurs biens et de leur terre natale ».

Le porte-parole du RECOURS, M. Jacques Roseau, a souhaité d'autre part que des mesures dérogatoires au plan d'austérité soient adoptées en faveur des rapatriés les plus défavorisés, notamment des réinstallés, afin que ceux-ci soient exemptés de l'emprunt obligatoire, « quitte à faire valoir celui-ci sur les prochaines indemnités ».

A ce sujet, le RECOURS souligne : « La situation des réinstallés est tellement critique que des commissions d'aménagement des dettes viennent d'être instituées pour étudier leurs cas sociaux. Il serait inopportun et injuste d'aggraver ces cas par un emprunt forcé s'apparentant à une solidarité qui n'a d'ailleurs jamais joué en leur faveur ».

F.S.L. USA - ANGLETERRE
(1) 544.62.20

☐ SÉJOURS EN FAMILLE / JEUNES 12 à 18 ANS
COURS ET ACTIVITÉS

☐ STAGES INTENSIFS / ADULTES / TOUTE L'ANNÉE

☐ SÉJOURS EN FAMILLE/TOUTE L'ANNÉE/SUMMER CAMPS / UNE ANNÉE SCOLAIRE / JEUNES 12 à 18 ANS

☐ STAGES INTENSIFS ADULTES UNIVERSITÉ / CIRCUITS

Cochez la ou les brochures souhaitées et retournez avec nom et adresse
F.S.L. 13, rue de Grenelle 75007 Paris - Tél. : (1) 544.62.20

CHEVEUX A PROBLÈMES

PLUS DE 20 ANS D'EXPÉRIENCE dans nos INSTITUTS EUROCAP permettant d'affirmer le sérieux avec lequel nous luttons contre :

- pellicules, dépôts gras, cheveux secs, cassants ;
- démangeaisons, etc.

Il importe que les cheveux restent sains.

APPELÉZ SANS TARDER :

INSTITUT CAPILLAIRE EURO-BRIGECAP

Bordeaux (49-09-34) - Brét - Grenoble (49-21-41) - Lille (51-24-19) - Limoges (34-15-20) - Lyon (838-06-76) - Marseille (49-29-07) - Montpellier - Mulhouse (45-80-88) - Nancy (332-91-98) - Nantes (49-74-57) - Rennes (30-16-88) - Rouen (73-08-22) - Saint-Etienne (38-10-78) - Toulouse (93-55-30) - Toulouse (23-29-84).

Pour les cas très avancés, nous fabriquons nous-mêmes nos incomparables PROTHÈSES EN CHEVEUX NATURELS, non traités chimiquement ni mécaniquement. Montage à la main sans aucun point de colle, sur votre ultra-léger de conception inédite. Entretien toutes marques.

PROTHÈSE BRIDGECAP

75001 PARIS
4, rue Casaglinette
(1) 260-35-84

Canon AP 500. La machine électronique à gagner du temps.

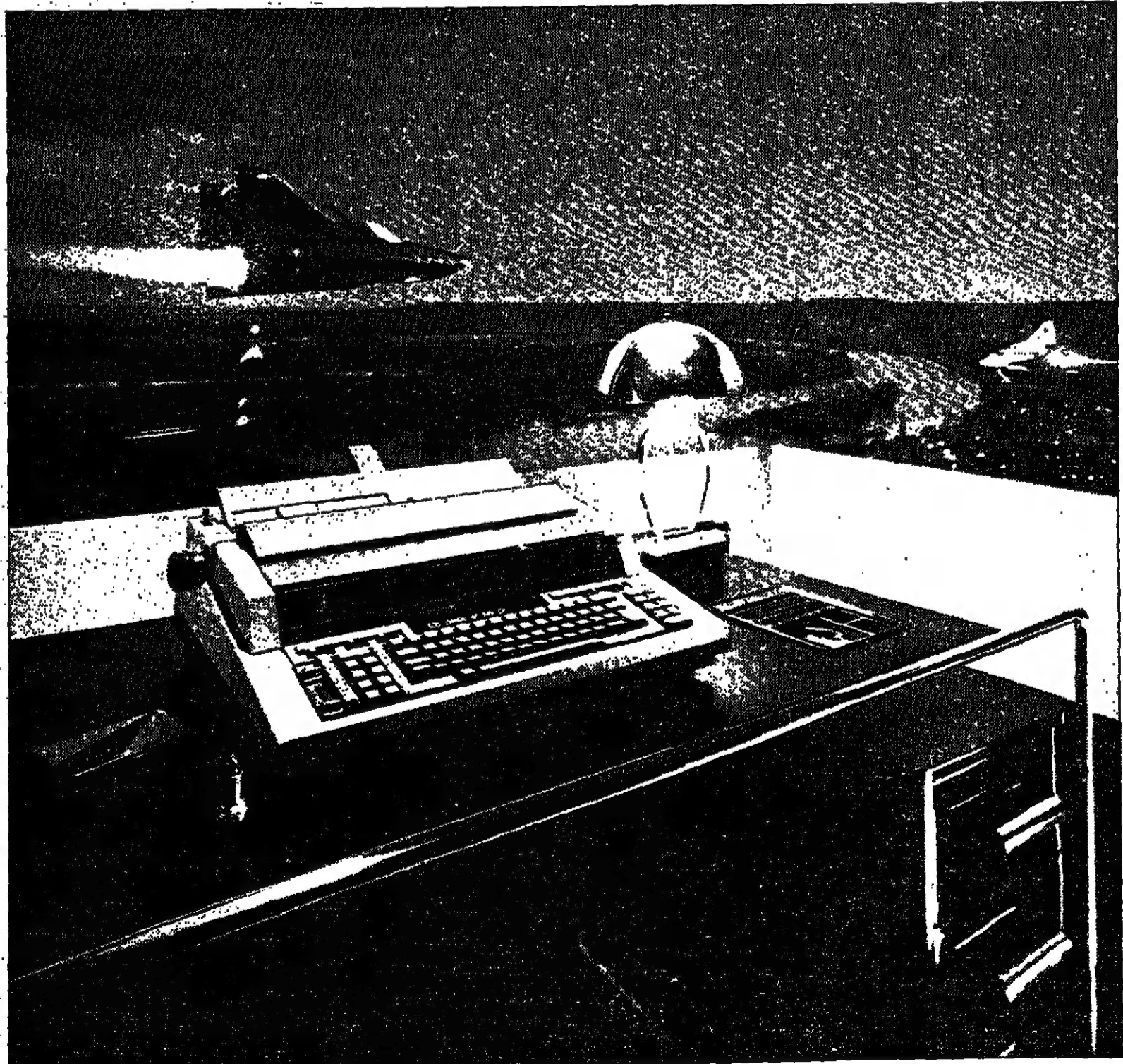
Quelle mémoire ! Et quelle sécurité la machine à écrire AP 500 ! A croire qu'elle a signé un pacte avec le temps pour mieux l'utiliser ! Mettez-la à l'épreuve ! Confiez-lui les tâches les plus fastidieuses, les mises en pages les plus soignées : elle s'en acquitte en vraie professionnelle... et en silence !

Grâce à sa mémoire extensible par modules - jusqu'à 32 000 caractères, soit environ 20 pages de texte - elle évite les frappes répétitives, les complications inutiles.

Finis maintenant les corrections interminables, les rapports et les courriers à refaire en hâte pour quelques mots ou quelques phrases : désormais, l'AP 500 s'en charge elle-même, sous vos yeux, à l'écran, libérant ainsi un temps précieux pour des travaux plus efficaces.

C'est sans doute cela le génie de l'AP 500 : allier, grâce à sa conception électronique de A à Z, une telle technologie à une si grande simplicité d'utilisation.

La Canon AP 500, c'est une nouvelle page de la dactylographie qui vient d'être tournée.



Canon
Haute technicité. Haute simplicité.

Je souhaiterais recevoir votre documentation complète sur la machine à écrire AP 500. Voici mon nom et mon adresse :

Nom _____
Société _____
N° _____ Rue _____
Ville _____
Code postal _____

Demande d'information à renvoyer à Canon France 93154 Le Blanc-Mesnil Cedex. Téléphone 865.42.23.

UNE ASSEMBLÉE DE L'U.F.F.

Les agricultrices en quête d'un statut

« Nous ne sommes pas « femmes au foyer » ou « sans profession » : nous travaillons, et dur, dans l'exploitation. Nous contribuons à sa gestion, à son administration. Ce ne sont pas nos maris seuls qui réfléchissent au travail, à la modernisation de l'entreprise. Si l'on veut investir pour que l'exploitation tourne et se développe, notre travail y a contribué. Si la production agricole s'accroît, nous y sommes pour quelque chose. » Ainsi s'expriment

les agricultrices de l'Union des femmes françaises (U.F.F.) en mars 1972.

Onze ans plus tard, ces femmes luttent toujours pour la totale reconnaissance de leur travail et l'obtention d'un statut d'agricultrice.

Réunies récemment à Paris, une centaine de militantes de toutes les régions ont échangé leurs expériences et discuté du projet du statut proposé par l'U.F.F.

L'égalité à la ferme

Dire que les agricultrices n'ont acquis aucun droit ces dix dernières années serait mentir. Comme l'a souligné Mme Gilberte Dupeyron, agricultrice dans les Landes et membre du conseil national de l'U.F.F., les femmes d'agriculteurs peuvent se faire reconnaître pendant huit jours lors d'un accouchement. Les frais engagés pour ce remplacement leur sont remboursés à 90 %.

De même, la loi d'orientation agricole de juillet 1980 permet à l'un des époux (et plus seulement au chef d'exploitation) d'effectuer les actes administratifs nécessaires pour l'exploitation. Elle autorise l'un ou l'autre des époux à représenter l'exploitation aux assemblées et conseils d'administration des organismes professionnels. En revanche, l'accord des deux époux est maintenant nécessaire pour modifier, céder ou rétrocéder le bail.

« Cela représente quelques progrès que nous ne sous-estimons pas », a reconnu Mme Dupeyron. Mais trop d'agricultrices ignorent ces avantages. De nombreux témoignages ont montré que la condition de ces femmes n'a guère évolué. Dans les petites exploitations, la femme et mère a un rôle primordial. C'est souvent elle qui, en plus du ménage et du travail ménager, entretient le potager, s'occupe des

volailles, fait les fromages, etc. Une absence, une maladie, un accouchement difficile, peuvent devenir catastrophiques.

Une agricultrice de la Drôme, Mme B., a raconté avec émotion les circonstances difficiles de sa deuxième grossesse. Son premier enfant venait d'avoir six mois quand elle s'est rendu compte qu'elle en attendait un second. En dépit de sa fatigue, il n'était pas question de cesser de travailler. Le couple venait de s'installer, écrasé sous les dettes. Le bébé devait naître en août. En mai et juin il a fallu faire les foins. Malgré les contractions, Mme B. a dû conduire le tracteur, son premier enfant assis à côté d'elle sur l'engin.

« Nous n'avions même pas de quoi payer les 10 % du remplacement... »

« Comment peut-on faire avec seulement vingt-huit jours ? », a demandé une autre jeune femme. On comprend pourquoi la mortalité périnatale demeure plus grande en région rurale qu'en ville. La première revendication de l'U.F.F. est que l'agricultrice puisse se décharger de toute activité professionnelle pendant une durée égale au congé de maternité.

Que ce soit en Corrèze, dans le Vaucluse ou en Vendée, toutes les agricultrices présentes se sont plaintes non seulement du nombre réduit de remplaçantes mais de leur

manque de compétence, ce qui fait hésiter à solliciter leurs services.

Droits sociaux

« Nous voulons », a précisé Mme Dupeyron, un statut nous reconnaissant co-exploitant, nous mettant à égalité pour la protection sociale et la retraite, pour la formation professionnelle initiale et continue. Jusqu'à présent, en matière de protection sociale et de retraite, seul le chef d'exploitation compte et, le plus souvent, le chef d'exploitation, c'est le mari. L'U.F.F. demande donc que les agricultrices aient un droit à l'assurance-invalidité, un droit à la retraite, des cinquante-cinq ans si elles le désirent. Et, pour la veuve de l'exploitant, l'organisation revendique une réversion à 60 % de la retraite proportionnelle du mari et une allocation pour lui permettre de faire appel aux services de remplacement.

Mme Edith Cresson, qui avait aidé au financement de cette journée nationale des agricultrices, était persuadée de la nécessité d'un statut pour ces femmes. L'U.F.F. souhaite que le changement de ministre n'ait pas pour conséquence un nouveau retard dans l'étude de ce dossier.

CHRISTIANE CHOMBEAU.

SCIENCES

Le premier vol de la navette spatiale américaine Challenger

La NASA avait perdu, mardi 5 avril, début d'après-midi (heure française), le contrôle du satellite « TDRS-A », largé par la nouvelle navette spatiale Challenger, et craint qu'il ne tourne sur lui-même, a annoncé le centre de contrôle de Houston (Texas). La NASA n'était pas en mesure, près de deux heures après la seconde mise à feu des moteurs du satellite, d'expliquer la nature de l'incident.

Les jets streams, ces vents violents qui soufflent parfois à haute altitude et peuvent gêner les avions de transport pendant leur vol, n'auront, en définitive, pas eu raison de la navette spatiale américaine Challenger. Ils se sont calmés à temps.

Ainsi, les moteurs de l'engin, qui effectuait son premier vol, ont-ils pu, à l'heure dite, arracher au sol les quelques 2 200 tonnes de la navette dans des torrents de fumée et de flammes oranges. Spectacle désormais classique au Centre spatial Kennedy, mais qui, pourtant, a attiré les centaines de milliers de curieux venus profiter du soleil de Floride (1). Il était alors 20 h 30 (heure française) à Cap-Canaveral.

Moins de vingt minutes plus tard, l'équipage de Challenger, composé du vétéran Paul Weitz, commandant de bord, et des trois « bleus » Karol Bobko, pilote, Story Musgrave et Donald Peterson, spécialistes pour la mission, confirmait le bon fonctionnement de l'engin. C'est à peine si l'on déplorait la perte — comme cela fut le cas pour la navette Columbia, d'une petite partie du bouclier thermique de l'engin sur le carénage de protection de l'ensemble moteur, ce qui fit dire au directeur de vol, M. Jay Greene, que les opérations qu'il avait dirigées au moment du lancement avaient été les plus tranquilles et les plus calmes de toutes celles dont il pouvait se souvenir.

Peu de temps après le tir, la mission confiée à l'équipage a véritablement commencé avec le lancement réussi, depuis la soude de la navette, du plus gros satellite de télécommunications jamais lancé. L'opération a eu lieu mardi 4 avril, huit heures seulement après le lancement, démontrant ainsi la parfaite maîtrise de la NASA dans ce domaine. Ce nouveau satellite, un T.D.R.S. (Tracking and Data Relay Satellite), est le premier d'une série de trois destinés à servir de relais de télécommunications aux liaisons entre

la navette et le sol, mais aussi entre certains satellites et le sol (le Monde daté 3-4 avril). Mais c'est aussi le troisième satellite mis en orbite par une navette spatiale — les deux précédents l'avaient été par Columbia, — ce qui confirme le caractère techniquement opérationnel de l'engin, en attendant qu'il fasse la démonstration réelle de ses capacités commerciales.

Avec cette mise en orbite réussie, l'équipage de Challenger a accompli une bonne partie de la mission qui lui était confiée. Un échec dans ce domaine aurait, en effet, fortement compromis l'avenir des missions qui vont se succéder maintenant à un rythme rapide. Il reste quand même aux quatre hommes de la navette à mener à bien un certain nombre d'expériences, moins spectaculaires mais aussi importantes.

La première d'entre elles vise la prochaine sortie dans l'espace que doivent accomplir, jeudi 7 avril, Story Musgrave et Donald Peterson. Tâche délicate qui doit permettre enfin de démontrer — ce que n'avait pu faire l'équipage de Columbia au

cours de son cinquième vol — le bon fonctionnement des nouvelles communications spatiales.

Les autres manipulations, de caractère plus scientifique et technique, ont trait aux inévitables courbes des systèmes de bord de l'engin et à quelques expériences sur l'électrophorèse, à la production de petites billes de latex qui pourraient avoir des applications industrielles et médicales, à l'étude des solaires produits dans l'atmosphère au cours des orages. Il faut mentionner à part une dernière expérience, proposée par deux étudiants et financée par le quotidien japonais Asahi Shimbun, relative à la production de neige artificielle dans l'espace.

(1) En raison de problèmes de fuite rencontrés sur les moteurs de l'engin, le tir de Challenger a eu lieu avec près de dix semaines de retard sur le calendrier initialement fixé. Ce vol était le sixième effectué par une navette. Les cinq précédents ont été faits avec la navette Columbia, qui repartira pour l'espace à la fin de l'année, portée du laboratoire spatial européen Spacelab.

Un numéro qui fait recette

De notre correspondante

New-York. — Quand la NASA a annoncé que tout un chacun pourrait se mettre en communication avec Challenger (tél. : 900-410-6272, si vous êtes aux États-Unis), elle se vantait. Pour obtenir Challenger, le premier jour de son lancement, il a fallu dépenser des trésors d'ingéniosité : à 3 heures de l'après-midi, soit deux heures trente après son lancement, ce huit heures trente après l'ouverture de la ligne de téléphone spéciale, la navette avait déjà reçu 32 895 appels des États-Unis et 5 872 de l'étranger.

Mais, comme le service n'est pas gratuit (30 cents la première minute, 35 cents les minutes suivantes), il suffisait de trouver à qui parler : en l'occurrence, l'American Telephone and Telegraph Company qui a installé la ligne, en coopération avec la NASA et l'Institut national de l'espace, et qui a un système d'écoutes efficace... pour les journalistes pressés.

Que dit Challenger à l'heure où nous appelons ? Qu'elle vient tout juste de passer au-dessus de la Californie, du golfe du Mexique et de Cuba, et que sa mission en est à « trois heures six minutes ». Ce sont les astronomes qui parlent. Puis une voix neutre dit : « Vous entendez une communication directe entre la navette et le centre de la NASA à Houston ».

Ce n'est pas la première fois que les terribles de base peuvent écouter la navette de l'espace, c'est même la quatrième fois. Mais l'expérience challenger est nouvelle à plusieurs égards : c'est la première fois que l'opération est montée avec l'Institut national de l'espace, qui remplit, avec des commentaires, les « blancs » laissés par les conversations des astronautes.

C'est aussi la première fois que la communication est accessible au grand public américain et étranger. Les contacts avec la première navette, en novembre 1981, étaient réservés aux médias américains (15 000 appels). En mars 1982, ils étaient ouverts aux médias étrangers (74 000 appels au total). En juin et en novembre 1982, le public américain avait pu appeler Columbia (1 million d'appels).

La ruée des correspondants prouve, en tout cas, que la navette de l'espace n'est pas encore tout à fait devenue une routine. La formidable cohue des voitures et des camions qui campaient depuis la veille du lancement aux abords du cap Kennedy en fait foi, même si le grand beau temps et les vacances de Pâques y étaient aussi pour quelque chose.

NICOLE BERNHEIM.

* A partir de la France composer le 19 (1) 307-410-6272.

JUSTICE

M. BADINTER EN MISSION DIFFICILE AU SÉNAT

« Sécurité et liberté », dernier acte

Sauf nouvelle péripétie, la loi « sécurité et liberté » sera abrogée au début de l'été. Les sénateurs entreprennent mercredi 6 avril l'examen de ce projet, neuf mois après les députés. Entre-temps, le débat sur la sécurité s'est envenimé, au point que le gouvernement a jugé prudent de geler ce texte, dont le Sénat aurait dû discuter à l'automne dernier, à la veille des élections municipales.

Près de deux ans après la victoire de la gauche, le feuilleton « sécurité et liberté » touche à sa fin. La coïncidence de date entre ce débat et l'engagement

par M. Pierre Mauroy de la responsabilité de son gouvernement à l'Assemblée nationale risque d'effacer mercredi la prestation de M. Robert Badinter au Sénat. Il n'est pas sûr que tous les amis politiques du garde des sceaux le regrettent. C'est en tout cas le premier débat sur la sécurité depuis les scrutins des 6 et 13 mars. Il faut s'attendre à ce que les sénateurs se fassent l'écho des préoccupations qui se sont exprimées à ce sujet lors de la campagne des municipales.

Ce n'est pas que la gauche ait l'abrogation honteuse, mais les retards qu'a subis le projet Badinter traduisent un embarras certain. Sans le dire tout haut, certains responsables politiques de la majorité donnent aujourd'hui raison à M. Maurice Faure, le premier garde des sceaux du septennat qui s'était risqué à parler de révision plutôt que d'abrogation de la loi Peyrefitte, suscitant le tollé que l'on sait.

Le projet défendu aujourd'hui par le ministre de la justice est dit « d'abrogation et de révision de certaines dispositions » de la loi « sécurité et liberté ». Cet intitulé, plus conforme au contenu de ce texte que celui d'abrogation, ressemble à un aveu : tout ne serait pas scellé dans la loi Peyrefitte. Ainsi la gauche s'apprête-t-elle à enlever une procédure de flagrant délit et des dispositions sur les contrôles d'identité guère éloignées de la loi « sécurité et liberté ». Malgré cela, le gouvernement n'est pas parvenu à convaincre la droite qu'il ne se livrait pas à une entreprise de « démolition » de la justice, comme l'en accuse M. Alain Peyrefitte.

L'un des échecs de M. Badinter, dont il convient, en de n'avoir pas réussi à faire reculer ce qu'il appelle « l'idéologie sécuritaire ». La tournure prise par la campagne des municipales le montre. Depuis le début du septennat, la gauche a fait preuve tour à tour de détermination (l'héritage « sécuritaire » devait disparaître), puis s'est ravisée. La querelle Delferre-Badinter a proposé des contrôles d'identité, arbitraire finalement en faveur du premier, puis certaines déclarations de M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat chargé de la sécurité publique, sur le « terrorisme du quotidien » — cette expression désignant la petite délinquance, — montrent que l'idéologie « sécuritaire » regagne du terrain, à gauche y compris.

Tandis que, dans sa ville, M. Delferre ébauchait entre les deux tours des municipales un flirt sans suite avec les candidats de la liste Marseille-sécurité, M. Badinter était prié de se manifester le moins possible. Il fut pendant cette campagne, comme il le dit lui-même, « la coucoune qu'on cache ».

Le voici malgré tout reconduit dans ses fonctions, preuve qu'en dépit de certains retournements, la

gauche reste tant bien que mal fidèle aux principes dont le garde des sceaux est le héros peu accommodant.

Pour autant, M. Badinter a dû parfois composer, en particulier sur les contrôles d'identité, et accepter de n'être plus que le porte-parole d'un mot de la gauche. La loi « sécurité et liberté », sans donner le sentiment de rien renier, ni l'impression que le gouvernement est resté sourd aux préoccupations qui se sont exprimées lors des municipales.

Une politique de rechange

La fidélité aux engagements, c'est, à côté du tribut payé à l'idéologie « sécuritaire », la disparition de pans entiers de la loi « sécurité et liberté », en particulier des mesures qui restreignent la liberté d'appréciation des tribunaux correctionnels et limitent les libérations conditionnelles.

Là est la mission la plus délicate de M. Badinter : comment convaincre le Sénat et, au-delà, l'opinion, de la nécessité d'abroger ces dispositions, symboles d'une plus grande volonté répressive ? Le garde des sceaux a bien une politique de rechange, fondée sur une autre logique, mais le Parlement n'en discutera que plus tard. D'où cette crainte du vide, qui s'est déjà exprimée à l'Assemblée nationale, et qui place le gouvernement en porte-à-faux.

M. Badinter se défend des accusations de laxisme. Il n'empêche : l'épisode de la loi d'amnistie, héritage de M. Maurice Faure, et la libération sous différents prétextes de militants d'Action directe, restent associés à son nom.

Il lui reste ainsi fort à faire pour faire admettre à l'opinion que sa politique ne vise pas à moins punir les petits délinquants, ceux à qui l'on doit le sentiment d'insécurité, mais à les punir autrement. En attendant les grandes réformes du code pénal et du code de procédure pénale, on aura un aperçu de cette politique lors de l'adoption, qui ne fait guère de doute, par les sénateurs, des peines de travail d'intérêt général et de jours-amendes. Ces innovations, auxquelles ne se limitent pas les ambitions de M. Badinter, en montrent

CORRESPONDANCE

Une lettre de M. Peyrefitte

Nous avons reçu de M. Alain Peyrefitte, ancien garde des sceaux, la lettre suivante :

Dans votre numéro du 24 mars, vous avez reproché à la loi « sécurité et liberté » une erreur « absurde », qui consiste en ce que ce texte ne permet pas aux associations de déportés de se constituer partie civile.

Je tiens à préciser que je n'ai aucune responsabilité dans ce texte, auquel j'étais hostile. Il s'agit en fait d'une proposition de loi relative « à l'action civile en matière d'apologie de crimes de guerre ou de crimes et de délits de collaboration avec l'ennemi » du sénateur Champetier (annexe au procès-verbal de la séance du 16 novembre 1978) qui avait été votée par le Sénat et qui était en passe d'être adoptée par l'Assemblée nationale. Ce texte a été repris, au terme de la loi « sécurité et liberté », par la commission mixte paritaire, composée de sept députés et de sept sénateurs, et introduit dans la loi « sécurité et liberté » hors la présence du gouvernement, sous la forme de l'article 51 bis. La commission mixte paritaire, sur l'initiative des sénateurs et députés socialistes, a pris sur elle de l'ajouter. Les députés et les sénateurs de la majorité d'alors s'étaient tant battus sur

d'autres points qu'ils n'ont pas cru devoir faire obstacle à celui-ci, qui leur paraissait mineur.

Cette proposition de loi est, d'un bout à l'autre, une affaire socialiste. Elle me paraît, de fait, peu opportune. Elle est comme une verrue sur un visage. Je ne verrais qu'avantage à ce que cet article soit abrogé. C'est bien le seul qui avait besoin de l'être dans cette loi. Mais, précisément, M. Badinter s'est bien gardé d'en proposer l'abrogation.

[L'article de la loi « sécurité et liberté » auquel fait référence M. Peyrefitte est censé permettre à « toute association » de déportés ou de résistants « régulièrement déclarée depuis au moins cinq ans à la date des faits » de se constituer partie civile en cas de crimes de guerre ou de crimes contre l'humanité. Comme il n'existe pas, et pour cause, l'association de résistants pouvait se prévaloir d'une ancienneté de cinq ans à l'époque de l'occupation, cet article est manifestement absurde. S'il est vrai que cette disposition a été introduite dans la loi « sécurité et liberté » à l'initiative de parlementaires, la responsabilité de M. Peyrefitte n'en est pas moins réelle, sauf à considérer qu'un ministre n'est pas responsable des textes de loi promulgués sous sa signature au Journal officiel. — R. L. G.]

« Deux attentats à l'explosion ont été commis dans la région toulousaine dans la nuit du lundi 4 au mardi 5 avril. L'un, à Toulouse, contre le siège de l'Union patronale de la Haute-Garonne ; l'autre, dans la banlieue proche, à Aucamville, contre l'entreprise d'un des responsables régionaux du C.N.P.F. Ces deux attentats, qui ont fait d'important dégâts matériels, ont été revendiqués, sans plus de détail, mardi matin, par le Groupe d'action anarchiste (G.A.A.). »

« Dans l'affaire des fausses factures de Toulon, deux nouvelles inculpations ont été notifiées, jeudi 31 mars. Ces inculpations — de MM. Gérard Coll, quarante ans, entrepreneur de travaux publics à Toulon, inculpé et écroué pour corruption active, et Paul Codacci, trente-six ans, surveillant de travaux de voirie, inculpé et écroué pour corruption passive — portent à quatorze le nombre des inculpés dans cette affaire, dont huit employés de la mairie de Toulon (le Monde des 22 octobre et 19 novembre 1982).

BERTRAND LE GENDRE

UNE MENACE POUR LES IMMIGRÉS ?

Tel qu'il est soumis aux sénateurs, le projet d'abrogation de la loi « sécurité et liberté » serait l'objet de menaces pour les immigrés. C'est ce qu'affirme le GISTI (Groupe d'information et de soutien des travailleurs immigrés) dans une lettre qu'il vient d'adresser au rapporteur du projet, M. Marcel Rudloff (Union centriste, Bas-Rhin).

Dans cette lettre, le directeur du GISTI, M. André Lagouty, estime que l'article 22 du texte transmis aux sénateurs trahit l'esprit de la loi 29 octobre 1981 sur l'entrée et le séjour des étrangers. Cette loi, rappelle le GISTI, prévoit qu'en cas de situation d'urgence, le ministre de l'Intérieur peut recourir à la frontière sans qu'un tribunal, qui peut aussi prononcer une peine d'expulsion, soit saisi. Or, en décidant, par la majorité de la loi, de supprimer la procédure de recours au tribunal, le projet d'abrogation de la loi « sécurité et liberté » permettrait de faire écarter immédiatement une peine de reconduite à la frontière prononcée par un tribunal comme peine de substitution à l'expulsion. Bien sûr, l'étranger pourrait toujours faire appel, mais cet appel n'aurait plus d'effet pratique.

L'autre disposition du projet qui inquiète le GISTI est celle qui permet de traduire un étranger en situation irrégulière devant un tribunal correctionnel selon la procédure d'urgence, le nouveau texte donne aux juges des tribunaux de première instance la possibilité de reconduire à la frontière à titre principal et en ordonnance de condamnation. Entre l'expulsion et la reconduite à la frontière, il n'y a pas de différence de principe. Or, explique le GISTI, « recréer les conditions d'une procédure expéditive que la loi du 29 octobre 1981 a justement voulu éliminer ».

POLICE

DES « PRIVÉS » VEULENT ASSAINIR LEUR PROFESSION

M. le détective « La Vertu »

Rabbi, le regard sombre et vit au-dessus d'une fine moustache, voici le « M. Proust » du mystère et de la fiction : le chœur du droit et de la légalité, un Saint-Georges terrassant le dragon des atteintes à la vie privée, des photos indiscrettes et des écoutes clandestines, des ports d'armes glorieux et des honneurs astronomiques. Voici donc M. Georges Martinez, M. Martinez ou le détective « La Vertu », M. Martinez aussi, ou la grande lessive...

Car cet homme de quarante-trois ans, deux enfants, amateur de « grande musique », Mozart de préférence, — pratiquant indifféremment le football et le judo (autant de détails complaisamment offerts par son dossier de presse), aime trop son métier pour tolérer qu'on le salisse. Détective à l'Alibi (Gard) depuis une vingtaine d'années, il a déclaré la guerre aux braves galeuses de la profession, ce tiers de « margoulin » et d'« escrocs », « qui n'ont rien à se faire ».

« Dieu sait qu'il faut donner un coup de balai là-dedans », réplique-t-il. Et ce message, pour commencer, il l'a d'abord fait à la Convention nationale des détectives français (C.N.D.F.), syndicat professionnel qui, après douze années d'existence, l'a élu, en 1979, à sa tête, président pour cinq ans : « Tout le monde a été réélu, pas à été le grand nettoyage. Désormais, pas d'armes, pas d'écoutes, pas de gadgets. Tout cela, c'est du blabla... ».

M. Martinez a son franc-parler. Son syndicat — « le plus puissant », estime-t-il — regroupe quatre-vingt-sept agences sur les sept continents, il n'hésite pas à se définir lui-même comme « le grand patron des détectives », à la tête de trois mille hommes. Un patron qui s'écrit aussi un justicier, créateur de la moralisation professionnelle. Non aux Marx et autres Colombo, ces « cow-boys » sans foi ni loi, dont on voudrait faire les porte-drapeau des détectives. Qui à une profession reconnue socialement, qui travaillent de façon sérieuse, qui ne cherchent pas à se faire de la réputation à tout prix, mais qui ont des principes et des règles de conduite à respecter.

Dans ce combat, M. Martinez brandit une arme, la revendication d'un statut légal, dérisoirement, avec précision, l'exercice de la profession, d'agent privé de recherches, les « droits, devoirs et obligations » qui s'y attachent. Les propos méritent quelque attention. Car l'état des textes n'est pas sans donner raison au « détective La Vertu ». La profession est, en effet, toujours régie par une loi du 8 décembre 1942 : il suffit d'être de nationalité française et de n'avoir pas encouru de condamnation pour ouvrir une agence. Signé par le maréchal Pétain, ce texte énonçait une véritable condition, abrogée en 1944 : ne pas être visé par la « loi sur les juifs ». Un acte de naissance peu glorieux, convient M. Martinez.

En somme, tout un chacun, ou presque, peut s'improviser détective. Un décret du 8 décembre 1981 s'en tient à une simple déclaration à la préfecture, accompagnée, pour chacun des dirigeants et employés, de fiches d'état civil et de Communauté européenne obligée. — Pour les étrangers, d'une justification de nationalité ainsi que d'un document équivalent à notre bulletin n° 3 du casier judiciaire. S'il s'agit d'un des salariés ne remplissant pas la condition exigée en 1942, aucune condamnation, — le préfet se contentera de « mettre en demeure le dirigeant de régulariser cette situation dans la loi du 8 décembre 1942 ». Seuls les anciens fonctionnaires de police ont droit à un contrôle de faveur : produire une autorisation du ministre de l'Intérieur.

Une réglementation fort souple dans laquelle s'engouffrent malversations et escroqueries. Selon M. Collette de Marguerie, présidente de l'association « Vérité sur les disparitions », 80 % des familles de ce mouvement ont été victimes, talonnées par des officines — « les mêmes souvent » — qui, démarchant la clientèle, sont à l'affût du malheur, de cette quête d'un proche disparu, sans jamais d'adresse. Cette absence de scrupules ne nuit pas toutefois à la forte demande d'enquêtes privées : cinq

cent mille à six cent mille clients par an pour le seul syndicat de M. Martinez, qui estime à deux millions et demi la clientèle nationale d'ensemble.

Un besoin social

« Un réel besoin », affirme M. de Marguerie, qui en fait presque un service social : utile, le détective, pour la recherche d'un « débiteur de pension alimentaire » quelque peu obéissant ; utile encore pour « sauver des vies lorsque la disparition est de type suicidaire ». Car, insiste sans fioritures M. Martinez, « ne croyez pas que le détective français ne fait que du bidet ». Les adresses ne représenteraient que 10 à 15 % du chiffre d'affaires d'une agence. La reste ? La recherche d'un débiteur, les disparitions, les escroqueries à l'assurance, les fausses déclarations d'accident... mais aussi, et M. Martinez se fait plus discret, les « enquêtes de moralité » à l'embauche.

Un besoin social, donc, qui rendrait d'autant plus nécessaire une réglementation. M. Jean Le Gars, député (P.S.) des Yvelines, qui soutient la création de M. Martinez, préfère ce mot à celui de « statut », impropre à une profession libérale et risquant de créer un mélange des genres avec le service public policier. M. Martinez et lui-même ont en réserve une proposition de loi limitant l'action du détective à un mandat civil — et non pénal — exigeant la production d'une attestation annuelle d'activité, interdisant toute recherche sur les opinions philosophiques, religieuses, politiques et syndicales, astreignant les agents de recherches au secret professionnel, et enfin rendant obligatoire la rédaction d'un rapport de fin d'enquête, remis au client.

M. Martinez s'impatiente : la concertation plénière. Tout ce qu'il veut pourtant, lui, le redoutable et redouté, comme le décrit encore son dossier de presse, c'est « un coup de balai et une réglementation ».

EDWY PLENEL

SPORTS

AUTOMOBILISME

Le Finlandais Vatanen gagne le Safari-Rallye

Le Safari-Rallye qui a pris fin lundi 4 avril, à Nairobi, capitale du Kenya, a été gagné par le Finlandais Ari Vatanen (Opel Ascona) devant son compatriote Hannu Mikkola et la Française Michèle Mouton, tous les deux sur Audi Quattro.

Les spécialistes qui le qualifient de « rallye prestigieux » n'ont pas tout à fait tort. Avec ses trois étapes longues au total de 5 000 kilomètres, le Safari-Rallye qui se court sur les routes du Kenya, compte probablement parmi les épreuves difficiles du championnat du monde.

Quatre-vingt-deux voitures s'y étaient engagées : soixante-dix-huit ont pris le départ à Nairobi. « Un tiers des concurrents à peine iront jusqu'au bout », avait pronostiqué Mike Doughty, devenu directeur général du Rallye, après avoir gagné quatre fois l'épreuve avec le Kenyan Sheikh Mehta.

La chaleur, l'humidité, les parcours variés — « vert comme en Nouvelle-Zélande, cassant comme en Grèce, poussiéreux comme en Afrique », au dire de Michèle Mouton, — font, en effet, du Safari un rallye qui met à l'épreuve autant les pilotes que les mécaniciens. Doughty avait raison. Dix-huit concurrents ont atteint Nairobi.

Ce n'est peut-être d'ailleurs pas par hasard si les Lancia et leurs pilotes, l'Allemand de l'Ouest Walter Rohrl, champion du monde en titre, et le Finlandais Markku Alen, ne sont pas venus disputer leurs chances dans un rallye qui compte à la fois pour le championnat des marques et celui des conducteurs.

Le défi d'Audi

Audi, en revanche, ne ménage pas ses efforts. La firme allemande d'Ingolstadt a, cette année, relevé le gant pour la première fois. Roland Gumpert, directeur de course de l'écurie, dirigeait non seulement, pour « ce nouveau défi », Michèle Mouton et Hannu Mikkola, mais aussi le Kenyan Vic Preston.

Le Finlandais est l'actuel premier du championnat du monde des conducteurs, la Française — même si elle déclare que le titre ne l'intéresse pas, — court toujours pour la première place et le Kenyan, compte tenu de son expérience du terrain, était bien présent pour favoriser également le succès d'une Audi.

L'expérience pourtant n'a pas été aussi concluante que l'aurait souhaité les dirigeants de la firme allemande. Bien des ennemis sont venus contrarier en quatre jours leur objectif, qui était de classer leurs trois voitures aux trois premières places. Michèle Mouton avait pourtant réussi dès le début de la première étape Nairobi-Mombasa-Nairobi (1 604 km) à prendre trois minutes au Finlandais Timo Salonen (Datsun 240 RS), quatre minutes à Vic Preston et sept minutes à Sheikh Mehta (Datsun 240 RS). Moins heureux, le Finlandais Hannu Mikkola, vainqueur en 1972, avait perdu une heure, cinquante minutes pour faire changer la courroie de la pompe à eau de sa voiture.

Peu après Mombasa, les incidents commencent pour la Française. Sa Quattro perdait une roue arrière. Au total, une perte de temps de

Déjà en tête du championnat du monde des conducteurs, Hannu Mikkola renforce sa position et compte, après la quatrième épreuve de la saison, un total de 65 points devant Michèle Mouton (35 points) et Ari Vatanen (34 points).

quarante-six minutes et au classement une chute à la huitième place. Les trois Datsun — Salonen, Mikkola, Mehta — s'installaient alors aux premières places avant de connaître de cruelles mésaventures.

Mike Kirkland — piston percé — était contraint à l'abandon. Arrêté sur le bord de la route, Mehta, cinq fois vainqueur de l'épreuve — arbre à came cassé — était à son tour éliminé. Son compatriote, Vic Preston pouvait alors s'installer à la première place devant le Finlandais Salonen et Michèle Mouton, avant d'abandonner l'étape longue de 1 455 kilomètres autour de Nairobi.

A ce jeu impitoyable, vingt-quatre minutes seulement sépa-

raient les trois protagonistes. Vic Preston — turbo explosé — et Michèle Mouton — pompe à injection cassée — connaissaient de nouveaux déboires. Le Kenyan, après être sorti de la piste, laissait le commandement à Salonen.

A 400 kilomètres de l'arrivée, le Finlandais cassait l'arbre à came de sa Datsun. Deux de ces compatriotes, Ari Vatanen (Opel) et Hannu Mikkola (Audi) qui avaient, mine de rien, refait tout leur retard, pouvaient alors s'installer en tête du Rallye. Définitivement. « Le malheur des uns a fini par faire notre bonheur », a conclu le blond Vatanen.

G. M.

Faits et jugements

Deux médecins condamnés six ans après la mort d'une opérée

(De notre correspondant.)

Lille. — Le tribunal de Lille a condamné, le 31 mars, deux médecins anesthésistes du C.H.R. de Lille, M^{me} Pascaline Fasquelle, trente-six ans, et M. Pierre Cécas, trente-sept ans, responsables du service au moment des faits, respectivement à quatre ans de prison avec sursis et 30 000 francs d'amende, et deux mois de prison avec sursis et 20 000 francs d'amende. Ces peines sont amnistiables. Les deux médecins étaient inculpés d'homicide involontaire, de même qu'un chirurgien qui a été relaxé. Une infirmière a été condamnée à 3 000 francs d'amende.

Le 25 mars 1977, Catherine Pruvot, âgée de dix-huit ans, était hospitalisée au C.H.R. de Lille pour y subir une intervention de chirurgie esthétique des seins. Elle était décédée le 31 mai après un coma de soixante-quatre jours. Au moment de l'anesthésie, rétablissant un brachement défectueux, une élève infirmière anesthésiste avait fait une inversion du brachement, privant la patiente d'oxygène pendant plusieurs minutes.

Lorsque l'erreur fut découverte, les deux médecins anesthésistes pratiquèrent une réanimation manuelle avant de replacer la patiente sous oxygène pur. Tout, apparemment, étant redevenu normal, ils autorisèrent l'opération.

Les juges lillois ont reconnu le « droit à l'erreur », pour l'élève infirmière, même si elle aurait dû « demander conseil à son maître de stage ». Ils ont relaxé le chirurgien, qui n'avait pas été informé de la gravité de l'incident.

En revanche, la responsabilité des deux médecins anesthésistes a été retenue. Le tribunal reproche au docteur Fasquelle un défaut de surveillance et de diagnostic. Quant au docteur Cécas, il aurait dû « poursuivre la réanimation par d'autres moyens plus énergiques ».

Il aura fallu six années pour que cette affaire aboutisse devant le tribunal, six années et tout l'acharnement du père de la victime à connaître la vérité. Le tribunal a d'ailleurs reconnu « l'aide efficace apportée à la justice » par les proches de la victime.

Sept Français disparus au Niger

Sept touristes français, dont deux enfants, se sont perdus dans le désert de Ténéré au Niger. Leur disparition, a précisé, à Paris, le ministre de la défense, remonte au mercredi 30 mars. Les recherches pour retrouver ces touristes, employés de la compagnie minière d'Arli (Niger), ont été entreprises dès le lendemain avec des moyens terrestres de la compagnie minière, des avions de l'armée nigérienne et des avions-taxis. Un avion de l'armée française, un Breguet-Atlantic basé à Dakar (Sénégal), a rejoint Niamey (Niger) depuis le dimanche 3 avril pour participer aux recherches, qui étaient demeurées vaines jusqu'à ce mardi en début d'après-midi. Les Français, qui se seraient perdus dans une tempête de sable, sont M. Pierre Giroux, né en 1943 à Melun, et son épouse, Françoise, née en 1941 à Dijon ; M. Michel Philippeau, né à Chantonnay (Vendée) en 1947, et leurs deux enfants, Michael, né en 1971, et Alexa, née en 1974, ainsi que M^{me} Maryvonne Lasteau, née à Vannes en 1943. — (A.F.P.)

■ Cinq Français tués dans un accident d'avion en Chine. — Quatre techniciens et un secrétaire de nationalité française, ainsi que trois Chinois, sont morts dans l'accident d'avion qui s'est produit, lundi 4 avril au matin, à proximité de Canton, dans le sud de la Chine. L'avion affrété par la compagnie pétrolière française Total effectuait la liaison entre la ville de Zhanjiang, dans l'ouest de la province de Canton, et la colonie britannique de Hongkong, lorsqu'il s'est écrasé pour une cause inconnue quelques minutes après son décollage de l'aéroport de Canton où il avait fait le plein de carburant. Il n'y a eu aucun survivant. Au bureau de Total à Pékin, on indique que les victimes françaises sont M^{me} Sylviane Fortisier, vingt-deux ans, secrétaire ; M^{me} Lionel Seurat, Philippe Francart, Christian Puyo, tous trois ingénieurs, et M. Roland Reinhold, un mécanicien de la compagnie Aigle Azur, qui a fourni l'avion.

■ Atentats en Corse. — Deux attentats à l'explosif ont revendiqués contre des villas situées dans les environs de Zonza (Corse-du-Sud) ont été signalés lundi 4 avril. La première villa a été totalement détruite et la deuxième fortement endommagée.

CARNET

Naissances

— M. et M^{me} Hélène de NOAILLES et leurs filles, Julie et Marie-Alice de Noailles et d'Avesnes, ont été heureux de faire part de la naissance de :

Emmanuel,

le 14 février.

Ambassade de France, Washington, D.C.

Décès

— Le Seigneur vient de rappeler à lui :

le Père

Frédéric-M. BERGOUNIOUX,

français de la province d'Argentine de la Fraternité de Toulouse,

ancien directeur

du laboratoire de géologie de l'Institut catholique de Toulouse,

sacré directeur du C.N.R.S. décédé à Toulouse, le 12 mars 1983, à l'âge de quatre-vingt-trois ans, dont cinquante-six ans de profession et cinquante-trois de sacerdoce.

— M^{me} Pierre Charpin, née Suzanne de Loye,

M^{me} Jacques Thomas,

M^{me} Olivier Menesson, ses enfants et petits-enfants,

M. et M^{me} Bernard Charpin, leurs enfants et petits-enfants,

M. et M^{me} Bruno Charpin, leurs enfants et petits-enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

docteur Pierre CHARPIN,

leur époux, père, grand-père et arrière-grand-père.

Les obsèques auront lieu le jeudi 7 avril, à 11 heures, en l'église de Saint-Martin-de-Castillon (Vaucluse).

Ni fleurs ni couronnes.

92, avenue des Pignatieres,

06700 Saint-Laurent-du-Var.

— M^{me} Henri Dulac,

M. et M^{me} Alexandre Dulac, Edouard et Béatrice,

M. Olivier Dulac,

M. Philippe Dulac,

Le général et M^{me} André Dulac,

M. et M^{me} André Lacroix,

M. Cyrille Lacroix,

font part de la mort de :

M. Henri DULAC,

survenue le 2 avril 1983, dans sa soixante-sixième année, en son domicile parisien.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 7 avril 1983, à 11 h 30, en l'église de la Madeleine, à Paris.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Brillon-en-Barrois, Nancy, Orléans.

— M^{me} Pierre Godfroid,

M. et M^{me} Jean Godfroid, Sophie et Henri-Benoît,

ont la douleur de faire part du décès de :

M. Pierre GODFROID,

survenue le 2 avril 1983, dans sa quatre-vingt-neufième année.

Les obsèques auront lieu le 6 avril, à 15 heures, en l'église de Brillon-en-Barrois.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M^{me} Georges Hyvernaud, son époux,

M. et M^{me} Alain Profit, ses enfants, Geneviève, Nicolas et Françoise, ses petits-enfants,

Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de :

Georges HYVERNAUD,

chevalier de la Légion d'honneur,

ancien élève

de l'Ecole normale supérieure de Saint-Cloud,

professeur honoraire

à l'Ecole normale d'instituteurs de la Seine

et ancien directeur d'études au Centre de formation des professeurs de C.E.G.,

survenue le 24 mars 1983, à Paris.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité familiale, le 28 mars 1983, au cimetière de Saint-Valéry-en-Caux.

164, avenue Ledru-Rollin,

75011 Paris,

3, rue des Recollettes, 75013 Paris.

— M^{me} Lucette Rosenthal,

M. et M^{me} Claude Brémont et leurs filles,

M. et M^{me} Julien Devize, leurs filles et leurs petits-enfants,

ont la douleur de faire part du décès de :

M. Daniel ROSENTHAL,

administrateur civil,

chevalier de la Légion d'honneur,

survenue le 30 mars 1983.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

ROBLOT S. A.

522-27-22

ORGANISATION D'OBSEQUES

Anniversaires

— A tous ceux qui ont connu et aimé :

Jacques HELLÉ,

décédé le 6 avril 1982, une pensée est demandée.

— Pour le cinquante anniversaire de la mort de :

Henri de RIOLS de FONCLARE,

une pensée pensée est demandée à ceux qui l'ont connu.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

KIT YASHICA boîtier FXD Quartz,

automatique débrayable pilotage au quartz

livré avec :

3 OBJECTIFS YASHICA • Standard 1/70 ML

• Grand Angle 2.8/28 • Téléobjectif 2.8/135.

UN SAC FOURRETOUT.

Prix de l'ensemble :

2.690^F TTC

(Valeur réelle : 4.760 F.T.T.C.)

LA DOUBLE AFFAIRE YASHICA!

KIT YASHICA boîtier FX3,

semi-automatique, livré avec :

3 OBJECTIFS YASHICA • Standard 2/50

• Grand Angle 2.8/28 • Téléobjectif 2.8/135

UN SAC FOURRETOUT.

Prix de l'ensemble :

2.190^F TTC

(Valeur réelle : 3.200 F.T.T.C.)

Offre valable dans la limite des stocks disponibles.

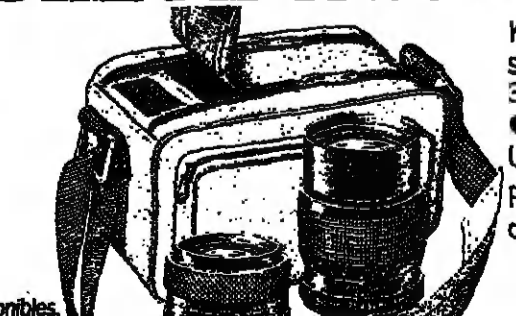
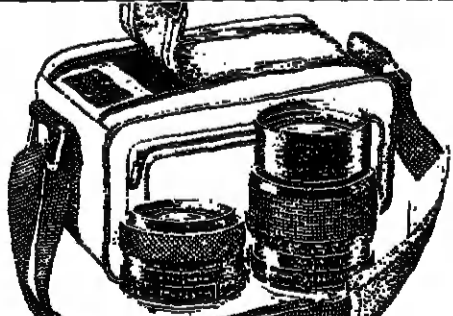
Distribué par TRADING DISTRIBUTION TRADISSA

Avenue du Parana - ZA de Courtabouff

93942 LES ULIS - Tél. (6) 446.17.28

Sur simple demande vous recevrez une documentation complète.

UNE FANTASTIQUE OUVERTURE SUR LE SYSTÈME YASHICA-CONTAX CARL ZEISS



YASHICA

EN VENTE CHEZ LES NEGOCIANTS

SPECIALISTES CONTAX YASHICA

Colin Coutard & An

ÉDUCATION

RÉPONDRE AU DÉFI INFORMATIQUE PAR LA FORMATION

LA CRÉATION A SOPHIA-ANTIPOLIS
D'UN CENTRE D'ENSEIGNEMENT ET DE RECHERCHE

Une lacune enfin comblée

Depuis qu'en 1969, à l'instigation de M. Pierre Laffitte, s'est créée l'association Sophia-Antipolis, les laboratoires publics ou privés et les industries de pointe se sont installés en grand nombre sur ce domaine de 2 300 hectares situé entre Cannes, Grasse et Nice. Le rythme ne faiblit pas.

En février, le Centre national de la recherche scientifique et l'Agence française de la maîtrise de l'énergie inaugurent des laboratoires. Le 25 mars, c'était l'ouverture officielle du Centre d'enseignement et de recherche en informatique, communications et systèmes (CERICS), fondé à la triple initiative de la chambre de commerce et d'industrie de Nice et des Alpes-Maritimes, de la C.I.L.-Honeywell-Bull et de l'Institut national de recherche en informatique et automatique (INRIA).

Le CERICS se consacrera à la formation de spécialistes du génie logiciel, c'est-à-dire de ceux chargés de mettre au point tous les événements nécessaires à l'exploitation d'un ordinateur. Il s'agit donc d'enseigner en un an, à des ingénieurs ou à des diplômés de l'enseignement supérieur, l'art de maîtriser la conception et la réalisation de systèmes d'exploitation, de compilateurs et de gros programmes d'applications.

De tels logiciels ont une complexité - un million d'instructions et un million de variables sont un ordre de grandeur courant - qui exige un découpage en nombreux fragments et donc toute une organisation du travail pour assurer la complétabilité et l'adéquation des différents segments du programme. Un tel enseignement n'existait pas en France jusqu'à maintenant.

Mais d'autres lacunes subsistent dans l'enseignement et dans la recherche en informatique. Depuis quelques mois une mission « informatique fondamentale et programmation » se recense. Son rapport devrait être remis en mai au ministre de l'éducation nationale et à celui de l'industrie et de la recherche.

Apprentissage long

Pour ce qui est de la formation, la mission a déjà remis un pré-rapport consacré à la formation des informaticiens. Il montre que les universités et les grandes écoles n'ont pas les moyens de former les ingénieurs et techniciens nécessaires. Manque de formateurs, manque de matériel, et plus encore de bons logiciels. L'obligation d'acheter du matériel français interdit en général l'accès à des logiciels qui ont fait la preuve de leur efficacité dans toutes les universités américaines (comme le système d'exploitation Unix).

Il faut aussi revoir la conception même de l'enseignement, et particulièrement l'idée fautive que l'informatique s'apprend rapidement. Un an d'informatique à temps plein est un strict minimum, et il faut dénoncer les « formations » qui se rédui-

DANS LE NORD - PAS-DE-CALAIS

Une vaste campagne de sensibilisation

De notre correspondant

Lille. - Encore confrontés aux graves difficultés de trois secteurs industriels qui tirent à la corde : le charbon, la sidérurgie et le textile, le Nord - Pas-de-Calais ne veut pas manquer le rendez-vous de la troisième révolution industrielle, celle de l'informatique et de l'électronique. La mise en place d'une filière électronique sera pour la région l'une des priorités de IX^e Plan.

Cette révolution technologique, qui a déjà commencé ne peut se faire sans des hommes compétents. On va donc s'employer à former dans la région en grand nombre des personnes hautement qualifiées aux nouvelles techniques informatiques. En outre, conscient des enjeux culturels et sociaux de cette troisième révolution industrielle, le Nord - Pas-de-Calais veut se lancer dans un vaste programme d'initiation à l'électronique, voire de diffusion de la culture et du savoir-faire informatiques.

Mis sur pied par le conseil régional, en collaboration avec l'académie, l'armée et le Centre mondial informatique et ressources humaines, ce programme fera l'objet d'un contrat entre l'Etat et la région.

Visant en priorité un public de jeunes des milieux scolaires (au niveau des collèges), de jeunes sans emploi et sans qualification, mais aussi plus largement la population dans son ensemble par le biais d'associations, il connaîtra dès l'automne prochain un début d'application.

L'académie de Lille a déjà équipé en micro-ordinateurs trente-neuf établissements scolaires qui sont de son ressort ainsi que quelques collèges. Les départements du Nord et du Pas-de-Calais figurent parmi les quinze retenus en France pour une opération à venir visant à équiper d'autres établissements scolaires et portant sur un total de six mille micro-ordinateurs. D'ici au début de l'année prochaine, les deux départements en auront reçu mille. Et d'ici à la fin du IX^e Plan, avec l'aide de la région, ce sont tous les établissements secondaires qui devraient être équipés.

Appel aux volontaires

Mais sans attendre, on va travailler, à partir de la prochaine rentrée scolaire, sur le matériel dont on dispose déjà. Les établissements équipés ouvriront largement leurs portes. Dès à présent, on va recenser les élèves des grandes écoles et les étudiants d'universités qui accepteraient de devenir des formateurs, des initiateurs en informatique.

Le professeur américain Raj Reddy est depuis le 31 mars le nouveau directeur scientifique du Centre mondial informatique et ressources humaines, fonction que ne désirent plus assumer le professeur Nicholas Negroponte (le Monde du 12 février). M. Reddy, docteur en informatique de l'université Stanford, est président de l'université Carnegie-Mellon, avec laquelle le Centre mondial a conclu un accord d'association. Les programmes scientifiques, les recrutements et les budgets lui sont soumis pour accord avant visa de M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, président. M. Reddy sera assisté d'un comité scientifique composé des professeurs Deutry, Lions Godelier et Ayensu.

L'indispensable deuxième alphabétisation

En présentant son plan « Micro-primer », au début des journées d'études consacrées aux Applications des nouvelles technologies à l'éducation multi-médias (ANTEM) organisées les 24 et 25 mars à Paris par le CESTA (Centre d'études des systèmes et des technologies avancées), M. Ron Jones, inspecteur pour la micro-électronique (Lille), Education Authority, Grande-Bretagne, a provoqué un choc. Car le Royaume-Uni a opéré un choix que beaucoup de pays, Etats-Unis et Japon exceptés, hésitent encore à faire.

Le gouvernement de M^{me} Margaret Thatcher a réussi, depuis juillet 1982, à installer dans vingt-sept mille écoles primaires des micro-ordinateurs. Les écoles ont reçu, sans bourse délier, ces petits appareils qui calculent, commandent, interrogent et répondent, car elles avaient rempli une condition imposée par les pouvoirs publics. Deux instituteurs s'étaient « autoformés » à l'aide d'un matériel d'apprentissage qu'ils pouvaient utiliser à domicile en trente heures de cours suivies de douze heures de stage. Près de cinquante-quatre mille instituteurs et institutrices ont accepté cette formation.

En France, le ministère de l'éducation nationale a prévu d'ajouter dix mille micro-ordinateurs avant un an aux quatre mille cinq cents déjà en service. Le Monde du 6-7 février. M. Alain Savary a assuré, à l'ouverture de ces journées, qu'en 1988 le système scolaire français disposera de cent mille micro-ordinateurs et de cent

mille éducateurs formés. Mais, pour l'instant, la quasi-totalité des matériels installés le sont dans l'enseignement secondaire.

Et cependant, s'il était un point d'accord chez les deux cent cinquante participants aux journées ANTEM, c'était bien le caractère de « tendance lourde », c'est-à-dire inéluctable, de la révolution électronique. Aussi tout l'enseignement devra-t-il être repensé. L'enseignement britannique devient, selon M. Ron Jones, le « gestionnaire du travail » des élèves qui apprennent entre eux avec le microprocesseur.

On l'a dit souvent, une culture inédite se façonne sous nos yeux. Une sorte de « défi de la deuxième alphabétisation », au dire de M. Egidio Pentararo, directeur des éditions électroniques Mondadori. Il exige réflexion et lucidité si l'on veut, comme M. Pierre Schmitz, du Club Méditerranée, que la machine ne perde pas « sa qualité de fabuleux outil-éclaireur du pouvoir doit être de nous aider à créer, inventer et guider le devenir de l'homme ».

Un défi qui réclame aussi une volonté et des moyens d'investissement. M. Bertrand Schwartz prédit que, si tous les enfants ne sont pas initiés à l'informatique, « si demain il n'y a que quelques-uns qui savent, on assistera à un nouveau partage de dominants et de dominés ». Cela coûte cher ? M. Schwartz s'obstine : « Et un million de jeunes dans la rue, ça coûte combien ? »

C. V.

Le Monde DE L'ÉDUCATION

NUMÉRO D'AVRIL

RÉUSSIR DANS LA VIE : LA MOBILITÉ SOCIALE

EN VENTE PARTOUT.

LE NUMÉRO : 10 F

UPA RENTRÉE 1983-1984 : PUBLIQUE - PRIVÉ

SARI Les Unités de Pédagogie Active SARI

Enseignement privé par des pédagogues qui ont obtenu que le débat est allé et que l'école n'est pas « l'île de Baran ». Assistent des cours de 2^e, 1^{re}, 2^e L, 3^e L, 4^e L, 5^e L, 6^e L, 7^e L, 8^e L, 9^e L, 10^e L, 11^e L, 12^e L, 13^e L, 14^e L, 15^e L, 16^e L, 17^e L, 18^e L, 19^e L, 20^e L, 21^e L, 22^e L, 23^e L, 24^e L, 25^e L, 26^e L, 27^e L, 28^e L, 29^e L, 30^e L, 31^e L, 32^e L, 33^e L, 34^e L, 35^e L, 36^e L, 37^e L, 38^e L, 39^e L, 40^e L, 41^e L, 42^e L, 43^e L, 44^e L, 45^e L, 46^e L, 47^e L, 48^e L, 49^e L, 50^e L, 51^e L, 52^e L, 53^e L, 54^e L, 55^e L, 56^e L, 57^e L, 58^e L, 59^e L, 60^e L, 61^e L, 62^e L, 63^e L, 64^e L, 65^e L, 66^e L, 67^e L, 68^e L, 69^e L, 70^e L, 71^e L, 72^e L, 73^e L, 74^e L, 75^e L, 76^e L, 77^e L, 78^e L, 79^e L, 80^e L, 81^e L, 82^e L, 83^e L, 84^e L, 85^e L, 86^e L, 87^e L, 88^e L, 89^e L, 90^e L, 91^e L, 92^e L, 93^e L, 94^e L, 95^e L, 96^e L, 97^e L, 98^e L, 99^e L, 100^e L.

INSCRIPTIONS OUVERTES. Écrire UPA SARI 68, av. René, 75116 PARIS. Tél. 720-36-80/720-44-38.

USA LANGUAGE

Cours collectifs, Début du nouveau trimestre : 11 avril. Tous niveaux • Cours collectifs tous niveaux • Médias Américains • Littérature Américaine • Atelier de théâtre • Coffee break • Cours pour les enfants • Etudiants : travaillez aux U.S.A. cet été grâce au programme "WORK and TRAVEL" COUNCIL CENTRE ODEON 1, place de l'Odéon 75006 PARIS Tél. : 634.16.10

MAURICE ARVONNY.

(Publicité)

APPRENEZ L'ALLEMAND EN AUTRICHE

UNIVERSITÉ DE VIENNE

COURS D'ALLEMAND POUR ÉTRANGERS

3 sessions de 11 juillet au 24 septembre 1983

Cours pour débutants et avancés (6 degrés)

Laboratoire de langues

Enseignements, soirées

Age minimum : 18 ans

Droits de cours et d'inscription : A.S. 2.250

(Dev. 525 FF) - Prix forfaitaire (inscription, cours, droit de 4 semaines) : A.S. 8.150 - Dev. 2.531 FF

Programme détaillé :

WIENER INTERNATIONALE

HOCHSCHULE

A 1010 WIEN - Université

(Change : d.f.c. 82)

MMMMMM... ET

1 MMM... je dois apprendre une langue le plus rapidement possible, mon avenir professionnel en dépend.

2 MMM... Je désire apprendre à mon rythme.

HERLONNE: 019.15.10 CHAMPS-ÉLYSÉES
75001 PARIS LA DÉFENSE: 77.68.16 NATHAN
371.11.34 OPÉRA: 742.13.34 PANTHÉON:
633.98.77 SAINT-LAZARE: 522.22.23
SAINT-GERMAIN-EN-LAIE: 373.73.01
VERSAILLES: 950.08.70

ZIIP BERLITZ.

1 Et ZIIP BERLITZ. Immersion totale: 2 à 6 semaines de leçons particulières, 9 heures par jour et 5 jours par semaine.

2 Et ZIIP BERLITZ. Leçons particulières ou semi-particulières à votre cadence.

Contrat: 40 jours d'immersion sans engagement de votre part.

BERLITZ
LE MONDE DE L'ÉDUCATION

هكذا من الأهل

POUR LA PREMIÈRE FOIS

Un diagnostic prénatal d'hémophilie est réussi en France

Pour la première fois en France, un diagnostic prénatal d'hémophilie majeure a pu être réalisé sur un fœtus de vingt semaines à l'hôpital Notre-Dame-Bon-Secours à Paris, dans le service du docteur Michel Chastier.

JUSQU'À présent, ces diagnostics pouvaient être réalisés qu'à l'étranger, à Londres notamment, pour les patientes françaises. Cette réussite a été rendue possible par la nouvelle technique de prélèvement direct de sang du fœtus, pratiquée par simple ponction échographique. Mise au point très récemment par les docteurs Fernand Daffos et Mariène Capella-Pavlovsky à l'hôpital Bon-Secours, cette technique facilite considérablement la conduite de nombreux examens prénatals.

L'hémophilie est une affection héréditaire qui se caractérise par une mauvaise fonction d'un gène qui commande la production de facteurs indispensables à la coagulation du sang (facteurs VIII).

Ce gène est porté par le chromosome X. L'existence de deux chromosomes X, venant l'un du père, l'autre de la mère, chez les femmes explique qu'elles soient « porteuses » de la maladie - qu'elles transmettent à leurs enfants - mais qu'elles n'en souffrent pas elles-mêmes. Les diagnostics chromosomiques X, intact, ont permis de confirmer l'infirmité du premier.

Une affection hautement invalidante

Les hommes, qui n'ont qu'un seul chromosome X, peuvent contracter cette infirmité. Les lois de la génétique, un enfant mâle sur deux d'une femme porteuse est atteint, selon qu'il a hérité du chromosome X de sa mère ou de son père.

Les progrès thérapeutiques ont permis une prolongation considérable de la vie des hémophiles qui atteignent tous aujourd'hui l'âge de procréer, ce qui donne au diagnostic anténatal un regain d'importance.

Leur traitement est conduit par administration du facteur VIII de coagulation manquant, sous forme concentré, ce qui coûte de 25 000 à 45 000 francs par an et par hémophile (il y en a environ cinq mille en France), à la charge - 100 % - de la Sécurité sociale.

Compter les hémophiles anglais qui viennent se faire soigner en France, dans leur pays, l'urgence d'éradication génétique et les principes de choix économiques n'autorisent pas un traitement par méthode.

En dépit de cette thérapie, l'hémophilie est une affection majeure, hautement invalidante en raison de lésions articulaires qu'elle entraîne.

Les « mères porteuses »

Le dépistage des « mères porteuses », puis, lorsqu'elles attendent un enfant, l'avortement éventuel des filles qui sont porteuses, et le « tri » des garçons, dont un sur deux sera normal, permettraient, théoriquement, l'élimination de la maladie.

Le diagnostic génétique, le dépistage permettrait aux couples ainsi frappés d'éviter la naissance d'un enfant malade, à la charge - 100 % - de la Sécurité sociale.

Il n'est pas exclu que les hémophiles puissent un jour d'une thérapie génétique. Mais les perspectives de remplacement du gène affecté par un gène sain sont encore très lointaines.

Il est que de telles thérapies ne sauraient résoudre le problème de la transmission de la maladie, c'est pourquoi le dépistage prénatal rencontre l'opposition de nombreux cliniciens.

Docteur E.-L.

NEW YORK
NEW YORK
AIRCOM SETI
25, rue la botte, 75008 Paris
tél. : 268.15.70 + LIC A962

A propos des enfants du distilbène

Les cliniciens auraient dû écouter les scientifiques

DANS 1924, Robert Courrier découvrait l'action des œstrogènes injectés à la mère de cobaye en gestation sur le développement de l'embryon : en 1932, R. Courrier et G. Gros, en France, la même année par des œstrogènes, provoquaient d'importantes modifications de l'appareil génital du fœtus. A partir de cette époque, les premières observations en même temps que se développent les recherches sur la différenciation sexuelle de l'embryon et sur l'intersexualité expérimentale.

C'est l'embryologiste Albert Raynaud (1) qui revient au grand mérite d'avoir apporté une contribution considérable, entre 1937 et 1963, sur l'effet tératogène des œstrogènes naturels et synthétiques dans l'embryogénèse de l'appareil génital et de la glande mammaire après injection à la souris gravide.

Toutefois, le problème du devenir chez l'adulte de ces malformations sexuelles et mammaires constatées chez le fœtus animal, après traitement de la mère par des œstrogènes, n'avait fait l'objet, jusqu'en 1961, que de très rares observations. Une telle étude a pu être réalisée sur la base de la technique de la souris, à partir de 1961 dans mon laboratoire, grâce à la technique de prélèvement des fœtus à terme par caesarienne de la mère traitée par les œstrogènes et de leur élevage par des nourrices. Conduite sous ma direction et celle d'Albert Raynaud, elle a donné lieu, entre 1963 et 1971, à diverses publications et à deux thèses de doctorat en sciences sur les malformations génitales et mammaires induites chez la souris par une action œstrogénique prénatale.

Quels furent les principaux résultats ? Les descendants mâles de souris traitées par l'œstradiol pendant la gestation présentent, à la

par le professeur PAUL DELOST (*)

puberté et à l'âge adulte, des malformations de l'appareil génital résumées par un pseudohermaphrodisme mâle. La fréquence de ces anomalies est proportionnelle à la dose d'œstrogènes injectée. De nombreuses publications et dans des réunions spécialisées, en France qu'à l'étranger, leurs conséquences pour la clinique humaine, sur lesquelles Albert Raynaud n'a cessé d'attirer l'attention depuis 1942, ont été reprises par l'Académie de médecine qui a accueilli son rapport en 1971.

Les observations réalisées dans le laboratoire de physiologie de l'Université de Clermont qui portent sur le devenir, chez les adultes, des malformations sexuelles et mammaires fœtales constatées chez la mère par les œstrogènes ont permis de constater, à la fois, la persistance de ces anomalies, à vingt-cinq ans, et la persistance de structures génitales mâles, à l'âge adulte.

Le développement de l'appareil mammaire est aussi profondément perturbé chez les descendants mâles de deux sexes après traitement de la mère par l'œstradiol.

Ces résultats obtenus chez les descendants adultes de souris confirment donc pleinement les expériences d'Albert Raynaud sur l'embryon. Ils ont l'avantage de montrer que, loin de régresser au cours du développement postnatal, les malformations induites chez l'embryon par les œstrogènes persistent à l'âge adulte.

(*) Professeur à l'U.E.R. de sciences de Clermont-Ferrand, docteur en médecine, docteur en sciences.

Les articles publiés dans le Monde (16, 18 et 20-21 février et 10 mars) à propos de l'action du distilbène sur la descendance nous ont valu, notamment, le témoignage d'un jeune homme qui désire garder l'anonymat et l'analyse d'un scientifique que nous publions ici.

TÉMOIGNAGE

Ai-je été un cobaye ?

J'AI lu votre article dans le Monde. Je suis directement concerné puisque j'ai subi en juillet 1974 (à l'âge de seize ans) une ablation totale de l'utérus accompagnée d'un traitement hormonal.

Jusqu'à présent, le chirurgien avait dit à ma mère que les « polypes cancéreux » de mon utérus étaient des « reliquats embryonnaires » et que cette affection était d'origine génétique (bien qu'il n'y ait jamais eu de malade ni dans la famille de ma mère ni dans celle de mon père).

J'ai appris dernièrement par des amis étudiants en médecine l'effet qu'a eu sur le fœtus dans l'utero le distilbène pris pendant la grossesse. J'en informai ma mère ; celle-ci questionna le chirurgien, qui m'expliqua qu'elle avait pris ce médicament durant ses grossesses (inscrit dans son dossier médical). Il n'avait pas voulu lui dire la vérité afin de pas la culpabiliser. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle il a suivi mes deux sœurs (l'aînée avait également des petites tumeurs du col utérin, mais beaucoup moins avancées que les miennes ; elle a eu deux enfants malgré les fausses couches et les grossesses difficiles. La benjamine ne présente rien d'anormal).

J'ai actuellement vingt-cinq ans et je vis avec un garçon de trente ans depuis plus d'un an. Nous désirons nous marier, et notre vœu le plus cher serait d'avoir un enfant. Je suis étonné, révolté, et je me demande : « erreur médicale » ou « erreur humaine » ? J'ai l'impression d'avoir été un cobaye. Ce n'est-il pas responsable de sentir n'être pas responsable de son infirmité ? J'ai dû porter depuis l'âge de seize ans une prothèse vaginale invalidante, car difficilement.

Il me faut enfin vous signaler que ma mère est diabétique et ce médicament lui a été prescrit d'office sans dosage préalable des hormones dans l'urine. Elle n'avait pas de pertes et sa grossesse n'était aucunement menacée d'interruption.

POINT DE VUE

Dieu que la démocratie est difficile !

par le docteur XAVIER FAVEREAU (*)

DANS l'unanimité actuelle régnant dans le milieu médical hospitalier, je voudrais faire connaître un avis divergent.

En effet, je n'ai pas voté la grave et je ne la voterai pas. Que mes collègues se rassurent. Pour eux comme pour moi, la liberté du travail est indivisible et je me plie à la décision majoritaire des assemblées générales. Je suis reconnu par la direction du C.H.R. comme gériatriste et je m'assure que le service minimal exigé par les malades.

Voici quelques remarques d'ordre moral, bien sûr, mais qui méritent d'être dites.

1) Cette grave politique, n'est pas un reproche, mais reconnaissance. Pour la première fois, nous ne sommes pas contre une mesure précise (comme lors du mouvement de l'an dernier), mais contre l'ambiance générale que susciterait le projet de venir (étatisation de la médecine, etc.). C'est une grave politique contre un pouvoir politique. J'ajoute que les médecins bien troublés.

2) La crainte de la suppression du clinat (sage mesure pourtant), ces deux ou quatre ans de fonction hospitalière universitaire, sans aucun débouché possible à l'heure actuelle. Mieux vaut un concours de post-internat avec des conditions nationales précises.

3) La recherche, en médecine, de l'appui des chefs de service hospitaliers. Pourtant, sur le plan des revendications statutaires, rien n'est fait.

commun : nous cherchons une situation, le médecin est un homme.

2) Ce mouvement est important. De toutes parts, on presse le monde moderne d'inventer les structures nouvelles afin de les réajuster. On nous propose : mobilité professionnelle, mobilité géographique, concours anonymes, rapprochement avec les autres milieux universitaires... Mais une intense réaction de frilosité nous saisit et nous préférons garder un mode de travail totalement dépassé : thésauriser normalement à vie sur un poste et en un lieu, chefs de service réagissant tout depuis le recrutement des médecins jusqu'aux travaux scientifiques, en passant par l'achat des crayons. Aucune entreprise privée ne résisterait à un tel étatisme !

3) Ce mouvement est inopportuniste : difficile de réclamer pendant des années un statut, une refonte des carrières médicales, un recrutement objectif, une formation locale, et de faire le gros dos devant leur mauvaise volonté. Pourquoi pour des réformes, surtout si sont utiles à la médecine ?

Il y a enfin une contradiction à être de gauche et médecin. Le pouvoir médical existe, demandez-le aux malades. Tout médecin, quel qu'il soit, participe à ce pouvoir. Tout gouvernement s'y attaquant rencontrera bien des résistances.

Dieu, que la démocratie est difficile !

(*) Assistant-chef de clinique, C.H.R. de Clermont.

Paul Milliez

Du bon usage de la vie et de la mort

170 pages 48F Fayard

Photo Daniel Bordinat

LOTO

PROCHAIN TIRAGE
clôture des jeux
mercredi après-midi

Clomer 1

(Publié)

GUIDE VERT DES PLANTES MÉDICINALES

ROBERTO CHIEI - Photographies de GIUSEPPE MAZZA

A une époque où les remèdes qui pèsent sur la nature sont multiples, on assiste à un retour d'une large part du public vers les méthodes « naturelles ». Survient dans ce contexte, le **GUIDE VERT DES PLANTES MÉDICINALES** analysant avec précision la médecine des vertus des plantes et proposant au lecteur une étude détaillée qui lui permet jusqu'à la découverte des espèces les plus rares.

L'histoire et la technique de l'herboristerie, l'homéopathie et l'aromathérapie sont traitées dans 334 fiches, comportant chacune une rubrique Famille - Description - Parties utilisées - Composés chimiques - Propriétés - Mode d'emploi - Particularités, et accompagnées d'une photographie, permettant au lecteur une identification facile et rationnelle.

Un ouvrage très soigné, indispensable à tous ceux qui désirent, au-delà d'une simple vulgarisation, approfondir la connaissance de la nature et y puiser un équilibre vital. 90 F.

Editions SOLAR

VALMONT

clinique médicale

OUVERTE TOUTE L'ANNÉE, 1823 GLION-S.-MONTREUX (Suisse)
à 1 h. Genève - Tél. 1941-2/1634851 (10 lignes) - Tél. 463.157
600 m d'altitude, face au lac Léman, climat doux, grand parc en dehors de toute circulation routière publique, à proximité de Montreux. Clinique de pathologie interne organisée pour les traitements des affections nécessitant des soins médicaux réguliers, une diététique individuelle, du repos et de la tranquillité. Centre de cardiologie. Physiothérapie - Kinésithérapie - Electrothérapie - Hydrothérapie - Electrocardiographie - Rayons X - Examens

TOUTS SOINS PAR ÉQUIPE MÉDICALE RÉPUTÉE

مكتبة الأصيل

OPERA
DE PARIS

**SOCIÉTÉ DE BALLET
CONTEMPORAINS**

DU 8 AU 22 AVRIL 1983
CITÉRIEUX MONDIALES

ALVIN AILEY
"AU BORD DU PRÉCIPICE"

ANDREW DE GROAT
"NOUVELLE LUNE (C.A.D.)"

OPERA AU PALAIS GARNIER

GLEN TETLEY
"VOLONTARIUS"

AVEC
LES ÉTOILES ET LE BALLET DE L'OPERA DE PARIS

PRIX DES PLACES : 15 A 180 F - RENSEIGNEMENTS : 742.57.50

**POUR LES SALLES
VOIR LIGNES PROGRAMMES**

UNE GIFLE (Sov. v.a.) : **Clément** ■
(544-28-80).

LES UNES ET LES AUTRES (Fr.) :
Pamont-Montmartré, ■ (606-34-25).

VICTORY VICTORIA (A. v.a.) : St-
Michel 5 (326-79-17) ; Elysée-Lincoln,
8 (359-36-14) ; V.I. : François 3 (770-
33-88) ; Montparnasse, 14* (327-52-37).

**Y'A-T-IL ENFIN UN PILOTE DANS
L'AVION ?** (A. v.a.) : Clot-Beaubourg,
8 (326-79-17) ; Publicité Saint-Germain 6 (325-
79-17) ; Le Paris 8 (359-59-49) ; Para-
mont City, ■ (562-45-76) ; V. :
Pamont-Marièveux (296-80-40) ;
U.C.S. Opéra, 2 (261-50-32) ; Para-
mont Opéra, 8 (327-47-94) ; Alex Lié-
dor, ■ (770-40-04) ; Pamont-Bastille,
12 (343-79-13) ; Pamont-Galaxie,
15 (580-18-03) ; Pamont-Montparnasse,
14 (329-90-10) ; Pamont-Opéra,
14* (■ 50-45-91) ; Convention
■ : Charles, 15 (573-33-04) ;
Pamont Malliot, 17 (758-34-24) ; Les
Lions, 17 (322-47-94) ; Pamont
Montmartré, 18 (606-34-25).

YOL (Turc. v.a.) : ■ Juliette-Parnasse,
6 (325-38-00) ; v.f. : Capri, 2 (508-
11-69).

Les grandes reprises

L'AVVENTURA (It. v.a.) : Olympic
L'Azambour, ■ (633-97-77).

LE SAISIR DU TUEUR (A. v.a.) :
Olympic Saint-Germain, 6 (222-87-33) ;
Olympic Opéra, 10 (561-10-60).

BAS ET MASQUE (A. v.a.) : ■ :
Christine, 6 (325-47-46).

LA BÊTE (Fr.) : U.G.C. Opéra, 2
(261-50-32) ; Rotonde, ■ (808-08-22) ;
Ermitage, 6 (359-13-71).

CABARET (A. v.a.) : ■ Montambres, 5
(354-34-42).

CERTAINS L'AIMENT CHAUD (A.
v.a.) : Action Christine (Bis), 6 (325-
47-46).

DEEP END (Ang. v.a.) : Studio de la
Haine 5 (354-23-52).

DELIVRANCE (A. v.a.) : Opéra-
Night, 2 (296-62-56).

LE DERNIER MÉTRO (Fr.) : Capri, 2
(508-11-69) ; Parismiens, 14 (329-
83-11).

EMMANUELLE (Fr.) (■) : Pamont-City,
8 (562-45-76).

LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) :
Rondeau, 10 (561-10-60).

L'ÉPOUVANTAIL (A. v.a.) : Opéra-
Night, 2 (296-62-56).

L'EMPIRE CONTRE-ATTQUE (A.
v.a.) : Danton, 6 (329-42-62) ; Olympic
Balzac, 8 (561-10-60) ; Maritz, 7
(329-42-62) ; Opéra-Paradise, 10
(561-10-60) ; v.f. : Bés, 2 (236-
37-77) ; v.f. : ■ (329-42-62).

Les grandes reprises

L'AVVENTURA (fil. va.) : Olympic
L'Assommoir, 3 (1897-77) ;
LE BAISER DU TUEUR (A., va.) :
Olympic Saint-Germain, 6 (222-87-33) ;
Olympie Balzac, 6 (561-10-40).
BAS EN MASQUES (A., va.) :
Châtelet, 6 (325-47-46).
LA BÊTE (P., ***) : U.G.C. Opéra,
2 (261-50-32) ; Rotonde, 6 (633-08-22) ;
Ermitage, 6 (359-15-71).
CABARET (A., va.) : Moetambour, 3
(324-42-34).
CANTONNEMENT L'AMANT CHAUD (A.,
va.) : Antoinette Claracine (Bis), 6 (325-
47-46).
DEEP END (Ang., va.) : Studio de la
Harpe, 5 (634-23-52).
DELIVRANCE (A., v.f.) (*) : Opéra-
National, 6 (325-47-46).
LE DERNIER MÉTRO (Fr.) : Capit., 2
(208-11-69) ; Paraisinet, 14 (329-
23-11).
EMMANUELLE (P., ***) : Paramount-
City, 6 (562-45-76).
LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) :
Renaissance, 6 (325-47-46).
L'ÉPOUVANTAIL (A., va.) : Opéra-
Night, 2 (295-62-56).
L'EMPIRE CONTRE-ATTAQUE (A.,
va.) : Danton, 6 (329-43-62) ; Olympic
Balzac, 6 (561-10-40) ; Maricrta, 6
(561-10-40) ; Comptoir, 6 (325-47-46).
L'ÉPIQUE (A., va.) : U.G.C. Bds, 2 (236-
37-71) ; 7-11, 2 (325-47-46).

COMÉDIES ET PROSA

**PAULINE
À LA
PLAGE**

ETWING HOMMER

MERCREDI

LE DERNIER COMBAT



PIERRE JOLIVET
JEAN BOUISE
PAUL BOCCARD
ANATHE

CINEMASCOPE

LE I

MAQUILLAGE

MAQUILLAGE

ALLER-RETOUR

HONG. KONG
NEW. YORK
LA TUNISIE
LE SENEGAL

28F TOUT
COMPRIS

AVEC

COLUCHE
EN PRIME
DANS
BAZZA!

MERCREDI
LE RÊVE DES ANNÉES 50...

MIDN-MIDN

ISABELLE HUPPERT
GUY MARCHAND
UN FILM DE
DIANE HURYS

"COUP DE Foudre"

JEAN-PIERRE BACH *2007* **TRAGE MANS** *2007* **TRAGE MANS**

- MERCEDES

DANIEL THÉRRY PASCALE
AUTEUIL · LHERMITTE · ROCARD

LINDIC

ROGER BORNICHE
DIDIER DECOIN SERGE LEROY

MERCREDI
 BENOÎT AMYON présente
 MARLENE JOBERT BRUNO CREMER JACQUES VILLERET
 avec
 JEAN-PAUL COUSTAUD
 et
 JEAN-PIERRE DUBAIL
 et
 JEAN-PIERRE RYCK
Effraction
 une production de Patrick Pignatelli

Le Monde
vous invite au
3^e SALON DU LIVRE
GRAND PALAIS (Paris) 15-20 avril 1983



*1000 invitations seront offertes à nos lecteurs et envoyées au
fur et à mesure des demandes.*

Retourner le bon au MONDE « Salon du Livre »
Ph. DUPUIS - 5, rue des Italiens, 75427 Paris-Cedex 09
Joindre une enveloppe autocollante (non timbrée) avec nom
et adresse.

invitation pour 1 personne

14-21) : U.G.C. Bonlieux, 19 (246-64-75) ; U.G.C. de Lyon, 12 (347-37-57) ; Paramount Calais, 15 (380-18-03) ; Muzul, 16 (551-59-75) ; Imago, 16 (523-47-04) ; Scopylan, 19 (272-28-04).
LE CRISTEAD (A. v.o.) : Bourdail, 12 (707-28-04).
L'AMIE TATOUË (Jap., v.o.) (*) : Ema, 19 (607-57-61).
FITZCARBERRY (ALL. v.o.) : Luenauer, 15 (554-32-73).
LE FLEUVE SAUVAGE (A. v.o.) : Studio Centrestar, 3 (325-78-37).
FRANKENSTEIN JR (A. v.f.) : Opéra-Night, 2 (296-62-56).
HARRY POTPIN (A. v.o.) : Champso, 3 (254-51-50).
LE GUÉPARD (IL. v.o.) : Ramnigh, 16 (—).
JESUS DE NAZARETH (IL. v.f.) : (1^{re} partie), 22 (Part. 2), Grand Proval, 15 (554-32-73).
KEY LARGO (A. v.o.) : Champso, 3 (254-51-60).
LE LAUREAT (A. int.) : Quartier Latin, 5 (324-84-23).
MACADAM COW BOY (A. v.o.) : Studio Centrestar, 3 (325-78-37).
MIDNIGHT EXPRESS (A. v.f.) (*) : Opéra-Night, 2 (296-62-56).
LE MÉLODIE DU BONHEUR (A. v.f.) : Grand Proval, 12 (554-46-83).
LE M. A TRENTE ANS (Fr.) : Saint-Ambroise, 11 (700-39-16).
LE MYSTÈRE PICASSO (P.) : 14 Juillet, 12 (357-40-00).
 14 Juillet Bastille, 11 (357-40-00).
PINOCCHIO (A. v.f.) : Grand Rex, 2 (243-83-93) ; U.G.C. Montparnasse, 6 (554-46-37) ; U.G.C. Odéon, 6 (325-78-37) ; Royal, 2 (262-82-90) ; Émirage, 6 (335-15-71) ; U.G.C. Gobelins, 12 (359-23-44) ; Mistrail, 14 (339-32-45) ; Magic, 15 (328-20-64) ; Opéra-Night, 2 (296-62-56) ; Napoléon, 7 (380-41-46).
PORTIER ! NUT! (IL. v.o.) : Olympia-Halla, 6 (278-34-15) ; Elysées Lido, 12 (352-16-15) ; Parisienne, 14 (320-30-19) ; V.F.J. (—) (235-54-38).
SEPT ANS DE RÉFLEXION (A. v.o.) : Action Christie, 6 (325-47-46).
LE SEPTIÈME JOUR (A. v.f.) : Opéra-Night, 2 (296-62-56).
LA SOLITUDE DU COUREUR DE FOND (Ang. v.o.) : Logos, 5 (254-26-32) ; Olympia, petite salle, 14 (562-61-42).
LA STRADA (IL. v.o.) : Cinochea St-Germain, 6 (633-10-82).
LES SEPT SAMOURLU (Jap. v.o.) : Action Christie, 6 (325-47-46).
SUITE D'UN VAGABOND (Roumain / en crétienne) : (A. v.o.) : Ancasia, 17 (764-97-83).

MERCREDI
MERRY GO ROUND
LE NOUVEAU FILM DE
JACQUES RIVETTE
AVEC MARIA CHANDEL
ET
AND DALLAS-ANDERSON

L'Agence centrale parisienne de presse
ferait appel à R.T.L. et à R.M.C.

هـ: زاحن الملا

LÉGION D'HONNEUR

Nous publions la fin de la liste des promotions dans l'ordre de la Légion d'honneur commencée dans le Monde du 5 avril :

RELATIONS EXTERIEURES

PROTOCOLE

Est promu commandeur :

M. Raymond Pélard, administrateur de sociétés aux Etats-Unis.

Sont promus officiers :

M. Jacques Duprey, écrivain ; M. Marie-Gérard, conseiller français de la Laiterie (Saint-Sigis) ; M. Emile Jais, entrepreneur de travaux publics (Belgique) ; Alexandre Nost, professeur honoraire (Monaco).

Sont nommés chevaliers :

M. André Bourgeois, directeur honoraire de compagnie d'assurances (Suisse) ; R.P. Jean-Baptiste Chérière, missionnaire (Zambie) ; Mme Marie Delastre (née Cécile), supérieure de congrégation (Brésil) ; R.P. Germain Duménil, président d'association d'universités (Suisse) ; M. Georges Lath, administrateur de sociétés (Venezuela) ; Mme Lucie Heitzmann, infirmière (Maroc) ; Mme Denise Marzloff, supérieure des sœurs infirmières à Nagpur (Inde) ; M. Pierre Minnie, directeur de galerie d'art (Etats-Unis d'Amérique) ; Yves Nouvel de la Flèche, délégué général d'une société industrielle pour la Tunisie (Tunisie) ; Albert Sourdis, directeur, directeur en chef, éditeur de publications (Autriche).

DEFENSE

Est promu commandeur :

M. Yves Bonnard, ancien inspecteur général d'une société nationale.

Sont promus officiers :

M. François Arène, directeur technique dans une société ; Raoul Roger, directeur des personnels et des affaires générales de l'armement.

Sont nommés chevaliers :

M. Paul Albert, pilote d'essai ; André Chevance, ingénieur dans un centre d'essai ; Bernard Diehl, directeur financier dans une société ; Philippe Fierro, directeur adjoint d'une division dans une société nationale ; Aimé Maury, professeur agrégé ; Paul Mingot, chef de service en chef de classe en chef ; André Monory, ingénieur technique d'essai de laboratoires ; Raymond Santini, conseiller maître à la Cour des comptes.

ANCIENS COMBATTANTS

Sont promus officiers :

M. Jean Hocquard, directeur départemental de l'Association R.N. et D. de la 2^e D.B. ; Claude Renaud, président départemental de l'Union nationale des anciens combattants ; M. René David, secrétaire général adjoint de l'Association des mutilés des yeux de guerre ; René Dormois, président de l'Union nationale des anciens combattants de la 2^e D.B. ; André Manard, vice-président départemental de l'Union nationale des associations de déportés ; René Pernod, président régional de l'Union des aveugles de guerre ; Alphonse Thury, vice-président d'une section des mutilés militaires ; M. Georges Vachon, vice-président de l'Association des anciens de la 2^e D.B. ; M. Albert Wingertz, président de l'Union nationale des prisonniers de guerre internés en Suisse.

Sont nommés chevaliers :

M. Odette Klein, vice-présidente nationale de l'Union nationale des anciens combattants de la 2^e D.B. ; M. Georges Cabane, commandeur aux commandes de l'Association nationale des mutilés de la Résistance ; Julien Caron, membre du comité directeur de la Fédération des anciens combattants de Paris ; M. Claude Castagna, membre du conseil de l'Association nationale des anciens combattants ; M. René David, secrétaire général adjoint de l'Association des mutilés des yeux de guerre ; René Dormois, président de l'Union nationale des anciens combattants de la 2^e D.B. ; André Manard, vice-président départemental de l'Union nationale des associations de déportés ; René Pernod, président régional de l'Union des aveugles de guerre ; Alphonse Thury, vice-président d'une section des mutilés militaires ; M. Georges Vachon, vice-président de l'Association des anciens de la 2^e D.B. ; M. Albert Wingertz, président de l'Union nationale des prisonniers de guerre internés en Suisse.

DEPORTÉS ET INTERNÉS DE LA RESISTANCE

Est promu commandeur :

M. Edmond Bernard, interné et résistant.

Sont promus officiers :

MM. Alphonse Katin, interné et résistant ; Jacques Levy, interné et résistant ; Louis Morand, interné et résistant.

Sont nommés chevaliers :

MM. Maurice Burszyna, interné et résistant ; Henri Chaillet, interné et résistant ; Robert Kling, interné et résistant ; René Lamy, interné et résistant ; André Levy, interné et résistant ; Borislaw Szybara, interné et résistant.

AGRICULTURE

Est promu commandeur :

M. Pierre Mainguy, président de syndicat professionnel.

Sont promus officiers :

MM. Jean-Pierre Monod, propriétaire exploitant ; Cyrille Nallet, directeur honoraire de la Caisse régionale du crédit agricole.

Sont nommés chevaliers :

MM. Henri Bouvier, secrétaire général de la commission nationale internationale ; Robert Charpentier, vétéran ; Pierre Chervy, directeur départemental de l'agriculture ; M. Marie Mesnier, agricultrice retraitée ; M. Jean Gosselin, président de coopérative agricole ; M. Mariette Esnel, exploitante agricole ; M. Albert Molle, directeur honoraire de chambre d'agriculture.

INDUSTRIE ET RECHERCHE

Sont promus commandeurs :

MM. François Delle, P.D.G. de L'Oréal ; Charles Fehrenbach, directeur de l'Observatoire de Haute-Provence.

Sont promus officiers :

MM. Jacques Delorme, vice-président de l'Office européen des brevets ; Albert Delraz, maître-assistant, Paris-IV ; Jacques Gabor, ancien chargé de mission au ministère ; Emmanuel de Robien, directeur dans une compagnie d'information.

Sont nommés chevaliers :

M. Pierre Bouvalot, directeur de la propriété industrielle dans un groupe de sociétés ; M. Suzanne Pauthier, professeur à l'Ecole supérieure de physique et de chimie industrielles ; M. Max Costa, maître de recherche en laboratoire d'électrochimie interfaciale du C.N.R.S. ; Xavier Fluck, directeur d'une société de fabrication de carbone de calcium ; Henri Jourdain, ancien secrétaire d'une fédération nationale de travailleurs de la métallurgie ; René Languier, P.D.G. de sociétés de matériaux d'isolation ; Jean Lespès, directeur général de sociétés minières ; Jean Martin, directeur de recherche au C.N.R.S. ; M. Micheline Martin, agent supérieur au ministère ; M. Jean Michel, directeur adjoint d'une société de production et de distribution d'eau et d'énergie ; Jean-François Théry, directeur de la politique générale au ministère.

P.T.T.

Est promu commandeur :

M. André Savennec, ingénieur général des télécommunications.

Sont promus officiers :

MM. Henri David, directeur général de Sotelec ; Henri Longueque, inspecteur général à l'Administration centrale.

Sont nommés chevaliers :

MM. Robert Borel, directeur départemental adjoint à la direction des postes de Paris ; François du Castel, directeur adjoint du Centre national d'études des télécommunications ; André Desloges, administrateur à l'Administration centrale ; M. Elise Fléchet, ancienne surveillante en chef ; M. Jean-Pierre Housin, ingénieur général de la direction des télécommunications des réseaux extérieurs ; Emile La Belle, chef de section à l'Administration centrale ; M. Camille Mignot, ancien contrôleur divisionnaire ; M. Henri Penzin, directeur d'établissement principal à Lille ; Alain Profit, directeur à l'Administration centrale ; Marcel Puyat, ingénieur à Poulley (Landes) ; Michel Redon, ancien préparé chef ; Paul Tatin, chef de centre des télécommunications à la présidence de la République.

ENERGIE

Est promu officier :

M. Roger Desaut, P.D.G. de la Compagnie générale de géophysique.

Sont nommés chevaliers :

MM. Jean Hentschel, directeur adjoint à E.D.F. ; Maurice Magliere, directeur conseil aux Houillères du bassin de la Loire ; Eugène Maurin, directeur général des Houillères du bassin de Lorraine ; Maurice Mazza, ancien superintendant dans une société de produits pétroliers ; Pierre Simonet, directeur général adjoint d'une société de produits pétroliers ; Jean Virel, chargé de mission auprès du directeur des services financiers et juridiques d'E.D.F.

EDUCATION NATIONALE

Est promu commandeur :

M. Claude Collard, professeur d'université honoraire.

Sont promus officiers :

MM. Bernard Belloc, directeur adjoint de la Mutuelle assurance des instituteurs de France ; Robert Blanchon, inspecteur général de l'éducation nationale ; André Mandouze, professeur à l'université Paris-Sorbonne.

Sont nommés chevaliers :

M. Jacqueline Bellas, maître-assistant à l'université de Toulouse-Le Mirail ; M. César Chénier, professeur d'enseignement général honoraire ; Roméo Della-Riva, ouvrier professionnel à l'université ; Grenoble-II ; M. Joëlle Fradette, médecin, conseiller médical au ministère ; Denise Galloy, inspecteur de l'information et de l'orientation ; MM. Marc Fromion, chargé d'enseignement d'éducation physique à l'inspection académique de Meun ; Pierre Lherbier, professeur agrégé à Reims ; Roland Lucien Omnes, président de l'université d'Orsay-Paris-XI ; Alexandre Papadopoulos, maître-assistant à l'université Paris-I ; André Pénin, inspecteur départemental honoraire de l'éducation nationale ; Jean Peron, directeur des services départementaux de l'éducation nationale du Finistère ; Michel Pimbert, directeur d'école honoraire ; René Pomes, directeur d'école à Perpignan ; Emile Ruellina, maître ouvrier au lycée Raymond-Naves, à Toulouse ; M. Jane Guille des Buttes, professeur honoraire ; M. Daniel Widlicher, professeur titulaire à Paris-VI.

Sont nommés chevaliers :

MM. Serge Combescure, vice-président au tribunal de Clermont-Ferrand ; Pierre Demozay, directeur d'une société d'aménagement rural et urbain ; M. Marie-Antoinette Elma, d'administration principal ; M. Rénion ; M. Denise Le Besnerais, agent contractuel à l'administration centrale ; MM. Alfred Maria, directeur d'une société d'H.L.M. ; Ernest Prodhomme, architecte ; Roger Rémond, président d'organismes H.L.M. ; Gérard Thurnauer ; Félix Vesperini, chef adjoint de la mission de contrôle des prêts logements.

COMMERCE ET ARTISANAT

Sont promus officiers :

MM. Albert Iglz, gérant de sociétés ; René Jaquet, président de la fédération France-Drogues.

Sont nommés chevaliers :

MM. Prosper Amoyal, directeur général de sociétés ; Gustave Béranger, boulanger ; Paul Gilles, président de la chambre de métiers de Vaucuse ; M. Jacqueline, liseur de dessins ; André Lavray, artisan menuisier ; Georges Meyer, vice-président-directeur général de sociétés ; Marc Roulet, président national du Syndicat des gérants de bureau de station-service ; Louis Wirth, maître tailleur.

TEMPS LIBRE, JEUNESSE ET SPORTS

Sont promus officiers :

MM. Marc Gilbert, directeur de l'administration au ministère ; M. W. directeur du Centre de coopération culturelle et sociale.

Sont nommés chevaliers :

MM. Joseph Charlot, directeur régional temps libre à Nantes ; François Dauter, ancien directeur d'une association de jeunesse ; Roger Delaubert, inspecteur général ; Raoul Gattegno, président honoraire de la Fédération sportive et gymnique du travail ; René Heise, président régional des clubs Léo-Lagrange ; Yves Noël, directeur au la tour de l'équipe de France de rugby en Argentine ; Alphonse Taravello, président d'un club d'aviron.

Le premier ministre :

M. Jacques Puyrard, membre si commission nationale de planification.

TOURISME

Sont nommés chevaliers :

MM. Maurice Benoit, directeur adjoint du P.D.G. d'une compagnie française ; Edouard Lacroix, directeur du tourisme ; Claude Marin, directeur général adjoint d'une agence d'informations.

URBANISME ET LOGEMENT

Est promu commandeur :

M. Fernand Dumas, ancien P.D.G. d'une société d'ingénierie.

Sont nommés officiers :

MM. Pierre Gazel, décorateur ; Georges Laville, entrepreneur de travaux publics en retraite ; René Mayer, ancien directeur général du Centre scientifique et technique du bâtiment.

TELEX PARTAGE

ETRAVE SERVICE TELEX / PARIS 3 345.21.62

Le Monde

DOSSIERS ET DOCUMENTS

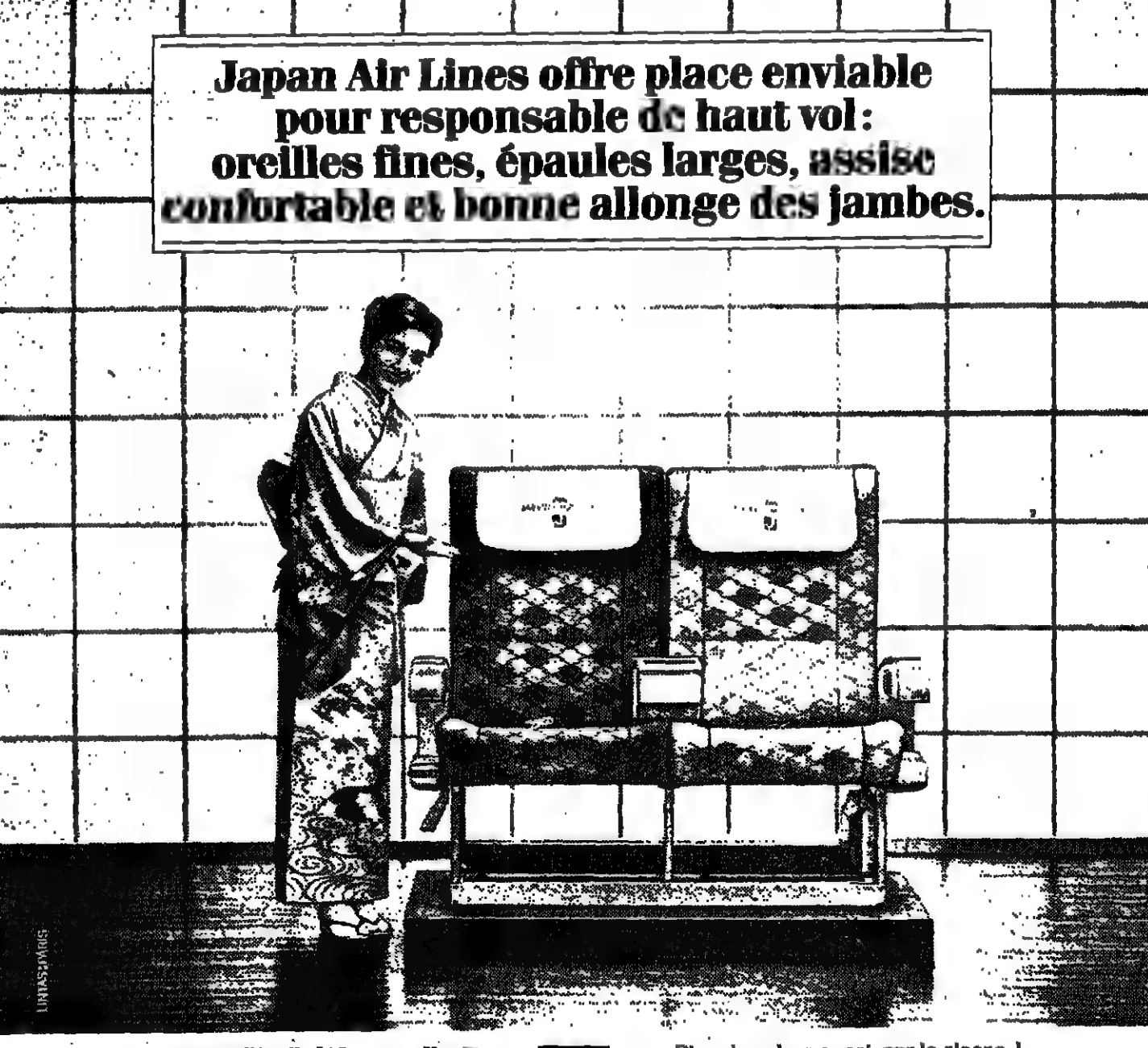
LES ÉLECTIONS MUNICIPALES DE MARS 1983

L'avertissement à la gauche

Les résultats et les commentaires
La campagne et les enjeux
Les portraits des nouveaux maires
La mise en place de la réforme communale

UNE BROCHURE DE 140 PAGES
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX ■ F

Copies Couleurs
sur film ou sur photo, qualité
ETRAVE 31 14 De Paris-12e 147.21.32



Japan Air Lines offre place enviable pour responsable de haut vol : oreilles fines, épaules larges, assise confortable et bonne allonge des jambes.

A partir d'avril, JAL vous offre ■ possibilité ■ voyager d'une façon ■ plus ■ confortable en créant une nouvelle classe : la classe J, proposée à tous ceux qui sont bien assis dans leur vie professionnelle et qui veulent aussi une meilleure place pour leur voyage d'affaires.

Dans cette classe séparée, JAL propose des rangées de huit fauteuils seulement, ■ plus d'espace ■ de confort, des accoudoirs doubles, des repose-pieds, de nouveaux écouteurs électroniques et plus de place pour les bagages à main.

JAPAN AIR LINES

Plus de calme aussi. ■ la classe J contiendra moins de passagers grâce à la suppression de 20 % de sièges.

JAL ■ ainsi la seule compagnie à vous offrir autant de possibilités de Paris ■ Tokyo : ■ lits et ses fauteuils inclinables ■ 1^{re} classe, la classe J, la classe affaires et la classe touristique. et bien sûr un service attentionné qui nous vaut dans le monde entier, la réputation de ne rien laisser au hasard.

Les petites attentions font les grands vols.

Le Monde
Service des Abonnements
75477 PARIS CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23
ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 12 mois

FRANCE
341 F 354 F 767 F 900 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
801 F 1074 F 1547 F 2028 F

ÉTRANGER
(par mandat postal)
L - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAIS-BAS
381 F 634 F 887 F 1140 F
L - SUISSE, TUNISIE
454 F 779 F 1105 F 1430 F

Par voie aérienne
Taux sur demande.
Les abonnements qui paient par chèque postal (avis, virements) doivent être envoyés à leur demande.
Changements d'adresse définitifs ou provisoires (doux mandats ou plus) : les abonnés sont invités à formuler leur demande au service des abonnements pour leur être envoyés.
Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.
Veuillez avoir l'obligeance de régler tous les sous-projets en espèces d'urgence.

	Le 1er	Le 1er
D'EMPLOI	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	151,80	161,67

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES	Le 1er	Le 1er
D'EMPLOI	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

emploi régionaux emploi régionaux emploi régionaux emploi régionaux

Fonction Personnel : un juriste spécialisé ouverture et dialogue...

OREGA, unité industrielle de 1000 personnes située à AUXONNE (21), réalise les composants électroniques des téléviseurs de THOMSON BRANCHE PUBLIC.

Adaptée à sa personnalité propre, la politique sociale qui s'est menée rejoint celle du Groupe : ouverture, négociation, information. Une politique avancée nous entendons poursuivre le concours RESPONSABLE DU PERSONNEL, recherché aujourd'hui.

Rattaché au Directeur du Personnel, ses responsabilités sont : l'intégrité de la fonction : recrutement, formation, gestion intégrée et prévisionnelle des effectifs, relations avec les partenaires sociaux.

Pour mener à bien ces tâches, il est indispensable de trouver à la fois :

- une formation supérieure JURIDIQUE, doublée d'une excellente connaissance du milieu social,
- une expérience de la conduite des hommes en milieu industriel (en direct ou en second).

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) à :

THOMSON BRANCHE PUBLIC - 74, rue de Surmelin - 75020 PARIS.

Organisme d'études Normandie

SOCIOLOGUE

Avoir une connaissance de LA COMPLEXITE DES PHENOMENES sociaux, d'une pratique de la sociologie d'études urbaines (soit à caractère général, soit menées dans le cadre d'opérations d'urbanisme : H.V.S., C.P.A.M., équipements de quartiers...).

- Niveau scolaire minimum : Baccalauréat
- Expérience indispensable : 3 ans
- Faculté d'enseignement ou d'investigation
- Bonne du dialogue
- Intégration à l'équipe pluridisciplinaire
- Travail en milieu urbain avec services municipaux et administrations
- Disponibilité immédiate.

Envoyez lettre avec C.V., tous n° 038-5718 M, 88 bis, rue Réaumur, Paris-2°.

Spécialiste vernis bois 200.000 F

Ingénieur d'application - Une entreprise strasbourgeoise en pleine expansion (+ 25% par an, chiffre d'affaires de 40 millions de francs), fabriquant et appliquant des vernis pour bois, cherche son ingénieur d'application. Rendant compte à la direction générale et au directeur d'application, il assure la grande autonomie, il est responsable technique d'une clientèle d'industriels du bâtiment répartie sur l'ensemble de la France, en liaison avec la direction commerciale, la contacte avec les clients, analyse leur problème et il leur propose des solutions possibles. Il assure la formulation des produits neufs, en liaison avec le laboratoire, assure la mise au point et la supervision des produits. Il assure la mise au point et la supervision de l'application du produit sur le terrain, l'objectif de l'ingénieur étant de bien sûr d'apporter une présence auprès du client, et par là, une progression du chiffre d'affaires. Il aura à sa disposition par l'expérience ou la formation un ingénieur, avec qui il aura à 30 ans minimum à faire valoir obligatoirement une expérience approfondie de la fabrication et de la mise au point des vernis pour bois. Ce poste exige donc une bonne connaissance de la chimie et une connaissance qui s'exprime de façon technique en fonction de sa mission. Il rajoute une voiture au fonction. Il rejoindra une entreprise dynamique où il aura une importante responsabilité. Ecrire à R. SPIELER, Ingénieur.

Aucun renseignement ne sera communiqué sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
3, quai Kléber - 67055 STRASBOURG Cedex - Tél. (88) 32.01.34

Agences : Strasbourg - Fribourg - Lille - Lyon - Metz - Paris - Toulouse

Chef du Personnel de nos Etablissements du Nord

Notre domaine d'activité, l'informatique distribuée, connaît un très fort développement. Nos perspectives de croissance sont considérables et l'effectif de nos équipes va par conséquent croître. C'est pour cette raison que nous recherchons un nouveau chef de personnel. C'est incontestablement un homme expérimenté que nous voulons.

A 35 ans environ, il a une expérience à un poste comparable au nôtre y compris les relations avec les partenaires sociaux.

Pour plus d'informations nous prions d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et prétentions) à l'agence DESSEIN 69, rue de Provence - 75009 PARIS, en précisant la référence 4396 M.

DIRECTEUR D'USINE

Lieu : ROUEN. Age min. : 40 ans. Formation : ingénieur textile ou équivalent. Langue allemande souhaitable. Expérience minimum 5 à 10 ans.

Rémunération selon expérience.

Envoyez C.V. + photo + lettre de motivation à : M. J. B. 202, 75424 PARIS 12°.

IMPORTANTES Cliniques Mutochère ST-ETIENNE recherche AIDE-ANESTHESISTE Poste fixe de suite. Avenir, conventions collectives 1981. Ecr. à R. SPIELER, Ingénieur.

chef de bureau études et méthodes 200.000 F +

VILLE UNIVERSITAIRE SUD-OUEST

Le Groupe industriel français fabriquant et appliquant des produits de grande consommation, leader dans sa profession, cherche le Chef de Bureau Etudes et Méthodes de son unité de production du Sud-Ouest (1.000 personnes).

Dependant de la Direction Technique (80 personnes), il aura dix collaborateurs et a pour mission de :

- Collaborer avec le bureau d'ingénierie du Groupe, à la construction d'une extension importante de l'établissement (30 millions de Francs d'investissement).
- Participer aux études d'investissements usine (machines, bâtiments) et fixer les normes techniques d'achat.
- Elaborer les gammes de production (plusieurs centaines), et procéder aux études de postes et d'organisation du travail.

Ce poste convient à un ingénieur A.D. ou équivalent, ayant acquis une expérience dans les industries agro-alimentaire, pharmaceutique, automobile ou petite mécanique. Il peut devenir à moyen terme, Directeur du Département Technique.

Mais vous recommander d'adresser votre dossier de candidature à Jeanne FAIVRE d'ARCIER, sous la réf. 33444.

jacques fixier s.a.
7 rue de logelbach, 75017 paris

wavin

NOUS SOMMES FILIALE D'UN GROUPE INTERNATIONAL LEADER EN EUROPE DANS SON SECTEUR D'ACTIVITE

GESTIONNAIRE TRÉSORERIE crédit clients

Rattaché au Chef des Services Administratifs et comptables, il assure :

- l'optimisation en valeur de la gestion de la trésorerie, ainsi que les prévisions à court terme, moyen terme,
- la couverture des risques de change et des mouvements de l'étranger,
- le suivi du crédit clients et des encaissements (analyse des risques financiers, fixation des limites de crédit).

Ce poste convient à un diplômé d'enseignement supérieur (ESC ou équivalent) possédant une expérience de plusieurs années à un poste similaire en milieu bancaire.

Lieu de travail : 15 km de VICHY (03).

Merci d'adresser votre CV + photo + prétentions à : WAVIN, B.P. 5 - 45100 VARENNES SUR ALLIER.

Organisme Mutualiste MOULINS (Allier)

- Salaire de 100.000 F.
- 140.000 adhérents.

recrute 3 cadres :

- 1) Chef des services dentaires**
 - Coord. 6 fauteuils (soins, etc.);
 - Respon. 1 labo proth.
 - Min. B.M. : réelle expér. en cabinet.
- 2) Opticien diplômé**
 - Respon. centre d'opt. à créer;
 - Expér. souhaitée.
- 3) Chef du service du personnel et des moyens génér.**
 - Administ. et gestion du personnel;
 - Dossiers jurid. et admin.;
 - Respon. courrier, gardien, etc.;
 - Droit + spécialité (C.I.F.O.P.);
 - 2 ans expér. min. serv. du pers.

Adm. lettre + photo (réc.) + prétentions

U.D.S.M. de l'Allier
Philippe GIFFARD,
B.P. 03007 MOULINS CEDEX.

IMPORTANTE SOCIETE DANS LE DOMAINE DE L'AGRO-INDUSTRIE recherche un

CHARGE D'ETUDES H.F.

pour s'intégrer au sein du service Marketing.

De formation DUT, option agronomie, il sera chargé du recueil, de l'analyse et de la synthèse de l'ensemble des données concernant le marché des semences de maïs. Le candidat devra être apte à mener des contacts tant avec les organismes professionnels que le milieu agricole, et il devra justifier de qualités de relation et d'initiative.

Pour ce poste, dans la région Clermont-Ferrand (63), les candidats doivent adresser leur candidature, sous référence 33444 à PUBLIPANEL 20 Richer 75441 Paris 12° qui transmettra.

SOCIÉTÉ DES PRODUITS DU MAÏS

Usine d'HAUBOURDIN (Nord) recherche

JEUNE INGÉNIEUR MÉCANICIEN OU GÉNIE CHIMIQUE

diplôme Grande Ecole, ayant de préférence une expérience, même courte, en production. Dependunt d'un Directeur de Division, il aura pour mission d'assurer progressivement la direction d'un Département de fabrication.

B.T.S. OU D.U.T. GÉNIE CHIMIQUE OU MÉCANIQUE

(débutant ou ayant une courte expérience) destiné à assurer après formation des responsabilités d'encadrement en production.

Le cadre sera tenu à l'entretien de son poste.

Ces postes offrent d'incontestables perspectives d'évolution pour des hommes de terrain dynamiques, volontaires et ambitieux.

Envoyez lettre manuscrite, curriculum vitae, photo et mention du salaire souhaité à : Mlle FROUXIER, SPM, 3721, rue General-de-Gaulle, 92142 CLAMART.

Importante Industrie en expansion Produits Modernes pour le bâtiment à Strasbourg recherche

JEUNE CADRE COMMERCIAL

ESCE - ESC - formation export ou similaire

Disposant de 1 à 2 ans, l'anglais et l'espagnol.

- Missions : Développement et gestion des marchés d'Europe de l'Ouest + Scandinavie, Grèce, Proche Orient.
- Missions ponctuelles dans le monde entier.
- Voiture de fonction type RS.
- Larges possibilités de progression.
- Ouverture à la volonté d'exportation de la D.G.

Envoyez C.V. + photo + lettre de motivation à : SELETIC Conseil 67000 STRASBOURG CEDEX

Grande distribution

A la source des informations de gestion...

LE BUT : bair les tableaux de bord de gestion de la direction générale à partir des informations collectées et vérifiées auprès des contrôleurs de gestion, les surfaces de vente.

LES MOYENS : rattaché au secrétaire général, vous vous appuyez sur des hommes, des conseils extérieurs et vous participez au développement des moyens informatiques de l'entreprise.

La mission : une formation supérieure (technique ou commerciale) et vous devez être capable de résoudre des problèmes de gestion, en production par exemple.

Le poste est basé à Lyon.

Si vous désirez participer à ce recrutement, envoyez votre C.V. sous la référence 555.17 à notre Conseil.

ONOMA

Tour Crédit Lyonnais
69431 LYON Cedex 03
(confidentiel, réponse assurée)

BORDEAUX

Hospitalier privé, sans but lucratif, 200 lits, recherche :

UN(E) ASSISTANT(E) SOCIAL(E) D.E.

Bien sûr chargé(e), avec une collaboratrice, de répondre aux nombreuses sollicitations des Hospitalisés, notamment en ce qui concerne les aspects administratifs, il (elle) aura à concevoir sa mission dans le sens d'un élargissement du dialogue avec les patients et l'équipe soignante.

Une expérience de cinq ans minimum en milieu hospitalier paraît indispensable, qu'une connaissance de la législation.

Une personnalité, une certaine créativité, le sens du contact, devraient permettre de réussir dans cette fonction ouverte.

Merci d'adresser votre candidature C.V., photo et rémunération, à OCS, en mentionnant la réf. 2591.

OCS

1, rue Guillaume Brochon
BP 37 - 33024 BORDEAUX Cedex

LCT

ANIMATEUR DE FORMATION

analyste budgétaire

هكذا من الأصل

مكتبة الأمل

REPRODUCTION INTERDITE

*** LE MONDE - Mercredi 11 avril 1983 - Page 21

	Le Monde	Le Monde T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	81,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	22,00	26,17
AUTOMOBILES	22,00	26,17
AGENDA	22,00	26,17
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES CLASSEES

	Le Monde	Le Monde T.T.C.
ANNONCES ENCADREES	43,40	51,47
OFFRES D'EMPLOI	13,00	15,42
DEMANDES D'EMPLOI	33,60	39,85
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

LCT Laboratoire Central de Télécommunications recherche

ingénieurs grandes écoles

ESE - ENST - ENSEIHT - ECP - ENSERG

pour participer à la recherche dans le domaine de la télématique et des réseaux locaux pour téléphonie et données.

► ingénieurs électroniciens

débutants ou quelques années d'expérience en étude de circuits analogiques ou logiques, utilisation des technologies LSI et des microprocesseurs.

► ingénieurs logiciel temps réel

débutants ou quelques années d'expérience dans la programmation de systèmes à microprocesseurs.

Pour ces postes, la nationalité française est exigée. Bonne connaissance de l'anglais. Avantages sociaux.

Merci d'adresser votre candidature (CV et prétentions) en rappelant la référence de poste, à LCT - BP 40

78141 VELIZY - VILLACOUBLAY Cedex.

Société internationale d'électronique

leader sur son marché

RECHERCHE

INGENIEUR DE VENTES

TECHNICO-COMMERCIAL

DE FORMATION BTS-DUT MINIMUM

Sous la responsabilité du directeur de ventes, il est chargé :

■ développer les marchés existants ;

■ rechercher de nouveaux clients ;

■ promouvoir les nouveaux produits.

Cette fonction nécessite :

■ une expérience confirmée dans les composants électromécaniques ou électroniques et les claviers ;

■ sens aigu de la vente ;

■ celui de l'organisation ;

■ un excellent contact.

La connaissance de l'anglais serait appréciée.

Le poste est basé en proche banlieue parisienne.

Envoyer CV, photo et prétentions, s. réf. à :

CONTEXTE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra

75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

analyste budgétaire

Diplômé d'une école nationale d'ingénieurs

Après une période de formation d'un mois, il sera chargé des estimations de coûts des machines et des prototypes.

Il travaillera sur la détermination des tarifs et sur des études ponctuelles concernant la rentabilité des produits.

Outre l'aspect technique très important compte tenu de la fabrication, les candidats devront avoir le goût et la connaissance de la gestion financière et être intéressés par l'utilisation intensive de l'informatique.

Une première expérience dans un poste similaire ainsi que la pratique de l'anglais seraient des atouts supplémentaires.

Poste à pourvoir rapidement.

Lieu de travail : 50 kms au Nord de Paris (liaison directe).

Envoyer CV, photo et prétentions sous référence 86188 à :

CONTEXTE PUBLICITE - 20 avenue de l'Opéra

75040 Paris cedex 01, qui transmettra.

Importante société de distribution recherche pour son siège en région parisienne

ANIMATEUR DE FORMATION

avec potentiel de prendre la direction du service à moyen terme.

Formation : ÉCAL ou équivalent.

Expérience : 3 à 5 ans en tant que formateur.

Connaissance du magasin et des produits frais.

Envoyer c.v. et prétentions sous réf. 8764 à PLAIN CHAMPS,

5, rue du Helder, 75009 PARIS.

J'exerce une profession libérale dans une grande entreprise.

Ingénieur des Mines de Nancy, j'ai choisi IBM à la sortie de l'Ecole. Je suis sûr que l'informatique était un secteur plein de promesses et que, si je choisissais de travailler dans ce domaine, mieux valait être chez IBM.

Aujourd'hui, quelques années ont passé et je regrette pas ce choix. Tout a commencé par une bonne formation très diversifiée : gestion, économie, technique, partagée entre mon agence et le centre d'éducation.

Dans cette agence je suis donc devenu ingénieur technico-commercial. J'y ai trouvé une ambiance et des conditions de vie que l'on n'imagine pas dans une multinationale. Surtout une grande liberté dans l'organisation de son travail dont je suis pleinement responsable. Et aussi des rapports simples et directs dans la hiérarchie. En fait, j'ai souvent l'impression d'exercer une profession libérale, tout en bénéficiant des avantages d'une grande entreprise.

Il y a le travail en équipe aussi, l'ingénieur commercial, au service des clients qui sont confiés et que je connais bien. J'ai un rôle d'assistance, de formation, de conseil. Je définis avec eux ce qu'ils vont faire de leur système et comment ils vont le faire, je les aide à démarrer, puis j'assure le suivi.

Mon avenir ? Pour l'instant je suis très bien là où je suis, je continue d'apprendre beaucoup de choses : c'est d'une grande variété intellectuelle.

Je pourrais, si je le désire, poursuivre dans cette voie ou au contraire changer l'orientation de ma carrière et me tourner vers le marketing, le labo ou le management. Tout est possible. Bien sûr, une entreprise n'est parfaite, mais je pense quand même avoir fait un très bon choix.

Catherine CHEN
Mariée - 2 enfants
Ingénieur technico-commercial IBM



Comment devenir ingénieur technico-commercial ?
Posséder une formation Grande École d'ingénieurs ou de commerce, être débutant ou avoir une première expérience professionnelle. Nous vous demandons aussi d'accepter le principe de la mobilité géographique et d'avoir de bonnes connaissances en anglais. Des postes sont à pourvoir à Paris et en province.

J.P. Astor recevra avec intérêt votre candidature.
France (réf. CM 03)
2, rue de Marengo - 75001 PARIS



THOMSON-TITN

Ingénierie en informatique, 650 ingénieurs et cadres, recherche le meilleur d'un service recrutement et formation

► Ingénieur

plusieurs années d'expérience, expérimenté dans le domaine du recrutement et de la formation des ingénieurs en informatique. Ce poste, d'abord tourné vers l'intérieur de l'entreprise, sera amené à évoluer vers des prestations extérieures.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous référence DIR/Z à THOMSON-TITN - Denis Papin - Z.I. de Vigne aux Loups - 91380 CHILLY-MAYEUR.

THOMSON-CSF

RECHERCHE

pour son Service Administration des Ventes

agent de gestion "export"

Ce poste conviendrait à un(e) candidat(e) âgé(e) de 25 ans minimum possédant une formation niveau BAC, une connaissance, ou mieux encore une pratique de l'exportation.

Envoyer dossier (CV, photo et prétentions) sous référence 202 à : EMPLOIS ET ENTREPRISES, 18, rue Volney - 75002 PARIS, qui transmettra.

Nous sommes une importante société industrielle d'équipement automobile, filiale d'un prestigieux groupe français. Avec nos filiales et licenciés en France et à l'étranger, nous sommes leader mondial en matière de spécialité. Compte tenu de notre développement et de la réalisation d'un très important projet à l'étranger, nous recherchons un

CONTRÔLEUR DE PROJET

Vous avez si possible complété votre diplôme d'ingénieur par une formation à la gestion et à la maîtrise de la qualité. Vous avez une expérience professionnelle de 3 à 4 ans de pratique du contrôle de la gestion de grands projets industriels. Vous préférez travailler à l'étranger. Sous l'autorité du directeur de projet, vous serez chargé de :

■ coordonner la mise en place des moyens ;

■ leur utilisation, définir les responsabilités ;

■ aux prévisions, assurer l'interface avec la direction administrative et financière de la société. Votre rôle s'exercera donc au niveau de la méthodologie, de la planification, de l'analyse et du contrôle dans le domaine de l'administration et de la gestion du projet.

Si vous avez le profil de la personne que nous recherchons, écrivez à Jean-Loup Penichon, réf. 6691, à l'adresse ci-dessous, vous lui exposerez vos possibilités d'une future collaboration.

SEIHO CONSEILS DE DIRECTION

11 bis, AVENUE BOSQUET - 75007 PARIS

TELEPHONE : 555.11.11

DE SYNTHE

Société spécialisée dans l'achat, la vente et la location de matériel informatique (CA, MF, MF), recherche

Un(e) juriste

chargé(e) d'études et missions juridiques opérationnelles

Ce poste pourrait convenir à un(e) jeune diplômé(e), ayant un ou deux ans d'expérience en droit des affaires (Droit des Sociétés, Commercial, social, fiscal, assurances).

Envoyez votre dossier (CV, photo et prétentions) sous référence 1475M à :

SOURCE

16 rue Jean-Jacques Rousseau, 75001 Paris (qui transmettra)

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

AEROPORT DE PARIS

recherche pour sa Direction chargée des études de conception aéroportuaire **ONLY** un

INGENIEUR DIPLOME

DANS LA SPECIALITE ELECTRICITE

ingenieur debutant ou confirmé chargé, dans une organisation de projet, de mener des études techniques dans sa spécialité.

Anglais courant.
Déplacements à l'étranger.

Adressez votre CV à Monsieur CARRIERE
291 boulevard Raspail - 75014 PARIS
Téléphone : 320.15.00

sopalin s.a.

FILIALE D'UN GROUPE INTERNATIONAL,
MARQUES : **sopalin - Kleenex - Freedom**
recherche pour sa division
GRANDE CONSOMMATION

ASSISTANT CHEF DE PRODUITS

Vous apprendrez votre métier chef de produits au contact de professionnels pratiquant un marketing rigoureux. Une formation commerciale supérieure est demandée. La pratique de l'anglais est nécessaire. Ce poste est à pourvoir immédiatement à PARIS.

Voulez-vous joindre à votre courrier le récit, maximum une page, d'une de vos expériences (stages ou autres) mettant en évidence vos aptitudes pour ce poste.

Envoyer votre candidature (CV + photo) à Monsieur François ROBERT - SOPALIN S.A.
Bureaux de la Colline - 92213 ST CLOUD - Discretion absolue et réponse de rigueur.

GROUPE P.M.E.
(Habillage, petite métallurgie)
Recherche

SON RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET COMPTABLE

Niveau : D.E.C.S. ou équivalent
Age : 30/40 ans

Pour prendre en charge comptabilité générale et analytique bilan inclus, informatique, contrôle de gestion, organisation administrative, juridique, fiscale et animera une équipe de 15 personnes environ.

Rémunération : 180.000 F

Possibilité promotion D.A.F. pour candidat de valeur. Disponible rapidement.

Env. C.V. + photo s/réf. 3498 à SWERTS, R.P. 75424 PARIS CEDEX 03, qui transmettra.

GROUPE MALAKOFF BANLIEUE OUEST
UN DES PLUS IMPORTANTS GROUPES DE RETRAITE ET PREVOYANCE COLLECTIVE

Vous participez depuis 5 ans à l'analyse de systèmes, procédures administratives, à l'élaboration de projets, à la mise en œuvre de programmes informatiques. Vous connaissez l'informatique parce que vous en avez fait l'interlocuteur dans des études d'organisation que vous avez menées.

Vous avez une formation supérieure (ESC, Maîtrise de Gestion ou équivalent) et une expérience professionnelle qui amène maintenant à rechercher une plus large autonomie. Le poste que nous vous offrons au sein de notre département «Méthodes» représente une opportunité réelle d'évolution de carrière. Par sa taille (1800 personnes), notre volume d'activité et nos moyens informatiques, nous pouvons vous proposer des responsabilités importantes dans la conduite d'un projet d'organisation administrative.

En relations privilégiées avec l'informatique et les services utilisateurs, ce poste doit permettre à un candidat de valeur d'évoluer rapidement dans notre structure.

Vous souhaitez entrer en contact avec nous ?
Adressez votre candidature à : CV à Alain SHARP - Département Gestion Humaines - GROUPE MALAKOFF - 15, avenue du Centre - 78281 SAINT QUENTIN EN YVELINES Cedex.

DEVELOPPER NOS METHODES DE GESTION ADMINISTRATIVE

elf aquitaine

RECHERCHE POUR SA FILIALE LUBRIFIANTS

BUDGETAIRE NF

PROFIL : DUT ou BTS gestion finance comptabilité. Expérience souhaitée.

MISSION : chargé d'élaborer, suivre, coordonner les budgets investissements, suivi et analyse des coûts de roulement en liaison avec les responsables locaux, le siège et les filiales.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo à S.H.R. Gestion du Personnel 15-17, rue Charles Desmoulins 62133 ISSY-LES-MOULINEAUX.

JEUNE DIPLOME ECOLE DE GESTION

Nous sommes l'une des premières écoles françaises d'ingénierie. Nous réalisons, tant en France qu'à l'étranger, des projets importants et diversifiés (Petrochimie, Offshore, Industrie, Transports, etc.). Le succès de nos réalisations dépend de la qualité de nos compétences techniques et de la qualité de notre système de gestion.

Nous vous proposons de rejoindre l'équipe de contrôle de gestion des réalisations de la Direction financière. Affecté à l'équipe de projet vous serez Directeur de l'analyse et de la mise en œuvre de la gestion de projet au respect des méthodes de gestion (contrôle budgétaire, prévision, etc.), règlements clients, planning, etc.).

La pertinence de vos analyses et vos conseils permettront de contribuer à la réussite du projet.

Pour ce poste nous recherchons un jeune diplômé d'une école de gestion. Outre ses qualités d'analyse, de conseil et de contact, il doit avoir un goût certain pour l'utilisation d'outils informatiques.

Envoyez votre lettre de candidature et votre CV à M. Ollivier SERETE, 15 rue Regnault 75640 Paris Cedex 13.

serete ingéniere

THOMSON-TITN

Ingenierie en informatique pour son département

Informatique répartie

prochainement situé à Mantes (92).

Ingenieurs logiciel

grandes écoles ou DEA, DESS option informatique, pour la réalisation de logiciel de base, écrit en langage « C » et « Pascal ». Les postes à pourvoir sont à tous niveaux (réf. R1).

Ingenieur commercial

école supérieure commerce, débutant ou 1 à 2 ans d'expérience, pour la vente de systèmes et de produits logiciel dans les domaines S.G.B.D. et la gestion transactionnelle (réf. R2).

Ingenieurs application

d'ingénieurs ou université (DEA, DESS, option informatique pour analyse et systèmes de gestion transactionnelle) (réf. R3).

Analystes programmeurs

DUT informatique analyse, programmation sur Mini et Micro-ordinateurs (réf. R4).

Ingenieur support-produit

pour industrialisation logiciel (réf. R5).

Ingenieur rédacteur technique

pour rédaction et suivi de notices techniques (réf. R6).

Envoyer C.V., photo et prétentions précisant la formation choisie à THOMSON-TITN - Denis-Papin - Z.I. de Vigne aux Loups - 91130 CHILLY-MAZARIN.

THOMSON-CSF

OZOIR-LA-FERRIERE Frs 160.000 +

(20 Km Sud Est Paris)

Groupe Français, CA 150 millions de Frs (400 personnes en France, 200 en filiales), rattaché à un Groupe International (15000 personnes) produisant et commercialisant des produits chimiques recherche son

CHEF COMPTABLE

Relevant du Directeur Administratif, il devra assurer la tenue de l'ensemble des opérations de comptabilité générale, de trésorerie, production de tableaux de bord, des états de fin d'année et déclarations fiscales et sociales. Ceci avec l'appui d'une équipe de 5 comptables et d'un IBM.

Le candidat recherché (35 ans environ) de formation ESC ou équivalent sera un véritable professionnel, avec au moins 10 années d'expérience comptable. Il est familiarisé avec la réalisation d'un reporting mensuel capable d'assurer l'interface comptable dans un contexte utilisant largement les moyens informatiques en temps réel.

Anglais apprécié.

Possibilité d'évolution pour un candidat de valeur.

Adressez votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle) à :

DIVERSEY FRANCE
Direction des Ressources Humaines - Avenue Maurice Chevalier - B.P. 19 77831 OZOIR-LA-FERRIERE CEDEX.
Une réponse rapide sera donnée à toutes les candidatures qui devront impérativement nous parvenir avant le 15 Avril 1983.

Leader Européen de l'outillage à main

recrute dans le cadre d'un contrat de solidarité pour son usine de Villeneuve le Roi :

Ingenieur d'études

Cet ingénieur généraliste et/ou mécanicien diplômé Grande Ecole ou équivalent, possédant quelques années d'expérience, sera chargé : de préparer les avant-projets, de faire les essais, leur réalisation, la mise en fabrication des machines, produits et en route les nouvelles machines. Ses qualités de créativité, d'imagination et d'animation des hommes mis en œuvre sont précieuses. Anglais ou allemand souhaités.

Assistant au responsable gestion de production

Ce technicien de haut niveau ou ingénieur, possède une expérience de 3 à 5 ans dans un poste de gestion de production. Il sera chargé de l'étude et de l'amélioration du processus de gestion de la production et de l'ordonnement.

Envoyez votre dossier de candidature complet à : Direction du Personnel FACOM S.P. 73 15 rue Regnault 75640 Paris Cedex 13.

FACOM

Les candidatures seront traitées confidentiellement.

PEUTZ & ASSOCIÉS

Ingenieurs conseils en acoustique
Recherchent pour leur bureau de Paris :

UN INGENIEUR ACOUSTICIEN OU PHYSICIEN

débutant ou ayant quelques années d'expérience en un ou plusieurs des domaines suivants :

- L'acoustique de salle ;
- L'acoustique architecturale ;
- L'électroacoustique ;
- Le contrôle du bruit industriel et l'intérieur de l'habitat ;
- Le contrôle des vibrations ;
- L'isolation thermique et acoustique d'énergie.

Le candidat devra être disposé à suivre un stage d'environ 1 mois au Pays-Bas. Connaissance de l'anglais ou de l'allemand nécessaire.

Nous accordons une grande importance à l'approche scientifique des problèmes qu'à la recherche de solutions pratiques.

Envoyer C.V. et prétentions à :
PEUTZ & ASSOCIÉS, 59, bd Magenta, 75010 PARIS.

Responsable paye

Importante société d'Assurance, nous recherchons pour son siège à Paris un responsable des opérations de paye.

En liaison avec le chef du personnel, il aura en charge la paye informatisée de la clientèle de l'effectif (700 personnes) et toutes les opérations internes et externes. Il assurera le suivi social et les statistiques internes et externes, il suivra l'évolution de la législation sociale et des institutions.

Vous avez une expérience de 3 à 5 ans dans une fonction similaire et une formation en droit du personnel et du travail.

Envoyez votre dossier de candidature (lettre, CV, photo) et vous avez les qualités requises.

Bernard Julhiet Psycor assure des conseils et des études sociales (lettre, CV, photo), réponse et discrétion. Merci d'envoyer sous référence 84731M, 1 rue de Bercy - 75001 Paris.

Bernard Julhiet Psycor
Tél. 01.42.00.00.00
Membre de Syntec

Filiale d'un Groupe pétrochimique international et recherchons pour le siège à PARIS LA DEFENSE un

INGENIEUR D'AFFAIRES H.E.C. - ESSEC...

Débutant ou possédant quelques années d'expérience professionnelle. Il aura à assurer de nombreuses missions sur tous les territoires français.

La taille de la Société et le caractère international du Groupe offrent de larges perspectives d'évolution.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature sous référence S4M à l'Agence CURRICULUM - 25, Rue du 6 Septembre - 75002 PARIS.

PARIS Importante société de négoce internationale recherche

Jeune cadre financier

Diplômé HEC, ESSEC, ESCP ou équivalent

Vous avez un ou deux ans d'expérience et maîtrisez parfaitement l'anglais. Vous participerez à l'analyse et à la gestion des opérations de montage d'opérations de gestion courante ; crédit documentaire, garanties.

Possibilités d'évolution au sein de notre groupe.

Merci d'adresser CV, lettre manuscrite, photo et prétentions sous réf. 9912 (mentionnée sur l'enveloppe), à Média-System, 11 rue Réaumur 75002 Paris.

JEUNE DIPLOME D'INGENIERIE SUPERIEUR EN INFORMATIQUE

Responsable ordonnancement

Acheteurs confirmés

JEUNE SCIENTIFIQUE

مكتبات الأصل

50.15.15

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Dans le cadre de son développement
UN GROUPE BANCAIRE SPECIALISE DANS
LES CREDITS AUX PARTICULIERS
recherche

JEUNES DIPLOMES D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR DEBUTANTS HF

(Sup. de Co., Sciences Eco., IEP ou équivalent)
Libérés des O.M.

Ils devront faire preuve de :
- motivation commerciale,
- attirance pour le travail en équipe,
- goût prononcé des contacts humains,
- grande disponibilité géographique.

Ils pourront très rapidement se voir offrir des postes
responsabilité dans le cadre du réseau d'agences du Groupe.
Adresser lettre, C.V., photo et prétentions sous
référence 2298 à AXIAL Publicité, 27, rue Taibout 75009 Paris,
qui transmettra.

Société réalisant
des biens d'équipement
industriels, recherche pour son
département de construction
mécanique et
électrique

UN INGÉNIEUR D'AFFAIRES

DIPLOME E.T.P. ou équivalent
spécialité CONSTRUCTIONS
MECANIQUES

UN INGÉNIEUR D'AFFAIRES

DIPLOME D'INGENIEUR ou équivalent
spécialité FLUIDES
INDUSTRIELS

Pour ces deux postes,
de bonnes connaissances
en thermique et en
mécanique sont exigées.
Ils doivent avoir une
bonne expérience
dans le domaine des
constructions mécaniques.
Lieu de travail : Paris.

Envoyer lettre manuscrite, C.V.,
11 rue de la Harpe 75005 Paris, à
M. P. LUCAS, P.A.
CEDEX 10 qui transmettra.
Importante
entreprise de
construction.

ASSISTANT (E)

pour
jeunes entreprises.
Comp. : techniques
indus. : anglais, culture génér.
Adm. C.V. et toutes réf. précises
sur ouvrages/coff. réalisées sous
n° 66.117 Courriel Publicité,
20, av. Corder, 75040 PARIS
Codex 01 qui transmettra.

RESPONSABLE ADMINISTRATIF

chargé d'entraîner une équipe
d'en. 10 personnes.
Adm. C.V. et toutes réf. précises
sur ouvrages/coff. réalisées sous
n° 66.117 Courriel Publicité,
20, av. Corder, 75040 PARIS
Codex 01 qui transmettra.

AGENTS ADMINISTRATIFS

Préparation, gestion et suivi
des dossiers de crédit, courriel,
Niveau DELA ou supérieur.
La connaissance de la société sur
territoire sera un atout supplé-
mentaire.
Téléphone au 727-10-82.

TRES IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL FRANCAIS
RECHERCHE POUR LA DIRECTION DE SES SERVICES JURIDIQUES

UN(E) JURISTE GENERALISTE

âgé(e) de 35 ans environ.

Il aura acquis d'excellentes connaissances dans les principaux domaines du Droit,
soutenues par un diplôme de maîtrise et, si possible, d'études supérieures.

Il se sera familiarisé avec la procédure devant les juridictions, par une pratique de
plusieurs années comme avocat, au sein d'un cabinet de conseils juridiques ou dans une
entreprise.

Il aura une bonne connaissance de l'Anglais.

Il sera amené, au sein de la Direction des Services Juridiques, à traiter les affaires
contentieuses de toute nature, mais il aura également, d'une manière générale, à conseiller
les filiales du Groupe sur leurs problèmes juridiques dont il se sera saisi.

Adresser curriculum vitae détaillé sous référence 2215 à AXIAL Publicité,
27, rue Taibout 75009 Paris, qui transmettra.

QUARTIER LA DEFENSE

Le responsable des ressources humaines d'un groupe
industriel pluridisciplinaire et très important
(plus de 50 000 personnes) recherche un

Jeune cadre de la fonction personnel

dans des structures largement décentralisées :

- il prendra progressivement en charge le service du
personnel du siège social,
- il participera à l'élaboration et à la mise en œuvre des
politiques d'emploi et de ressources humaines au
niveau du groupe,
- à terme, il pourra évoluer dans le groupe.

Si vous êtes de formation supérieure, que vous puissiez
justifier d'un minimum de 5 ans d'expérience, soit en
généraliste, soit en spécialiste et que l'exercice du
métier dans un contexte diversifié et de haut niveau
vous attire, faites nous parvenir votre lettre manuscrite,
C.V. photo et prétentions, sous réf. 3659, à
Media-System, 104 rue Réaumur 75001 Paris,
qui transmettra.

LA SOCIÉTÉ NOUVELLE LOGABAX
recherche pour sa Direction Industrielle (ARQUEIL)

Responsable ordonnancement

Ingénieur de formation, vous avez quelques années d'expérience de la
fonction en milieu électronique ou informatique.
Votre mission sera d'assurer l'ordonnancement/lancement du
programme de fabrication en liaison étroite avec les ateliers et plateformes
d'intégration ainsi que la gestion des ordres commerciaux.
Une bonne connaissance du matériel informatique est un atout supplé-
mentaire.

Adresser C.V., photo et prétentions s/réf. 4013 à
SOCIÉTÉ NOUVELLE LOGABAX, Direction du Personnel
79, avenue Aristide-Briand, 94115 ARQUEIL

Établissement financier

Notre "Controller" sera opérationnel

- Vous assurerez le contrôle de gestion, le suivi des états financiers des clients et
des notes, la gestion des loyers, le reporting auprès du siège européen à Lon-
dres et de la Maison-mère aux U.S.A. et gèrerez nos contrats de leasing et de
crédit-bail.
- Spécialisés dans le leasing et le crédit-bail pour des opérations supérieures à
1 million de F., nous sommes filiale d'un grand groupe financier US.
- Votre expérience acquise dans un cabinet d'audit complétée si possible par une
fonction en entreprise où vous avez utilisé les méthodes comptables anglo-
saxonnes; votre connaissance de l'anglais et votre âge de 30 à 35 ans vous moti-
vent pour postuler à ce poste à Paris.

Si vous désirez participer à ce recrutement, envoyez votre C.V. sous la référence
556.18 à notre Conseil :

ONOMA

26, rue de Berri 75008 PARIS
(confidentialité, réponse assurée)

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE POUR LES TECHNIQUES NOUVELLES
Division approvisionnement et construction,
recherche

Acheteurs confirmés

Dans le cadre de très importants projets d'ingénierie, il leur
faut des acheteurs expérimentés, les appels d'offres, la négociation
contrats et l'établissement des commandes.

Ils ont une formation supérieure, une bonne expérience technique notamment en
mécanique, tuyauterie, chaudronnerie, et instrumentation, la
pratique de la négociation des contrats, et le goût du travail en équipe
sont indispensables pour remplir leur mission.

Si vous pensez correspondre au profil, envoyez C.V., photo et prétentions
sous la référence AC 4.

SGN

Direction du Personnel
1 rue des Hérons - Montigny-Le Bretonneux -
78184 St-Quentin-en-Yvelines Cedex

CENTRE DE RECHERCHE
Banière Ouest
recrute pour son
CENTRE DE DOCUMENTATION
et d'ANALYSE DE L'INFORMATION

JEUNE SCIENTIFIQUE

2 à 3 ans d'expérience

CHERCHEUR

ou INGÉNIEUR DOCTEUR

ou DOCTEUR 3ème CYCLE

pour rédaction de rapports de synthèse
sur des sujets de pointe.

Anglais obligatoire

Toutes autres langues intéressantes.

Envoyer C.V. détaillé et photo s/réf. 66033
à CONTEXTE PUBLICITE
20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01
qui transmettra.

SOCIÉTÉ COMMERCIALE
PARIS-19

recherche :

JEUNES DIPLOMÉS

STYLISTES DE COMMERCE

INTERNATIONAL

ou équivalent

pour prospection marchés ap-
provisionnement et construction,
anglais indispensable, pas
d'expérience requise.

C.V. et toutes réf. précises
sur ouvrages/coff. réalisées sous
n° 66.117 Courriel Publicité, 20,
av. Corder, 75040 PARIS
Codex 01 qui transmettra.

Importance
du poste : responsabilité
nécessaire cadre dirigeant banque ou
industrie - en retraite,
sur s/réf. 1999 à l'Agence Pub-
licité ANNONCES CLASSÉES
5, rue des Halles, 75008 Paris.

École de langues
(1999)

PROFESSEUR D'ANGLAIS

- Langue maternelle anglaise
exigée.

- 2 à 3 ans d'expérience exp.

TEFL

- Statut vacataire.

Tél. : 575-62-86 ou
directe avec C.V.,
11, rue de Lamoignon,
75016 Paris.

THOMSON-TITN

recherche pour son département

Systèmes temps réel

Ingénieur

grande école ou équivalent, 3 ans d'expérience,
maîtrise du calculateur MITRA 213, connais-
sance des entrées/sorties physiques (MANUTIN)
pour le développement d'une chaîne d'acquisition
temps réel (réf. T1).

Ingénieurs

grandes écoles, ou 1 an d'expérience,
connaissance micro-ordinateur (68 000...) et
développement d'un système d'acquisition,
1 an d'expérience (réf. T2).

Analyste programmeur

2 ans d'expérience en contrôle de processus pour
des systèmes de pilotage de convoyeur.
Lieu de travail : Paris et province (réf. T3).

Envoyer C.V., photo et prétentions en précisant
la référence choisie à THOMSON-TITN -
Rue Denis-Papin - Z.I. Vigne aux Loups -
91380 CHILLY-MAZARIN.

THOMSON-CSF

COMMUNICATIONS

Importante Société d'Ingénierie

Filière de l'un des premiers Groupes

Industriels Français

recherche son

Chef de Projet Informatique

Ingénieur Grande Ecole

Expérience :

- 5 à 7 années dont 2 au moins en :
- de production
- la connaissance des systèmes d'explo-
- itation (PRIME) et/ou VMS
(Digital VAX) serait un atout majeur.

Anglais indispensable.

Le candidat retenu sera amené à diriger une
petite équipe chargée de l'implantation d'un
système de gestion de projets dans une
société d'ingénierie (700 personnes).

Le goût du travail et l'esprit d'organisation
sont déterminants.

Les compétences d'ingénieur doivent lui
permettre d'assurer les liaisons
techniques avec les différents services de la
société.

Age minimum 28 ans.
Lieu de travail : proche banlieue St Lazare.
Il faut pouvoir rapidement rejoindre l'entreprise.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo
et prétentions à SEGIME
2, avenue de Ségur 75007 Paris
à l'attention de M. André Armand

Contrôle de gestion

L'homme du directeur général

Société de distribution, 100 points de vente, C.A. + 3 milliards.
Travaillant pour le compte et sous le contrôle de la Direction
Générale, il se verra confier une double mission : il définira les
en place les procédures comptables administratives, il développera
le contrôle de gestion et le contrôle budgétaire afin d'en faire
des outils de gestion véritablement opérationnels.

Nous souhaitons rencontrer un gestionnaire formation supérieure
E.S.C., D.E.C.S. et justifiant d'une expérience probante quelques
années en entreprise ou cabinet d'audit.

Marc Galopin traitera vos dossiers confidentiellement s/réf. CLM

claire debray conseil

78, rue Olivier 75739 PARIS Cedex 15

Importante société d'ingénierie
filiale d'un grand groupe industriel français
recherche un

INGÉNIEUR SPÉCIALISÉ EN THERMOHYDRAULIQUE THÉORIQUE

pour lui valoir la responsabilité d'une petite équipe

Agé de 35 ans environ, il doit être diplômé d'une grande école
d'ingénieurs (X, ECP, INPG, ENSEEIHT) ou universi-
taire avec un 3^e cycle en thermohydraulique.

Il aura acquis une expérience professionnelle d'au-
moins 3 ans dans ce domaine et possèdera de bonnes
connaissances en anglais.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous réf. 674

à ICAR - 1, rue Raboult - 75008 PARIS - qui transmettra.

Les candidatures seront traitées confidentiellement.

Importance du poste :

PROFESSEURS

DE FRANÇAIS

LANGUE ÉTRANGÈRE

Langue maternelle française

Recherche ou équivalent, dipl. et
exp. en français langue étr.

(Audiovisuel, etc.) à tous niv.

pour adultes. Au courant de
techniques méthodologiques.

Adresser C.V., photo
et prétentions sous réf. 1999
à l'Agence Publicité ANNONCES
CLASSÉES 5, rue des Halles,
75008 Paris.

1 RÉDACTEUR

ANIMATEUR

Pour 3^e âge

Service aide sociale

Rémunération et statut
satisfaisants.

Envoyer candidature et C.V.
à M. le Directeur

Importante entreprise française
d'aéronautique
recherche

ingénieur commercial

diplômé d'ingénieurs ou
école de commerce

Il sera chargé :

- l'élaboration des contrats d'après-vente qui lient
l'entreprise à différentes
COMPAGNIES AÉRIENNES.

- relations avec les principaux
responsables de ces compagnies.

Le poste nécessite une expérience
adaptative ou similaire dans un secteur
technologique de haut niveau.

Une bonne connaissance de la langue
anglaise est indispensable.

Adresser lettre manuscrite, C.V. sous réf. 504-M.

BAILLY CONSEIL

40, avenue Hoche

75008 PARIS

	Le jour	Le jour T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	77,00	91,32
IMMOBILIER	22,80	27,04
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	Le jour	Le jour T.C.
OFFRES D'EMPLOI	51,47	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	77,00	91,32
IMMOBILIER	22,80	27,04
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

WHO'S WHO
- a worldwide concept -

Cela vous intéresse-t-il...

d'interviewer des personnalités plus importantes
de préparer des encyclopédies renommées

Nous recherchons des représentants libres.

Nous attendons d'eux la capacité de présenter des niveaux élevés de notre conception journalistique, de la traduire commercialement avec succès. Ils doivent pouvoir disposer de leur propre téléphone et du téléphone.

Les candidatures doivent être accompagnées par écrit à :

WHO'S WHO - Verlag Hauptstadt, 1 Postfach 1180 D-50311 Wdrhase à l'attention de D. W. Kunkel

COMMODORE

Vivez la révolution micro-informatique de l'intérieur avec un constructeur leader.

CHEF DE PRODUIT LOGICIEL SYSTEME

Fonction : responsable d'une ligne de produits. Support système / langages / micro.

Profil : expérimenté, anglais souhaité, qualités de contact

Envoyer C.V., photo et prétentions à PROCEP 19 - 21, rue Mathurin Regnier 75015 PARIS

BANQUE PRIVEE
filiale d'un groupe bancaire international

CHEF DE LA SECTION PORTEFEUILLE

Titulaire de B.P. ou B.P. Comptable parfaitement expérimenté les opérations portefeuille. 3 ans d'expérience minimum dans le poste exigé.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous T. REGIE-PRESSE, 11, rue Réaumur, Paris-2.

Les Laboratoires de recherche d'une importante société de produits de grande consommation (BANLIEUE NORD-EST DE PARIS) recrutent :

DOCTEUR CHIMIE ANALYTIQUE

expérimenté en chromatographie liquide (H.P.L.C.) curriculum vitae + photo C.G.P. B 41, 14, rue Jean-Mermoz, 75008 PARIS, qui

ORGANISATION PROFESSIONNELLE SECTEUR BIENS DE CONSOMMATION

pour animer sa politique de promotion et exportations

SON RESPONSABLE EXPORT

Il doit :

- maîtriser parfaitement techniques administratives de l'export ;
- avoir une expérience de plusieurs années ;
- avoir le contact ;
- être bilingue anglais-allemand ;
- avoir une expérience de représentation plus du temps d'activité.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous T. REGIE PRESSE, 11, rue Réaumur, PARIS (2).

SOCIETE D'INGENIERIE
250 Personnes
FILIALE DE LA SOCIETE NATIONALE DES POWDRES ET EXPLOSIFS

recherche :

INGENIEUR DE PROJETS (ENSAM - ENSI)

ayant 5 ans d'expérience services généraux, pour concevoir et réaliser des installations de chaufferies industrielles, la distribution de vapeur et d'eau surchauffée ainsi que des installations de conditions d'air.

INGENIEURS DE PROJETS CONFIRMES (ENSAM-ENSI-ENI)

pour assurer la conception et la réalisation :

- soit d'atelier de fabrication de type chimique
- soit d'atelier de fabrication de type mécanique.

Expérience en ingénierie industrielle. Des déplacements de courte durée en France sont à prévoir.

Ces postes sont à pourvoir à PARIS 128. Envoyer C.V. et lettre manuscrite avec photo sous référence 66.220 à CONTESSÉ PUBLICITE 20, av. Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmet.

Importante Société Internationale recherche pour son Siège Social à Paris un :

Jeune analyste programmeur

pour mise au point d'un ordinateur de calculs techniques. Il travaillera au sein d'une petite équipe sur un terminal connecté à l'ordinateur de la Société. Formation BAC - C ou D. Expérience 1 à 2 ans en P.L.I. Connaissance du Fortran souhaitable. Envoyer votre dossier de candidature, C.V. détaillé + photo + prétentions sous référence 1819 à TELEX P.A. JONCTION 34, bld. Hausmann 75008 PARIS qui transmettra.

BANQUE QUARTIER BOURSE

recherche :

pour SERVICE ÉTRANGER

ADJOINT AU CHEF DE SERVICE (CLASSE III/IV)

Le candidat devra avoir plusieurs années d'expérience au sein d'un service étranger et une très bonne connaissance de la réglementation des changes.

Envoyer sous la référence 1819 à : PIERRE LICHOU S.A., B.P. 220 - 75063 PARIS CEDEX 02, qui transmettra.

Administration publique 13^e arrondissement

UN CHEF DU PERSONNEL

Il doit :

- être expérimenté en matière de salaires (effectif 260 agents) ;
- avoir le droit de travail (application des conventions collectives d'octobre 51) ;
- être en place des procédures administratives.

Rémunération : 110 000 F/an.

Envoyer candidature et C.V. à : AURA - 26, rue des Peupliers, 75011 PARIS.

Fabricant matériel de laboratoire recherche pour S.V. implanté proche Sud Paris.

TECHNICIEN BTS ou DUT MESURES PHYSIQUES

(Débutant ou 2/3 ans d'expérience) : connaissance de l'instrumentation - connaissance électronique - anglais / permis conduire - évaluation contrôles et maintenance d'une gamme de produits Courts déplacements possibles

Envoyer C.V. et prétentions et photo sous réf. M à BLEU Publicité 17, rue Docteur Labél VINCENTS CEDEX - Q.T

THOMSON-TITN

recherche pour département

Systemes de communication et de réseau

- **Ingénieurs consultants** : 3 à 5 ans d'expérience, capable d'assurer en clientèle des études de définition du besoin (fonctionnalités de communication, analyse de trafic, calcul d'architecture réseaux...) (réf. C1).
- **Ingénieur commercial** : dynamique, assurant une bonne vision technique du domaine des Communications. Homme de terrain et bon négociateur, apte à travailler à haut niveau et capable de réaliser des synthèses entre les besoins des utilisateurs et les contraintes d'ingénierie système (réf. C2).
- **Ingénieurs système** : 3 à 5 ans d'expérience, ayant participé à des projets de Télécommunications, de préférence sur microprocesseurs (connaissance langage II apprécié), destiné à assurer des responsabilités de développement dans nos projets en main (réf. C3).
- **Ingénieurs** : débutants et 1-2 ans d'expérience, bonne formation en Télécommunications et Microprocesseurs, pour des développements de pointe dans le domaine des réseaux (réf. C4).
- **Analystes programmeurs** : de formation IUT, 1 à 2 ans d'expérience, connaissance MITRA appréciée (réf. C5).

Envoyer C.V., photo et prétentions, en précisant la référence choisie, à **THOMSON-TITN**, 5 rue Gustave Eiffel - 91420 MITHY - 91.

THOMSON-CSF

CHEF DE PRODUIT (HF)

Paris

Nous sommes l'une des filiales d'un grand groupe multinational SANDOZ d'un effectif de 33.000 personnes. Nous voulons promouvoir en France une ligne de produits à participation active fabriqués à partir de produits naturels.

Pour un développement, nous recherchons un jeune Chef de Produit qui saura mettre en œuvre ses connaissances et son sens à cette ligne de produits à succès comparable à celui obtenu dans d'autres pays européens : étude du marché, positionnement, packaging, définition des objectifs, action publicitaire.

Formation : HEC, ESCP, ESC, INM ou similaire. Environ 10 ans. Expérience de quelques années de la fonction dans les produits grand public, même non-alimentaires. Anglais impératif. Possibilité d'évolution au sein du Groupe.

Adresser CV sous réf. 232/13M à France Presse 22, rue St-Augustin 75002 Paris.

GESTION COMPTABILITE CLIENTS

Paris Est

Une société française, implantée à l'étranger, C.A. près de 73 milliards de francs de chiffre d'affaires, recherche un **CHEF DE SERVICE COMPTABILITE CLIENTS**.

Ce poste requiert des qualités de manager, d'organisateur et de rigueur ; il conviendra à un candidat diplômé d'études commerciales ou comptables, ayant acquis 2 à 3 années d'expérience et souhaitant prendre la direction d'un service d'une dizaine de personnes, de maîtriser par l'ordinateur et l'application de l'outil informatique, le suivi du client et les procédures administratives.

La rémunération de l'ordre de 120.000 par an sera négociée en fonction des compétences du candidat.

Adresser dossier de candidature : lettre manuscrite, C.V., photo (retournée) et prétentions sous référence 22.455-M à **CLA RECRUTEMENT**, 11, rue Delcassé 75011 PARIS.

BANQUE PRIVEE PARIS-1^{re}
FILIALE D'UNE GRANDE BANQUE COMMERCIALE EUROPEENNE

recherche :

pour assurer son développement :

UNE() ANALYSTE DE CRÉDITS

diplômé(e) de l'enseignement supérieur

- 1^{re} expérience ;
- Bonne connaissance de l'anglais.

Au sein du service banque, il(elle) sera chargé(e) :

- De la préparation des dossiers de crédit ;
- Du montage de la opération avec le client.

Envoyer lettre manuscrite + C.V. + photo + prétentions sous T. REGIE-PRESSE, 11, rue Réaumur, 75002 PARIS.

Pour important chantier

TONISIE

recherche :

INGENIEURS HYDRAULIENS

pour POSTES IMMEDIATS

Expérience 10 ans exigée. Envoyer C.V., photo et prét. à PROCEP SERVICE 2, rue d'Assasville 75010 PARIS.

DDB

115, Champs-Élysées

recrute pour

PARIS/BRETAGNE

plusieurs

INGENIEURS LOGICIEL

Expérience appréciée : TELEPHONE

Renseignements Mlle BLIN, 663-17-27, poste 200.

JANUS INFORMATIQUE

recherche

INGENIEURS

logiciels + 2 ans d'expérience sur PDP, SOLARIS, 286, pour nos grands projets temps réel. Travail et conditions intéressantes. TANG : 952-80-08.

Centre René Huguenin, promu par S.N.C.F. St-Cloud, rech. pour nos services médicaux et chirurgie.

INFIRMIERE D.E.

HORAIRES DE NUIT

INFIRMIERE D.E.

HORAIRES

MANIPULATRICE

SERVICE RADIO

Rémunération selon échelle. Disponibilités rapides. Tél. pour info : 771-81-81, poste 3.188.

STE proche banl. Ouest Paris 18^e arrondissement recherche pour son laboratoire d'application :

TECHNICIEN (NE)

niveau B.T.S. ou D.U.T. bonne connaissance C.I.M.P. et si possible, en chromatographie. Adr. C.V. à S.N.C.F. MERMAIS, 48, rue du Val de la Seine 92800 NUEL-MALMAISON.

CAISSE REGIONALE D'ASSURANCE MALADIE D'ILE-DE-FRANCE

recherche

INFIRMIERES DIPLOMEES D'ETAT.

Les candidatures retenues seront appelées à pourvoir des postes dans les différents établissements de soins de la Caisse Régionale selon les besoins du service. Disponibilités et mobilité nécessaires.

Téléphone : 200-87-34, poste 3231.

secretaires

SOCIÉTÉ DES SUPERMARCHÉS DOC

C.A. 1,7 milliard

recherche pour son

DIRECTEUR DE GESTION

SECRÉTAIRE

Ce poste convient à une candidate confirmée de formation type BTS, qui saura par ses qualités de gestion et son dynamisme s'intégrer à l'équipe existante.

Envoyer C.V. manuscrit, photo et prétentions à SMD, Service du Personnel, 17, avenue de la Résidence, 92160 Antony.

Importante Société d'Assurances recrute pour PARIS

Secrétaire

- B.T.S. de Secrétariat ;
- Excellentes capacités rédactionnelles ;
- Sens des contacts ;
- Sens de l'organisation et des responsabilités ;
- Disponibilité ;
- Connaissance du traitement de texte apprécié ;
- Situation stable, avantages sociaux, 13^e mois et primes diverses.

Adresser C.V., photo et prétentions sous référence 6077 à L.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75003 Paris Cedex 02 - qui transmettra

Société 8^e arrdt recherche

SECRÉTAIRE ASSISTANTE

Méthodique, aimable, les chiffres, niveau BAC minimum. Expérience souhaitée et connaissance informatique appréciée.

Adresser lettre manuscrite, C.V., réf. et prétentions sous référence 3.468 à EMPLOIS ET ENTREPRISES 18, rue Volney, 75002 PARIS.

EXCEL

2^e MARGARITE FRANCAIS Filiale du Groupe LESIEUX recherche d'urgence pour un remplacement de 6 mois

ASSISTANT (E) DE TRÉSORERIE

Vous devez :

- La trésorerie de 2 sociétés en date de valeur et proposer les arbitrages (ordonnances de paiement et devises) ;
- Le suivi des flux de la trésorerie ;
- Le contrôle de la trésorerie.

Vous avez au moins 2 ans d'expérience en comptabilité, de préférence en gestion.

Lieu de travail : PONT DE SECONS A NANTERRE.

Envoyer C.V. détaillé à EXCEL 26/56, 11, rue de la République, 92500 NANTERRE.

SERVICE ET DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUES

INGENIEURS GRANDES ECOLES UNIVERSITAIRES

HARD - SOFT

pour nos mini-processeurs.

Spécialisation informatique, automatisation électronique.

Envoyer au téléphone à : 78-80, avenue Gallieni Tour Gallieni 1 93174 BAGNOLET Cedex 360-13-54/55/56.

GESTION 2000 E.T.T.

recherche

DÉPLACEMENT PROVINCE TECHNICIEN

électronicien automatique programmable, 2 ans d'expérience, maîtrise de la maintenance. Tél. : 246-43-01.

ORGANISME IMPORTANT

chiffre d'affaires de 300.000.000 de francs recherche pour PARIS ou VERSAILLES

COLLABORATEURS

- COLLAUX, HMMES, FASSE
- Très bonne présentation, goût des contacts, haut niveau ;
- apte des responsabilités ;
- rémunération motivante ;
- formation permanente ;
- travail intéressant.

Tél. pour rendez-vous : 800-24-03 (poste 31).

représentation offres

IMPORTANT DISTRIBUTEUR JOURNÉES EN GROS

V.P.R. EXCLUSIF. Clientèle détail existante.

Plus de commission. Env. sous C.V. n° 651 - MURATET - 15, rue Tardieu, Paris 8^e qui transmet.

secretaires

SOCIÉTÉ DES SUPERMARCHÉS DOC

C.A. 1,7 milliard

recherche pour son

DIRECTEUR DE GESTION

SECRÉTAIRE

Ce poste convient à une candidate confirmée de formation type BTS, qui saura par ses qualités de gestion et son dynamisme s'intégrer à l'équipe existante.

Envoyer C.V. manuscrit, photo et prétentions à SMD, Service du Personnel, 17, avenue de la Résidence, 92160 Antony.

Importante Société d'Assurances recrute pour PARIS

Secrétaire

- B.T.S. de Secrétariat ;
- Excellentes capacités rédactionnelles ;
- Sens des contacts ;
- Sens de l'organisation et des responsabilités ;
- Disponibilité ;
- Connaissance du traitement de texte apprécié ;
- Situation stable, avantages sociaux, 13^e mois et primes diverses.

Adresser C.V., photo et prétentions sous référence 6077 à L.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75003 Paris Cedex 02 - qui transmettra

RANDSTAD FRANCE

Travail Temporaire engagé

SECRÉTAIRE COMPTABLE

Service du Personnel

Connaissant pays et législation sociale. Salaire élevé.

Tél. pour r.v. au 322-14-87.

Handwritten note in Arabic script at the bottom center of the page.

Le Monde

régions

Décentralisation : la leçon de choses

A CASTELLANE (ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE)

L'administration en miniature

Castellane (Alpes-de-Haute-Provence). — Quand on est la plus petite sous-préfecture de France (6 000 pour 7 127 habitants) que demande-t-on à la décentralisation ? Et, vrai, attend-on quelque chose de ces « décentralisations » ? Comme d'habitude, on attend une évidence apaisée, gagnée bien sûr, mais de l'arrondissement de Castellane, l'un des moins favorisés de ce département, on ne peut offrir des investissements proportionnelles à la beauté des sites et du ciel.

Articulé autour de la merveilleuse vallée du Verdon, l'arrondissement s'étire sur une dizaine de kilomètres, trois départements différents : Alpes-de-Haute-Provence, Digne, Draguignan. En 1982, il comptait 10 000 habitants, soit 100 m. — il est largement connu l'exode rural, perdant en un siècle deux tiers de sa population. Mais bien des communes ont y plus de 100 habitants, et les monuments historiques de 1914-1918 que de vivants au village. Le village de Castellane compte un habitant pour 75 hectares, et les plus de soixante ans forment le tiers des citoyens.

A Castellane même, grouillante sous le flot des touristes défilant par la route Napoléon (11 hôtels, 15 campings), quel vacancier reconnaîtrait en hiver la place aux platanes ? Une bonne part des commerces sont partis vers la Côte d'Azur de la maison. Dans la ville-sous-préfecture il reste 800 personnes. Dans les campagnes d'alentour, tandis que végète une agriculture de subsistance là où l'élevage ovin n'a pas requis l'espace, « villages et fermes » perdent doucement au soleil, paradoxalement heureux, d'un tourisme naissant.

Un pareil fond, faut-il s'étonner que les maires, souvent les plus petites communes, aient été « dérangés » par les libertés et responsabilités nouvelles qui leur tombent « d'en haut » ? Habités de ne pouvoir à peu près rien — quels moyens financiers ! — et à dépendre des administrations départementales aux compétences impénétrables, les « petits maires » se sont effrayés de se voir soudain découverts, responsables sans partage devant les électeurs et éventuellement devant le tribunal administratif. Premier réflexe : avant toute décision, demander avis services, voire au sous-préfet, un « conseil » bien plus que l'autorisation du bien-être.

De-ci, de-là, se réveille toutefois un goût de l'autonomie qui fut jadis la passion des « gavots » — comme en témoignent l'insurrection de 1831 « pour un pouvoir socialiste » ou la révolte républicaine par Napoléon III. Mais au temps de ces grandes années le pays n'était pas à demi exsangue. Aujourd'hui, au mieux, on s'accommode peu à peu d'une liberté nouvelle... dans la mesure où elle demeure surveillée, d'abord par les « conseils » des administrations, puis par le contrôle a posteriori. On s'est adapté. Aucune des 500 délibérations municipales n'est allée jusqu'au tribunal administratif.

Anot en liberté

Or, voilà que parmi une prudence, sur le terrain du même arrondissement, se révèle une autre attitude. On joue à fond le jeu de la « libre administration » et la responsabilité. Parmi eux : le maire, général d'Anot, une commune de 1 100 habitants sédentaires, plus importante que son cirque de montagne que la sous-préfecture. Rédu massivement, ce jeune médecin, que les affrontements politiques n'intéressent pas,

De notre envoyé spécial

n'en parle pas moins d'une véritable révolution, pour les communes rurales, les grandes villes, leur appareil, leur budget, et leurs services techniques, déjà plus en phase avec la décentralisation. Deux conditions toutefois au succès de cette entreprise : la capacité des conseils municipaux à maîtriser l'outil, et le tiers du troisième volet de la réforme, le « transfert financier » qui fera passer les pouvoirs de la réalité. Le maire d'Anot salue d'ailleurs un progrès de la démocratie : « L'élu, soumis à la sanction électorale, ne pourra plus se camoufler — par exemple pour le POS (1) — derrière des usages de l'administration ».

Homme de réflexion, il expose la philosophie de son attitude :

leur propre matériel professionnel et à l'emploi (soixante-cinq personnes au total). Quatre ateliers-relais, construits et viabilisés par la commune sur un terrain en zone industrielle, pourront accueillir, selon le même principe, menuiseries, boulangerie qui « exporte » son pain au levain vers Nice et un atelier d'horlogerie : d'où neuf emplois supplémentaires, que des petites entreprises locales n'auraient pas pu créer.

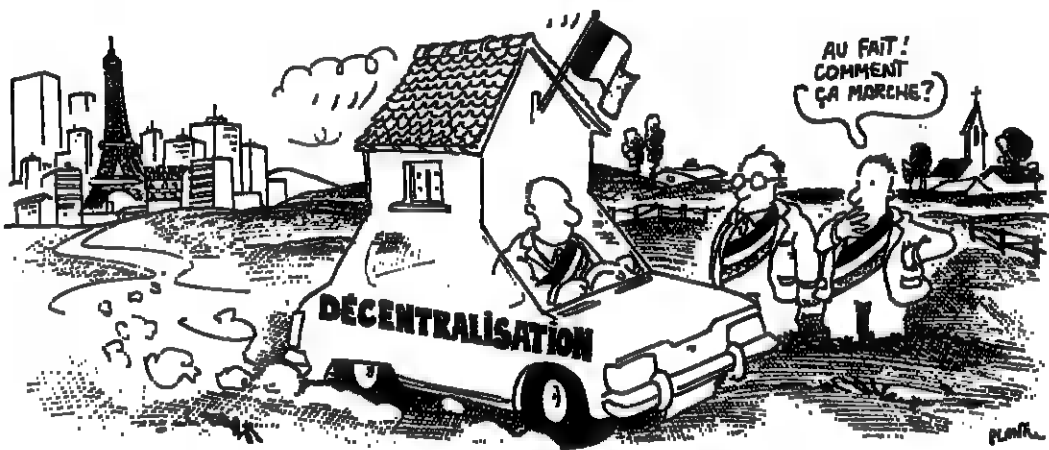
Au positif, la maigre enveloppe globale attribuée « au prorata du nombre d'habitants » ne favorise, non pas les dévotements fusions des syndicats intercommunaux à vocation multiple (SIVOM), source d'équipements rationnellement utilisés et amortis.

Ainsi, pour le maire d'Anot, la décentralisation est un véritable « service », dont il faut apprendre à servir, « combattant davantage routines et force d'inertie ». Qu'un tel espoir de renouveau se manifeste dans un arrondissement aussi dépeuplé n'est pas indifférent. Anot-de-la-Montagne, Anot, l'un des grandes routes, construit des logements pour une population qui augmente de l'emploi, y compris pour quatre-vingt-dix « immigrés » laotiens douze chefs de famille pourvus de travail, l'avoir personnel.

Mais Anot attend aussi le « troisième » volet de la loi : le transfert financier, garant de la vraie décentralisation.

JEAN RAMBAUD.

(1) Plan d'occupation des sols.



(Dessin de PLANTU.)

PRÈS DE MORLAIX (FINISTÈRE)

Une affaire d'Etat...

De notre envoyée spéciale

Saint-Martin-des-Champs. — La décentralisation est en bonne voie ! L'expérience de Saint-Martin-des-Champs, située quelque part sur la voie express, tout juste à Morlaix (Finistère), en est la preuve. Il n'a pas fallu moins de deux ministres, et non des moindres puisqu'il s'agit de MM. Pierre Mauroy et du ministre de l'Environnement (le maire M. Crépeau), et d'un avis du Conseil d'Etat pour ordonner la suppression... d'un dépôt de cadavres d'animaux jugé insalubre, exploité par la Société anonyme de récupération des déchets d'animaux (SARDA) de Kerolac. Un quart de page du Journal du 21 mars 1983 est consacré à cette « importante » affaire.

« Tout s'explique lorsqu'on remonte aux origines de cette décision », raconte le maire de Saint-Martin, M. René Sily (P.S.), que personne n'avait mis au courant de la publication de ces textes officiels. Jusqu'en 1975, la commune, mise à part quelques six mille âmes, comptait une usine d'équarrissage bien connue de tout Morlaix en raison des odeurs qui s'élevaient. Et, il y a huit ans, la SARDA achetait Saint-Martin pour les Côtes-du-Nord, le département voisin. La mairie a depuis lors « toléré » les vestiges de l'entreprise : un dépôt de cadavres et un atelier de stockage de peaux, « à condition que le propriétaire respecte la réglementation en vigueur en la matière ». Mais la délibération du

conseil municipal de février 1981 est restée sans suite, de même que l'arrêt du préfet du Finistère quatre mois plus tard. La SARDA faisait la sourde oreille.

Maintenant, changement de décor : la loi sur la décentralisation est votée, mais il faut tout de même employer des moyens à la mesure du problème posé. Un nouvel arrêté du préfet, le 28 mars 1982, était resté sans suite, Paris est intervenu... par l'administration préfectorale, « sans qu'elle demande l'avis du conseil municipal ». C'est ainsi que MM. Mauroy et Crépeau ont fait solennellement savoir à l'entreprise factrice que « son dépôt de cadavres doit être supprimé et qu'elle devait exécuter sur le site les travaux nécessaires » : démolition des bâtiments insalubres, nettoyage des abords.

Ainsi donc, un maire peut désormais décider de l'urbanisme de sa commune, fixer les impôts qu'il lève, établir sa stratégie financière, mais il ne serait pas de taille à régler une affaire de cadavres d'animaux. Pourtant, souligne M. Sily, « les habitants de la commune sont les premiers et les seuls concernés. Ce n'est pas M. Bouchard, nouveau secrétaire d'Etat à l'Environnement, qui viendra vérifier l'application par le Journal officiel ».

Le maire de Saint-Martin a envoyé le garde champêtre constater l'état des lieux. C'est tout de même plus sûr.

M.-C. ROBERT.

POINT DE VUE

Réforme régionale et rénovation du Sénat

par PAUL GRAZIANI (*)

La décentralisation a donc finalement été votée. Une loi que les politiques ont tant attendue, pour devenir une réalité à laquelle ils se sont adaptés. Il est vrai que, la loi votée, les débats législatifs n'ont pas été terminés, qui ont eu le temps d'écouter les débats.

En 1984, la région sera effectivement créée. Avec un retard, un projet de loi de Gaulle qui ressortissait, comme toujours, à une situation historique et à la présidence qu'il avait imposé et élargi. Le référendum fut pourtant, on le sait, une question conjonctive : la régionalisation et la réforme du Sénat. Les deux ont été traités ensemble par les consultants, le premier par le général de Gaulle : « Il est clair que la régionalisation des régions est une condition préalable à la réforme du Sénat ».

La loi que nous examinons ne traite pas la question de la régionalisation, la question de la consultation, la « réforme » du Sénat en elle-même, participant à des degrés subjectifs à l'échec de cette réforme. Or, nous ne sommes pas en mesure de la « révolution » qu'est la décentralisation, la manière dont elle se concrétise, la question de la réforme du Sénat.

La pierre de touche

La loi du 2 mars 1982, qui a permis la régionalisation des pouvoirs, les mutations sociologiques, les mutations économiques à leur terme, qu'elle induira : la décentralisation a initié un « mouvement sociologique » dont le point d'impact sera le « compromis » sur lequel la République française a vingt-cinq ans, une fois encore, le système institutionnel de 1958.

Il y a donc des institutions qui vont émerger, des institutions pour les diriger. L'élu doit l'influence dans son fief et, à Paris, le pouvoir doit faire place au décideur : l'homme politique gestionnaire qui aura en charge un département ou une région, disposant de l'exécutif, des compétences économiques définies par les décrets du 22 septembre 1982, d'un personnel ad hoc dont le futur statut va faire l'objet d'un débat crucial, un responsable ne pouvant être qu'un nouveau type.

Une telle réforme de la fonction publique est à la fois une conséquence probable d'une décentralisation effective. Les hommes et les femmes, placés dans une situation nouvelle, beaucoup d'entre eux, d'un personnel institutionnel de l'administration, devront résoudre le problème de

rapports de force entre le département et la région.

Il s'agit là, sans doute, de la pierre de touche de la loi Defferre. Les questions pendantes : évolution de la fonction publique, redéfinition du rôle de l'élu, capacité de notre démocratie de « digérer » et de s'enrichir, ne recevront pas de réponses si ne sont pas prou détermiées par l'articulation entre ces deux collectivités locales. Le lien inverse est d'ailleurs vrai, puisque, bien, les conditions légales entraînent les mutations sociologiques tout en les déterminant.

A cet égard, un risque apparaît : l'évidence : celui d'une déviation centralisatrice de la région, d'un glissement progressif du centre de gravité des pouvoirs qui ne se révélerait pas conforme à l'esprit du projet. Ce risque conduit inévitablement à une réflexion sur la nécessité d'un Sénat rénové, qui, lui-même, en l'absence de la régionalisation, assurerait la régulation d'un système qui va voir se redéployer les centres de décision et de sites d'expression, et des identités fractionnelles qu'il s'agit de faire concourir à la « réconciliation nationale », lieu qu'elles ne le grèvent par la discordance des politiques, l'incohérence des inter-

ventions économiques et les déséquilibres induits par la mise en dépendance d'un niveau par rapport à l'autre.

L'affirmation de la région, bien au-delà du cadre étroit de la loi de 1972, ne peut se faire jusqu'à présent au détriment du département. La loi de 1972, en entrant en vigueur, a été une planification plus indicative et le développement régional : la réforme régionale avait au contraire abouti à une déviation.

L'actuelle répartition des compétences, la loi du 7 janvier 1982 approuvant le plan intérimaire et ses « d'application » dessinent une tendance inverse. En matière de développement économique et de soutien à l'emploi, c'est un rôle de complément dans le temps et le volume d'intervention qui est attribué au département. Les aides directes (prime à l'emploi, prêts bonifiés), notamment, sont régies de telle manière que le département, n'intervenant pas, la région a décidé d'en faire autant et de le faire au plus profond, ré-

(*) R.P.R., député général des Hauts-de-Seine, vice-président de l'Assemblée des présidents des conseils généraux.

que d'avoir une action subordonnée quant aux choix et résiduelle quant aux moyens.

L'architecture de 1972 était, de ce point de vue, plus équilibrée. Ayant imposé sa compétence dans les spécialités, l'impulsion des équipements collectifs importants, les établissements publics régionaux (E.P.R.) manifestaient leur sensibilité à l'impératif d'équilibre interdépartemental en compensant les budgets départementaux sur les « petits projets ». La faculté qu'ils avaient acquise de délivrer des primes à l'emploi et à la création d'entreprises était indépendante et non exclusive des velléités départementales en ce domaine. Bref, la notion d'intérêt régional s'est concrétisée jusqu'à faire élargir le cadre étroit de la loi de 1972, sans préjudice pour la vie départementale.

A l'évidence, le texte socialiste privilégie la structure par rapport à la compétence. Sur les « petits projets », il attribue à la région, à l'initiative, à l'initiative par le recours au suffrage universel direct, une compétence générale pour le développement économique. Le département est confiné dans la sphère dite d'« animation ». Le risque est grand qu'il doive se contenter d'un rôle de super-assistante sociale, la définition de l'économie et les orientations budgétaires devenant l'appareil de la région, les deux collectivités se connaissent des conflits, s'installent en concurrence sur le terrain économique, qui est, sans doute, le plus mouvant, mais aussi le plus problématique pour des responsables devenus plus encore comptables des pertes et profits de leur tissu industriel.

Une réforme du Sénat paraît donc doublement justifiée. Pour une institution censée refléter la société française dans la diversité de ses forces, il y a en effet question de légitimité et qu'elle soit fidèle à l'heure de la grande redistribution triée.

Les grandes lignes du projet de loi sont valables. On peut s'y reporter, ainsi qu'aux débats — du moment. Et l'on peut raisonnablement penser qu'une présence de droit des présidents de Conseils généraux et régionaux serait de nature à répondre à la mise au formidable enjeu de concentration et de coordination qui va se faire jour, et ce d'autant qu'il va s'agir, pendant longtemps encore, de gérer la crise.

La France a beaucoup à gagner d'une modernisation de ses institutions assurant la cohérence de ses représentations : l'unité dans la diversité. Elle a tout à perdre de l'apport de la « décentralisation » contre la nation.

(1) A. Bourzat, le Conseil général à l'heure du changement. Ed. Contrepoint.

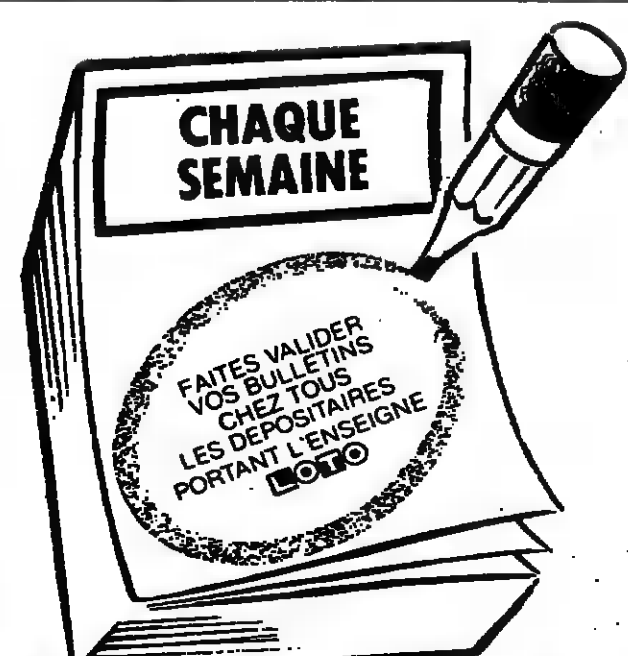
mémogenda 83

LES OPPORTUNITÉS DE CARRIÈRES

1 000 adresses pour choisir votre prochain emploi
gérer votre carrière

- L'annuaire des responsables du recrutement
- L'annuaire de l'été et les entreprises qui recrutent
- Prenez rendez-vous avec les entreprises qui recrutent
- Le guide des cycles des formations complémentaires et des principaux établissements de formation

Par correspondance, remettez un chèque de 12 F adressé à IDECOM, 57, avenue Montaigne, 75008 Paris. En librairie diffusé par



LOTO

c'est facile, c'est pas cher, ça peut rapporter gros.

هكذا من الأول

TRANSPORTS

AUTOS, BATEAUX, TRAINS, AVIONS

Une industrie qui a rapporté 33 milliards de francs en devises en 1981

Avec une balance extérieure positive de plus de 33 milliards de francs en 1981, le secteur des transports est en état d'importance dans la lutte pour la conquête de l'équilibre commercial de la France engagée par le gouvernement (1). Telle est du moins l'opinion des experts du groupe de politique des transports du ISE-Plan.

Certes, c'est-à-dire que le coût d'importation de l'énergie accroît le coût de la construction et de la

mise en œuvre des moyens de transport engendrent un déficit - 56 milliards de francs en 1981 - qui fait plus qu'annuler ce bon résultat. Mais c'est là un facteur qui pèse à peu près également sur l'ensemble de la plupart des pays développés, sans qu'ils en retirent tous des contreparties industrielles et commerciales dans des secteurs - comparables à la France.

La balance globale des services de transports, elle, beaucoup plus favorable, puisqu'elle enregistre un déficit de près de 6,2 milliards de francs. Le solde est pourtant positif pour le transport aérien (4,5 milliards) et le chemin de fer (1,3 milliard). Mais il est négatif pour la navigation fluviale (-0,2 milliard) et pour le transport maritime (-6,1 milliards) et - les services annexes de transport, et les autres - qui jouent notamment les transports routiers (-5,1 milliards).

Route ou rail ?

C'est cependant le pont énergétique qui déséquilibre le plus lourdement le secteur. En 1981, les transports ont consommé 31,8 millions de tonnes-équivalent pétrole, et ils ont nécessité des importations d'hydrocarbures pour un coût de 50 milliards de francs (2), dont 80 % pour les seuls transports routiers. On comprend, dans ces conditions, que les experts du ISE-Plan nourrissent quelques réserves quant à l'automobile (le 10 février). Pourtant, il n'est d'une redistribution autoritaire des trafics à laquelle le gouvernement ne soit toujours décliné opposé, il paraît difficile de reprendre à la route une part significative du rôle qu'elle a conquis depuis trente ans.

Une telle politique supposerait en effet d'agir sur des comportements

solidement enracinés qui s'évaluent en quelques chiffres : 220 milliards de francs que les ménages ont consacré aux transports en 1981 (soit 12,5 % de leurs dépenses), 38,5 milliards sont allés aux transports collectifs (3) et le reste aux transports individuels. Près de 62 millions de véhicules ont été achetés en 1981, et 152 milliards à leur utilisation. Une réduction en profondeur de l'usage des transports aurait, de plus, des conséquences importantes sur l'emploi. Sur une population active de 21,6 millions de personnes, 3,2 à 3,5 millions vivent directement ou indirectement des transports, et parmi eux 2,3 à 2,5 millions dépendent de la route, compte non tenu des entreprises de travaux publics et des administrations partiellement employées (trois millions de salariés) dans les services de soins aux victimes de la route. Autant de considérations qui incitent à penser que l'automobile a certainement des beaux jours.

J. St.

(1) En 1981, le déficit global du commerce extérieur de la France atteignait 55,6 milliards de francs pour l'ensemble des biens et des services.

(2) S'y ajoutent 6 milliards de francs en titre de l'énergie nécessaire à la fabrication des matériels de transport.

(3) 14,8 milliards de francs de transports routiers, taxis et dépanagements.

CONSTRUCTION NAVALE

Les Européens s'inquiètent d'un regain de la concurrence japonaise

(Suite de la première page.)

Ces derniers s'expliquent, bien sûr, par la crise économique mondiale, mais aussi par les effets de la concurrence internationale dont le Japon avait, en d'autres temps, pourtant bien profité. C'est ainsi que les constructeurs de Singapour ont réalisé en 1982 un chiffre d'affaires record : près de 900 millions de dollars, en augmentation de 20 % sur l'année précédente. Un « outsider » sérieux est aussi apparu sur le marché : la Chine. Grâce à des prix inférieurs de 10 à 15 % à ceux de ses voisins, elle a emporté quelques beaux contrats étrangers, et notamment des commandes totalisant vingt navires fin 1982.

Mais le rival le plus menaçant du Japon demeure la Corée du Sud dont la production a connu en dix ans, pour l'instant, avec 16 % de la production mondiale, la Corée construit encore trois fois moins de navires que le Japon. Mais avec des salaires plus bas, une « paix sociale » assurée par l'interdiction du droit de grève et des circuits de financement qui échappent aux règles de l'O.C.D.E., elle est en train de l'écart à vive allure.

Ce n'est pas tout. Le regain de chances aux Occidentaux. Jadis leaders incontestés, les États-Unis ont aujourd'hui tombés à la douzième place des producteurs, loin derrière l'Espagne, le Brésil ou même la Roumanie. Même subventionnés à 50 %, les chantiers navals américains ne peuvent lutter contre les prix étrangers. La Suède, qui était encore le deuxième constructeur mondial en 1974, ne figure même plus parmi les dix premiers et le gouvernement a laissé dernièrement porter son intention de réduire ses subventions aux trois chantiers encore en activité. En Norvège, les effectifs affectés à la construction de bâtiments neufs ont diminué de 60 % en quelques années.

En Grande-Bretagne aussi, l'époque faste est révolue. Depuis leur nationalisation, en 1977, les chantiers ont perdu vingt-quatre mille emplois, et le président de British Shipbuilders, Sir William Atkinson, estime que neuf mille salariés devront encore être licenciés. Ses chantiers, qui ont sorti en 1982 trois fois moins de bateaux qu'en 1976, n'ont pas guère de travail assuré que pour une année. Le Japon n'exclut pas que l'industrie de la construction navale ait tout à fait disparu en Grande-Bretagne dans trois ans.

Les deux pôles français

Le premier constructeur naval ouest-allemand, Howaldtswerke Deutsche Werft (H.D.W.), qui a perdu, en 1982, 800 millions de francs, a annoncé il y a trois semaines son intention de licencier deux mille cent personnes à Hambourg et mille cinq cents à Kiel. En attendant, des mesures de chômage partiel sont appliquées depuis plus d'un an. Et, comble de déchéance, les Pays-Bas parlent de vendre un de leurs chantiers navals... à Taiwan : Wilton Feyenoord, une entreprise du puissant groupe hollandais R.S.V. (en paiement depuis le 1er janvier) est en effet dans l'incapacité de rembourser le gouvernement la Taïpei le million de dollars versé par ce dernier en soute d'une commande de deux sous-marins passée en 1981.

En France, la situation est plus inquiétante. Depuis 1975, la production de navires a été réduite de moitié et ses effectifs réduits d'un tiers. Son commandement la situe encore en deuxième position mondiale, mais un tonnage quinze fois moindre que celui du Japon. Et, en 1982, elle n'a travaillé qu'à 40 % de ses capacités, un marché intérieur dépressif compensant mal des exportations de plus en plus concurrentielles. Pourtant, la construction navale française demeure un secteur important, avec vingt mille emplois directs, au total d'emplois indirects et 7 milliards de francs de chiffre d'affaires, plus de la moitié à l'exportation. C'est pour lui donner l'air structuré la fin de l'an passé en la transformant en deux pôles Nord-Méditerranée (Dunkerque, La Seyne, La Ciotat) et Atlantique (Alstom, Dubigeon-Normandie) - chacun d'eux se rapprochant ainsi de la taille des chantiers étrangers.

Dans le même temps, les pouvoirs publics se sont engagés à favoriser l'achat de bateaux français, une mesure par les administrations nationales, mais aussi par les étrangers, partant du fait que les règlements de l'O.C.D.E. sont de plus en plus vent transgressés par les autres pays européens. Enfin, la recherche de la diversification des productions se sont encouragées. Il s'agit, ainsi que le déclarait l'ancien ministre de la mer, M. Louis Le Pen, devant les ministres du 10 décembre dernier, de doter le pays d'une « industrie capable de prendre pleinement sa part dans le développement des nouvelles technologies marines, tout en sauvegardant les outils de production des sous-marins dans la conjonction dans le « maritime ». A condition de prendre garde à un redoutable danger : dénonçait M. Le Pen : « la concurrence internationale - particulièrement déloyale - et qui n'a certainement pas en sa faveur ».

JAMES SARAZIN.

APRÈS LE RETOUR DE L'« ARMORIQUE » A ROSCOFF

La compagnie Brittany Ferries porte plainte pour incendie volontaire

La compagnie de navigation Brittany Ferries a déposé une plainte contre X auprès du procureur de la République de Morlaix, ordonnant l'incendie volontaire, samedi 2 avril, à bord de l'un de ses navires, l'Armorique, provoquant la mort d'un passager (le Monde du 5 avril), ne peut résulter « que d'un feu volontaire ».

Les causes du feu ne peuvent être imputées en aucun cas à une défaillance technique de quelque nature que ce soit, selon Brittany Ferries, dont le secrétaire général, M. Michelini, a réagi qu'il « a observé dans différents endroits de l'Armorique plusieurs tentatives d'incendie avortées ».

L'Armorique est rentré lundi, à son port d'attache, Roscoff, où il devra recevoir des réparations. C'est l'un des quatre navires exploités,

autre en bateau de fret, par cet armement créé en 1972 d'une volonté régionale de développer la Bretagne. Sa création résulte d'une initiative des agriculteurs du pays de Léon (et notamment de M. Alexis Gourvenec) qui voyaient là un moyen d'ouvrir le marché britannique à leurs produits maraîchers. Dans le même temps, le port de Roscoff était aménagé avec l'appui de l'Etat, de la chambre de commerce de Morlaix et des organisations agricoles. Brittany Ferries devait par la suite développer son activité de transport de passagers vers la Grande-Bretagne et la République d'Irlande et même à une ligne Plymouth-Santander (Espagne).

Elle a connu, à partir de 1980, des difficultés financières résultant d'une insuffisance de moyens,

ENVIRONNEMENT

Aux Etats-Unis

Nuages toxiques, explosions, marée noire...

De notre correspondant

New-York. - C'est par une succession de miracles que la série d'accidents qui aurait pu transformer le week-end de Pâques en tragédie, s'est finalement soldée par quelques plaies et bosses. Le plus grave de ces accidents a eu lieu à Denver (Colorado), dont la population a été réveillée en sursaut par les sirènes d'alerte dimanche matin, pour après 4 heures. Un wagon d'acide nitrique, qui se trouvait sur une voie de garage proche du centre de la ville, venait d'être crevé par l'attelage d'un wagon voisin. En quelques instants, un épais nuage toxique enveloppait le quartier et se déplaçait vers le centre. La police tenta de faire évacuer quelques vingt-cinq mille habitants de la zone menacée, mais le débâcle à peine, semblait-il, prit l'alerte suffisamment au sérieux pour abandonner son domicile.

Il a fallu six heures aux pompiers et 700 tonnes de soude pour enrayer le sinistre. Bilan d'une marée d'acide nitrique : 20 000 gallons d'acide nitrique répandus dans l'ouest de la ville ; onze blessés légers, dont trois pompiers, et des dizaines d'appels aux hôpitaux.

Dans la même journée, quatre péniches de pétrole, heurtant successivement deux ponts à Saint-Louis, ont explosé et incendié toute une série de barges à quai. Il n'y a eu qu'un seul

blessé, mais le Mississippi, qui est en crue, est pollué sur 15 kilomètres.

A 80 kilomètres au nord de New-York, neuf wagons d'un train comportant notamment des voitures de nuit ont déraillé, heureusement sans explosion. Enfin, cinquante maisons de Long Island ont dû être évacuées d'urgence, après avoir été contaminées par un pesticide, l'aldrin, destiné à la lutte contre les termites.

Les Américains sont de plus en plus obsédés par la pollution, et on peut les comprendre : il se passe peu de jours sans que la presse ne rapporte un accident ou un incident mettant en cause l'utilisation de produits toxiques. Le laxisme observé par l'administration fédérale à l'égard des règlements, jadis sévères, de l'Agence pour l'environnement, la nouvelle complaisance dont bénéficient les entreprises polluantes, ajoutée au manque de coordination des législations locales, multiplient le nombre des infractions. A voir les innombrables trains de matières inflammables qui transitent paisiblement à travers les plus grandes villes du pays - sans passages à niveau - on se demande comment le type d'accident dont Denver a fait être victime ne se produit pas plus souvent.

M. B.

MADRID

19 vols par semaine.



Air France vous facilite l'Europe.

Avec Air France, vous pouvez rejoindre Madrid 19 fois par semaine en Boeing 737, le samedi et le dimanche en Airbus. Vous profitez ainsi d'horaires spécialement étudiés pour mener à bien vos affaires dans la journée. Si vous voyagez en Classe Economique, le repas vous est désormais servi par le personnel de bord. Madrid, avec Air France, le moyen le plus efficace pour se rendre en Espagne.



Le Monde

économie

ÉNERGIE

LA DIFFICILE RELANCE DE LA PRODUCTION NATIONALE DE CHARBON

Prisonnier du passé

« L'été s'achève et les chantiers de la production nationale de charbon sont toujours en retard », précise, en introduction d'un long rapport paru le 25 mars, M. Hug, directeur général du Charbonnage de France.

Il aurait pu évoquer celui de la direction, qui s'est terminée dans les mêmes conditions, la caractéristique de la production nationale de charbon étant, point par point, de ne pas pouvoir empêcher l'abandon, imposer la discipline.

Le directeur général, qui résume le bilan de l'année, se dit « prisonnier du passé », car il ne peut pas faire autrement que de se conformer à la politique nationale de charbon, qui est une politique de relance de la production nationale de charbon.

Malgré la situation, M. Hug, qui est directeur général du Charbonnage de France, ne peut pas faire autrement que de se conformer à la politique nationale de charbon, qui est une politique de relance de la production nationale de charbon.

La politique nationale de charbon, qui est une politique de relance de la production nationale de charbon, ne peut pas faire autrement que de se conformer à la politique nationale de charbon, qui est une politique de relance de la production nationale de charbon.

Il fallait en changer, c'est la décision qu'a prise le Parlement, c'est la décision qu'a prise le Parlement, c'est la décision qu'a prise le Parlement.

Que M. Hug, chargé de la direction du Charbonnage de France, ne peut pas faire autrement que de se conformer à la politique nationale de charbon, qui est une politique de relance de la production nationale de charbon.

Une partie importante de la production nationale de charbon, qui est une politique de relance de la production nationale de charbon, ne peut pas faire autrement que de se conformer à la politique nationale de charbon, qui est une politique de relance de la production nationale de charbon.

Pour M. Hug, c'est le rôle de la direction du Charbonnage de France, qui est une politique de relance de la production nationale de charbon, ne peut pas faire autrement que de se conformer à la politique nationale de charbon, qui est une politique de relance de la production nationale de charbon.

Le coût du charbon, qui est une politique de relance de la production nationale de charbon, ne peut pas faire autrement que de se conformer à la politique nationale de charbon, qui est une politique de relance de la production nationale de charbon.

La situation française du charbon, qui est une politique de relance de la production nationale de charbon, ne peut pas faire autrement que de se conformer à la politique nationale de charbon, qui est une politique de relance de la production nationale de charbon.

Les coûts du charbon, qui est une politique de relance de la production nationale de charbon, ne peut pas faire autrement que de se conformer à la politique nationale de charbon, qui est une politique de relance de la production nationale de charbon.

Le coût du charbon, qui est une politique de relance de la production nationale de charbon, ne peut pas faire autrement que de se conformer à la politique nationale de charbon, qui est une politique de relance de la production nationale de charbon.

Le coût du charbon, qui est une politique de relance de la production nationale de charbon, ne peut pas faire autrement que de se conformer à la politique nationale de charbon, qui est une politique de relance de la production nationale de charbon.

Le coût du charbon, qui est une politique de relance de la production nationale de charbon, ne peut pas faire autrement que de se conformer à la politique nationale de charbon, qui est une politique de relance de la production nationale de charbon.

per AUGUSTIN DUFRESNE (*)

que par les perspectives de ferme-

Mais nous ajouterons que la gestion actuelle, qui se traduit par le blocage du personnel, les licenciements imposés sur la production d'exploitation, le blocage des investissements, la dégradation au point d'écouler les mines et une partie de l'encadrement.

La Fédération a publiquement dénoncé la situation et a demandé aux pouvoirs publics de prendre des mesures pour relancer la production nationale de charbon.

Le coût de l'importation, qui est une politique de relance de la production nationale de charbon, ne peut pas faire autrement que de se conformer à la politique nationale de charbon, qui est une politique de relance de la production nationale de charbon.

Le choix de l'importation, qui est une politique de relance de la production nationale de charbon, ne peut pas faire autrement que de se conformer à la politique nationale de charbon, qui est une politique de relance de la production nationale de charbon.

Enfin, par le biais de la T.V.A. et des divers impôts, il revient environ 10 % de plus à la production nationale de charbon, qui est une politique de relance de la production nationale de charbon.

Qui va payer cela si ce ne sont les citoyens, la collectivité, en payant les impôts, qui est une politique de relance de la production nationale de charbon, ne peut pas faire autrement que de se conformer à la politique nationale de charbon, qui est une politique de relance de la production nationale de charbon.

C'est tout ce qu'il faut prendre en compte pour apprécier, pour évaluer, la situation du charbon, qui est une politique de relance de la production nationale de charbon, ne peut pas faire autrement que de se conformer à la politique nationale de charbon, qui est une politique de relance de la production nationale de charbon.

La stratégie de M. Hug repose, il n'y a pas de doute, sur la gestion de la production nationale de charbon, qui est une politique de relance de la production nationale de charbon, ne peut pas faire autrement que de se conformer à la politique nationale de charbon, qui est une politique de relance de la production nationale de charbon.

C'est la dictature de la production nationale de charbon, qui est une politique de relance de la production nationale de charbon, ne peut pas faire autrement que de se conformer à la politique nationale de charbon, qui est une politique de relance de la production nationale de charbon.

(*) Secrétaire général de la Fédération nationale du sous-sol C.G.T.

SOCIAL

La C.G.T. propose une profonde « correction » du plan de rigueur

La C.G.T. a publié les propositions qu'elle a présentées, vendredi 1^{er} avril, au premier ministre, afin de relever les bases d'imposition supplémentaires et d'améliorer le pouvoir d'achat des rémunérations faibles et moyennes. Ces propositions tendent à modifier profondément le plan de rigueur. « Ne pas se tromper de poche et dire clairement à quoi vont servir les fonds récupérés », écrit dans l'Humanité du 5 avril, M. Louis Vianet, secrétaire confédéral qui invite les salariés à multiplier les interventions : « C'est aux travailleurs qu'il appartient de faire se lever le vent contraire. Vous avez des choses à dire au gouvernement. Il faut le faire et vite : motions, pétitions, délégations, rien ne doit être négligé pour que

notre volonté se fasse entendre vite et fort. Mais vous avez des choses à imposer aux patrons pour la défense du pouvoir d'achat, pour l'augmentation des salaires, pour barrer la route aux licenciements, pour empêcher la poursuite de la casse et cela nécessite de s'y mettre tous ensemble avec beaucoup d'énergie. »

Déjà des pétitions ont été envoyées et sont communiées à la presse. Les mesures du plan de rigueur vont « dans le mauvais sens », affirme l'une d'entre elles. « Nous demandons à M. Mitterrand de revenir sur ces dernières qui sont une erreur politique. Dans le cas contraire nous demandons aux députés socialistes et communistes de ne pas les voter. »

Impôt obligatoire : « Il ne doit pas être appliqué à ceux qui ont un revenu inférieur à 15 000 F (au lieu de 5 000 F). Cela représente des ressources dépassant 5 800 F par mois pour un célibataire, 10 000 F par mois pour un ménage avec deux enfants. Son pourcentage doit être augmenté de 10 % au départ pour dépasser ce taux et ce qui concerne les plus hauts revenus (...). Les salariés ayant subi une baisse importante de ressources de 1982 à 1983 par suite de chômage total ou partiel, de réduction d'horaires ou de toute autre cause économique seraient exonérés. En compensation (...) l'impôt sur les grandes fortunes devrait être doublé et les exonérations abusives supprimées. »

Prélèvement de 1 % sur les revenus imposables : « Les petits et moyens revenus devraient être exonérés, et les charges familiales prises en compte. La C.G.T. propose de limiter le prélèvement à 7 000 F mensuels, ce qui équivaut à 2 % de la compensation des charges de famille. En compensation des charges de famille, le prélèvement sur les revenus qui ne dépassent pas 15 000 F doit être supprimé. »

Améliorer le pouvoir d'achat des salariés : « Le SMIC doit être amélioré et relevé, son pouvoir d'achat réel progressant de 5 % en 1983, les petits et moyens salaires doivent également progresser. La remise en ordre des rémunérations et classifications doit engager. Les accords contractuels et les garanties qu'ils prévoient doivent être rigoureusement respectés. »

L'utilisation des moyens : « Les moyens dégagés doivent être utilisés au développement industriel, à la lutte contre le chômage, à la formation des travailleurs, à l'amélioration de leurs conditions de travail. Cette utilisation doit se faire en accord avec les organisations syndicales et la participation des travailleurs à la gestion de l'entreprise. La C.G.T. propose une procédure de concertation entre les ministères, la C.G.T. et les fédérations de salariés pour définir les priorités, afin de mieux utiliser les ressources. »

Soigner mieux les dépenses d'investissement : « La C.G.T. considère qu'il faut écarter les fausses solutions, du genre forfait hospitalier, à la fois injuste, inefficace et inefficace. Elle propose d'économiser les ressources nouvelles. Sur les 15 milliards de dettes patronales, 7 milliards peuvent être versés immédiatement par les entreprises à la C.G.T. pour financer des interventions. »

Donner aux travailleurs, à leurs représentants, aux organisations syndicales, des moyens réels d'intervention.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES INDUSTRIES PÉTROCHIMIQUES

ENTREPRISE NATIONALE SONATRACH DIVISION COMMERCIALISATION

DIRECTION PÉTROCHIMIE DÉPARTEMENT PLASTIQUES

Avis d'appel d'offres national et international

« EX 002/83/PPF »

Un avis d'appel d'offres national et international est lancé pour la fourniture en produits plastiques semi-finis et finis suivants :

- PLAQUES PMMA (coulé) ;
- TUBES CREUX EN PMMA ;
- FILM AUTOCOLLANT PVC (rouleaux) ;
- FEUILLES AUTOCOLLANTES PVC ;
- GAINE PVC (bobine) ;
- ROULEAUX RÉFLECTORISÉS AUTOCOLLANT PVC ;
- PLAQUES EXPANSÉES EN POLYÉTHYLENE (TYPE SANDWICH).

Les soumissionnaires intéressés par cet appel d'offres peuvent retirer le cahier des charges à l'adresse suivante : SONATRACH - Direction Pétrochimie - Département Plastiques - Route des Chénouas - ALGER (Algérie), ou demander son envoi.

Le présent appel d'offres s'adresse aux seuls fabricants et producteurs, à l'exclusion des regroupements, représentants de groupes et autres intermédiaires et ce, conformément aux dispositions de la loi n° 78-02 du 11 février 1978 portant monopole de l'Etat sur le commerce extérieur.

Les offres doivent parvenir à l'adresse sus-indiquée sous double enveloppe cachetée, l'enveloppe extérieure devant être anonyme, ni porter de façon apparente aucun renseignement :

« Appel d'offres national et international »

« Plastiques semi-finis et finis »

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant un délai de trois (3) mois à compter de la clôture du présent appel d'offres.

La date limite de réception des offres en nos bureaux est fixée au 11 avril 1983.

(Publicité)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES INDUSTRIES PÉTROCHIMIQUES

« ENTREPRISE NATIONALE DE FORAGE »

Avis d'Appel d'Offres International

N° EX/02/83

L'Entreprise Nationale de Forage « ENAFOR » lance un avis d'appel d'offres international pour la fourniture de pièces de rechange pour pompes à boue de forage (partie hydraulique).

Cet appel d'offres s'adresse aux entreprises de production à l'exclusion des regroupements, représentants de groupes et autres intermédiaires et ce, conformément aux dispositions de la loi n° 78-02 du 11 février 1978 portant monopole de l'Etat sur le commerce extérieur.

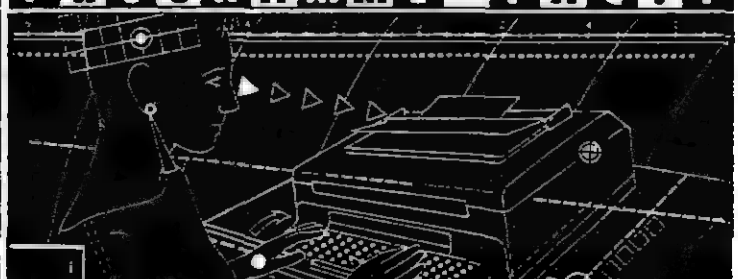
Les soumissionnaires intéressés par cet appel d'offres peuvent retirer le cahier des charges à l'adresse suivante : ENAFOR - Département Engineering et Approvisionnement - 1, place BIR EL HAJER - EL BIAR - ALGER - à partir de la parution du présent avis.

Les soumissionnaires doivent fournir huit (8) exemplaires sous pli cacheté, en recommandant, l'enveloppe extérieure devant être anonyme, ni porter de façon apparente aucun renseignement, sans en-tête, sigle ou cachet du soumissionnaire et porter uniquement la mention :

« APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° EX/02/83 - CONFIDENTIEL - A NE PAS DIVULGUER - A L'ATTENTION DE MONSIEUR LE CHEF DE DÉPARTEMENT ENGINEERING ET APPROVISIONNEMENTS »

devront parvenir au plus tard le 10/05/1983 délai de rigueur. Toute soumission parvenant après ce délai sera rejetée. Le délai d'option sera de 120 jours à compter de la date de clôture de l'appel d'offres.

BUREAUTIQUE DEMANDEZ LE PROGRAMME FACIT



Bureautique, informatique, aménagement de bureaux... Demandez le programme FACIT, en 14 pages et 60 photos, du groupe ERICSSON, tient le pari de vous expliquer simplement comment votre entreprise peut bénéficier aujourd'hui du bureau de demain. Beau programme en perspective.

CATALOGUE GRATUIT

Où il vous recevra gratuitement le programme FACIT :

Programme bureautique FACIT 82, du P.S. Allende 72707 Cedex.

Nom Adresse professionnelle

Fonction Tél.

Entreprise

FACIT

(Publicité)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES INDUSTRIES PÉTROCHIMIQUES

« ENTREPRISE NATIONALE DE FORAGE »

Avis d'Appel d'Offres International

Restreint N° EX/03/83

L'Entreprise Nationale de Forage « ENAFOR » lance un avis d'appel d'offres international restreint pour la fourniture de :

- Lot N° 01 : Diverses pièces de rechange pour moteurs diesel - CATERPILLAR.
- Lot N° 02 : Diverses pièces de rechange pour moteurs Diesel - GM - et - EMD.

Cet appel d'offres s'adresse aux constructeurs et distributeurs officiels à l'exclusion des regroupements, représentants de groupes et autres intermédiaires et ce, conformément aux dispositions de la loi n° 78-02 du 11 février 1978 portant monopole de l'Etat sur le commerce extérieur.

Les soumissionnaires intéressés par cet appel d'offres peuvent retirer le cahier des charges à l'adresse suivante : ENAFOR - Département Engineering et Approvisionnement - 1, place BIR EL HAJER - EL BIAR - ALGER - à partir de la parution du présent avis.

Les soumissionnaires doivent fournir huit (8) exemplaires sous pli cacheté, en recommandant, l'enveloppe extérieure devant être anonyme, ni porter de façon apparente aucun renseignement, sans en-tête, sigle ou cachet du soumissionnaire et porter uniquement la mention :

« APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° EX/02/83 - CONFIDENTIEL - A NE PAS DIVULGUER - A L'ATTENTION DE MONSIEUR LE CHEF DE DÉPARTEMENT ENGINEERING ET APPROVISIONNEMENTS »

devront parvenir au plus tard le 10/05/1983 délai de rigueur. Toute soumission parvenant après ce délai sera rejetée. Le délai d'option sera de 120 jours à compter de la date de clôture de l'appel d'offres.

(Publicité)

ROYAUME DU MAROC

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES MINES

OFFICE NATIONAL DE RECHERCHES ET D'EXPLOITATIONS PÉTROLIÈRES

ONAREP

Avis d'appel d'offres international

Dans le cadre d'un 2^e prêt en cours de négociation avec la banque mondiale pour l'exploitation pétrolière au Maroc, et suite à l'annonce générale faite dans le développement Forum Business Edition.

L'Office National de Recherches et d'exploitations Pétrolières (ONAREP) lance trois (3) appels d'offres internationaux pour la fourniture de :

- Produits à base (Conforme à la norme OCMA (Réf. C.83/048)
- Têtes de puits et arbres de Noël (PSI (Réf. 83/045).
- Outils de forage (Réf. 83/130).

Les soumissionnaires d'appel d'offres pourront être reçus jusqu'au 14 avril 1983 inclus à la division équipement de l'ONAREP - Charria Al Fadila quartier industriel - Marrakech.

هذا ما نحن الاصل

Le bilan 1982 de l'Agence nationale pour l'emploi : une radiographie de la lutte contre le chômage

L'Agence nationale pour l'emploi (A.N.P.E.) a rendu publics ses principaux résultats concernant les demandes et offres d'emplois ainsi que les placements enregistrés en 1982. Le bilan définitif de l'activité pour l'année écoulée ne sera connu qu'en juin.

Pour les responsables de l'A.N.P.E., mais aussi pour la conjoncture économique, le nombre de placements réalisés a « sensiblement » augmenté, ainsi que le volume des offres proposées par l'Agence.

Côté demandes, l'année 1982 est marquée par un ralentissement général dans le rythme de croissance jusqu'au 1er janvier 1983, où le nombre de demandes a passé de +3,3 % en 1981 à +2,7 % en 1982. L'Agence a reçu cette même année 3 902 677 demandes d'emploi à ses guichets. 86 % de ces demandes proviennent, comme en 1981 et 1982, de personnes « immédiatement disponibles, sans emploi et à la recherche d'un emploi durable à temps plein » (c'est la catégorie statistique dite « 1 ») ; 6 % sont le fait de gens sans emploi à la recherche d'un travail à temps partiel (catégorie « 2 ») ; cet effectif poursuit sa croissance, mais à un rythme moins rapide (de +10,7 % en 1981 à +6 % en 1982).

En revanche, le nombre de demandeurs sans emploi à la recherche d'un contrat à durée déterminée (catégorie « 3 ») connaît en 1982 une quasi-stagnation : +1,1 % après une forte augmentation : +22,1 % en 1981. C'est sans doute la part des effets des congédiements du 5 février 1982 réglant tant le recours à ce type de contrats. De même, la modification de méthode en fin d'année concernant la correction saisonnière a joué.

Les demandeurs d'un emploi à temps plein mais disponibles à terme (catégorie « 4 »), de moins en moins nombreux, ne forment plus en 1982 que 0,8 % de l'ensemble des demandeurs. Quant aux actifs à la recherche d'un autre emploi (catégorie « 5 »), leur effectif total augmente de +5,6 % en 1982.

Passons maintenant au plus important : la recherche d'un travail stable à temps plein. Ce sont les personnes dites « 1 » et « 2 », des jeunes de moins de vingt-cinq ans (52,6 %), principalement.

lement des non-qualifiés. L'absence de qualification est de plus en plus fréquente : le nombre d'ex-O.S. (en majorité des hommes) et celui d'employés non qualifiés (surtout des femmes) croissent très vite : +6 % et +5,6 % respectivement en 1982.

Comment devient-on chômeur ? Presque des trois quarts des enregistrements à l'A.N.P.E. se font après la perte d'un emploi salarié ou une démission. Ce phénomène est en léger ralentissement ; le rythme de croissance de l'effectif reste de +2,9 % en 1982. Seules les inscriptions consécutives à une fin de contrat à durée déterminée présentent une forte croissance (+16 %).

Le nombre des actifs inscrits à l'Agence après un emploi de type précaire est lui aussi en augmentation. Mais les enregistrements après un licenciement économique sont en diminution : -10,5 % en 1982.

Offres et placements

Les offres d'emplois recueillies par l'A.N.P.E., toutes catégories confondues, ont augmenté de 10,9 % en 1982, après avoir diminué de 5,9 % en 1981. Les propositions d'emplois durables à temps plein restent les plus nombreuses : 57,3 % du total des offres (au lieu de 57,6 % l'année précédente). Mais les offres d'emplois saisonniers ou temporaires augmentent vite : au rythme de +15,4 %, elles représentent désormais près du tiers du total.

La procédure des contrats de solidarité a fourni, en 1982, 6,5 % de ce même total.

Qu'en est-il des placements effectivement réalisés par l'Agence ?

Le nombre de 787 339, ils sont en progression de +6,8 %, de 1981 à 1982. 70 % d'entre eux concernent des demandeurs immédiatement disponibles à la recherche d'un emploi durable à temps plein. Ce type de placements est en augmentation : +7,1 % en 1982. Mais les placements dans un emploi à durée déterminée croissent plus vite : +16,8 % de 1981 à 1982, soit une part de 15 % dans l'ensemble des placements.

Cette politique de placements est-elle menée par l'Agence-bénéficiaire davantage aux hommes qu'aux

féminines, aux jeunes qu'aux plus âgés. Cela dit, les insertions ou les ré-insertions professionnelles sont plus aisées : +12,7 % d'augmentation en 1982. Elles résultent de plus en plus des démarches personnelles des demandeurs (+13,5 %) plutôt que des placements par l'Agence (+7,5 %).

L'année 1982 a été l'occasion pour l'Agence de « rénover » ses modes de gestion. Ainsi a-t-elle relancé son programme informatique, passé une convention de collaboration plus étroite avec l'A.F.P.A., lancé des « opérations pilotes » dans une cinquantaine d'agences.

L'Agence a participé aux divers plans gouvernementaux de lutte contre le chômage. Pour ce faire, mille nouveaux agents ont été recrutés et formés au cours du premier semestre de 1982.

MONNAIES

NOUVELLE HAUSSE DE LA LIVRE

L'évaluation officielle du 5 avril sur les grandes places financières mondiales a été la nouvelle hausse de la livre, dont le cours s'est élevé à 1,6720 dollar (contre 1,6225 dollar).

La devise américaine s'est légèrement dévaluée vis-à-vis des autres monnaies, passant de 7,266 F à Paris (contre 7,249 F le 31 mars), et de 2,4159 DM à Francfort (contre 2,4265 DM). Dans le S.M.E., le dollar a subi une dévaluation de 0,001 F, passant de 3 F contre 2,9985 F, tandis que le florin a rebondi. Ces diverses variations de cours ont été enregistrées dans des marchés calmes.

L'or s'est vivement redressé et s'est traité aux alentours de 424 dollars l'once à Londres contre 414,75 dollars le 31 mars.

Faits et chiffres

Affaires

La production de magnétoscopes japonais en R.F.A. devrait connaître plus tôt que prévu. Le groupe Hitachi a avancé de trois mois la sortie du premier magnétoscope de sa nouvelle usine de Landsberg en R.F.A.

La production, qui commençait en octobre, devrait être de 5000 unités par mois, pour monter progressivement à 10 000 en 1986. L'accord d'autorisation sur les exportations de magnétoscopes aux États-Unis a été signé récemment par le Japon, ce qui accélère cette accélération du programme européen d'Hitachi.

La Société nouvelle des aciéries de Pompy va superviser un milliard d'euros d'ici au 31 décembre 1984. Conformément au plan d'acier annoncé l'été dernier, la filiale de Saeclor verra ses effectifs passer de trois mille deux cents personnes à deux mille deux cents, principalement grâce aux départs des travailleurs de plus de cinquante ans, et au passage à trente-cinq heures pour les postés.

Agriculture

Le Brésil réalisera en 1983, pour la quatrième année consécutive, une récolte record de soja. Selon le service du commerce extérieur de la Banque du Brésil, l'exportation de graines, de farine et d'huile de soja rapporterait, cette année, quelque 2 milliards de dollars, les 600 000 tonnes de soja dont le Brésil négocie actuellement la vente à l'Union soviétique n'étant pas prises en compte dans ce calcul. (A.F.P.)

Colloque

Le ministère de l'Industrie et de la recherche et celui de l'Éducation nationale ont chargé le Groupe d'études et d'assistance aux choix technologiques du C.E.S.T.A. d'organiser un colloque national : « Formation, qualification et politique industrielle ». Ce colloque se tiendra les 14 et 15 avril prochains au C.E.S.T.A., 5, rue Descartes, Paris-5.

Social

Aux élections de députés du personnel chez Unipar, M. Marty, élu de Dunkerque (Nord), la C.G.T. a progressé de 0,92 point dans le collège « ouvriers », au détriment de F.O., qui perd 0,56 point, et de la C.F.D.T., qui recule de 0,36 point. Dans le collège « cadres », par contre, la C.G.T. recule de 1,09 point, la C.G.C. de 1,22 point, mais la C.F.D.T. progresse de 1,09 point, et F.O. de 1,22 point.

Collège « ouvriers » : Inscriptions : 1 101 ; exprimés : 777 ; C.G.T. : 72,39 % ; C.F.D.T. : 23,68 % ; F.O. : 3,73 % ; C.G.C. : 0,92 % ; Inscriptions : 495 ; exprimés : 343 ; C.G.C. : 51,90 % ; C.F.D.T. : 34,69 % ; C.G.T. : 7,58 % ; F.O. : 0,83 %.

ÉTRANGER

En Autriche

Les experts font preuve d'un optimisme prudent

De notre correspondant

Vienne. — L'Autriche s'attend à une reprise économique modeste pour la seconde moitié de cette année. Les signes d'un redémarrage discret au plan mondial ont conduit les instituts économiques à réviser en hausse leurs pronostics et à prévoir une croissance de 0,7-1 % (contre 0-0,50 % en décembre 1982) pour 1983. Cet optimisme prudent se justifie également, semble-t-il, par les résultats en somme encourageants obtenus en 1982.

La conjoncture autrichienne s'est stabilisée à la fin de l'année dernière, après avoir traversé une période de faiblesse préoccupante. Les exportations, en chute libre depuis l'été dernier, ont retrouvé leur rythme de croissance, notamment vers la R.F.A., le débouché le plus important de l'Autriche (+12,50 % en janvier 1983). En 1982, les exportations ont augmenté de 6 %, tandis que les importations ont baissé de 1 % par rapport à 1981.

Le déficit de la balance commerciale a diminué de 21 %, revenant à 65 milliards de schillings (1). Cette réduction est essentiellement due à une baisse de 12 % des importations d'énergie (-18 % pour le pétrole ; 24 % pour le gaz naturel) et à une nette amélioration des termes de l'échange : les prix à l'exportation ont augmenté de 4,5 % en moyenne, les prix à l'importation de 0,4 % seulement. Pour la première fois depuis 1969, la balance des comptes courants s'est soldée par un excédent de 7,8 milliards de schillings par rapport à un déficit de 22,3 milliards en 1981.

Une menace continue cependant à planer sur les exportations autrichiennes : de nombreux clients importants, en particulier les pays du Comecon et la Yougoslavie, souffrent d'une sévère pénurie en devises, ce qui pourrait donner un nouveau coup de frein à leur essor. Il s'y ajoute, à la suite de celle du mark, une nouvelle réévaluation de la monnaie autrichienne, qui constitue un obstacle aux efforts des exportateurs du pays.

Cependant, le P.I.B. autrichien s'est accru de 1,1 % en 1982, ce qui est nettement supérieur à la moyenne ouest-européenne de l'ordre de 0,5 %. Un des stimulants majeurs de la conjoncture a été la consommation des ménages, en augmentation de 1,5 % par rapport à 1981. Selon les experts, l'annonce d'un impôt sur l'épargne après les élections du mois d'avril serait, en grande partie, à l'origine de cette hausse, l'épargne étant par le taux d'inflation relativement faible (5,4 %) et l'augmentation des revenus réels de 1 %.

Cette « joie de vivre » des consommateurs n'est toutefois pas partagée par l'industrie, qui se trouve, elle, dans un « creux historique », estiment les experts. Les revenus industriels continuent à reculer, restant en dessous du niveau enregistré dans les autres pays industrialisés comme la R.F.A., la

France, les États-Unis et le Japon. Les investissements sont en baisse depuis 1981 (-4 % en 1982). Pour freiner cette évolution dangereuse, les représentants de l'industrie réclament aux pouvoirs publics un allègement du fardeau fiscal, en particulier pour les P.M.E.

La marge d'action du gouvernement, qui tous les ans se voit aux prises avec une nouvelle explosion du déficit budgétaire, devient cependant de plus en plus mince. Actuellement la part des taxes et des impôts dans le revenu national est de l'ordre de 43 % en Autriche. En outre, la baisse de la production industrielle - de l'ordre de 0,7 % - en 1982, accompagnée d'une hausse de la productivité de travail de 3,5 % a conduit à une diminution de la main-d'œuvre industrielle de 4,8 %.

Les pronostics, dans leur ensemble prudemment optimistes, restent sombres pour l'emploi. Le chômage, qui a été de 3,7 % en 1982 (2,4 % en 1981), atteindra de 4,5 à 4,8 % de la population active en 1983. Signe particulièrement préoccupant : le chômage de jeunes au-dessous de dix-neuf ans a doublé par rapport à 1981. En janvier 1983, 25 % environ des personnes sans emploi avaient moins de vingt-cinq ans.

Enfin, l'Autriche, qui réalise plus de 10 % de son P.I.B. avec le tourisme, s'inquiète. Après un net ralentissement en 1982 (-2,8 % pour les nuitées), l'hôtellerie autrichienne broyé du noir : le chômage persistant en R.F.A. et aux Pays-Bas portera, croit-on, un coup de frein au plaisir de voyager des meilleurs clients de l'Autriche. Les restrictions de devises décidées en France constituent une perte importante pour les responsables du tourisme autrichien : les Français ont représenté en 1982 plus de 2 millions de nuitées, soit 2,4 % de l'ensemble, ce qui correspond à une augmentation de 12 % pour les seules deux dernières années.

La défense sous azimuts contre l'inflation, le chômage et le déficit extérieur menée par l'Autriche avec un succès indéniable a cependant son prix : fin 1982, l'État avait accumulé des dettes de l'ordre de 341,6 milliards de schillings (295,2 milliards en 1981), dont 30 % à l'égard de l'étranger.

WALTRAUD BARYLL

(1) 1 schilling = 0,4 franc.

Hausses des salaires de 3,3 % sur 12 mois dans la métallurgie rhénane du Nord-Westphalie, selon un accord qui devait être signé mardi 5 avril entre l'I.G.M.-METALL et le patronat. Il aurait un rôle pilote pour les deux millions et demi de salariés de la métallurgie et de la sidérurgie. Semblable à l'accord signé dans la chimie, il apparaît en retrait par rapport aux revendications du syndicat, qui demandait une hausse de 6,5 %. L'inflation en R.F.A. devrait atteindre 3,5 % en 1983.

INSTITUT DE GESTION SOCIALE

Cycles organisés en alternance avec les entreprises

2° CYCLE GESTION DE PERSONNEL

12 mois de formation de haut niveau
7 mois de stages spécialisés en entreprise

L'admission est réservée aux titulaires d'un DEUG, DUT, BTS, Licence ou 2 ans de Prépa.

3° CYCLE MANAGEMENT AVANCÉ

8 mois de formation de haut niveau
7 mois de missions opérationnelles en entreprise

L'admission est réservée aux diplômés de l'enseignement supérieur (écoles d'ingénieurs, I.E.P., maîtrise) et à des jeunes cadres.



Prochaine session de recrutement 22 avril 1983
Date limite de dépôt des dossiers 8 avril 1983

Dossier de candidature et brochure détaillée (en précisant le cycle) à IGS, 63, Avenue de Villiers 75017 PARIS.

Établissement privé d'enseignement supérieur

AIR AFRIQUE TARIFS VISITE

BAMAKO Aller-retour
3470 F*
SUR VOLS RÉGULIERS
AIR AFRIQUE

COTONOU Aller-retour
4085 F*
SUR VOLS RÉGULIERS
AIR AFRIQUE

N'DJAMENA Aller-retour
4180 F*
SUR VOLS RÉGULIERS
AIR AFRIQUE

OUAGADOUGOU Aller-retour
3915 F*
SUR VOLS RÉGULIERS
AIR AFRIQUE

Il y a 21 Tarifs Réduits. Il y en a sûrement un pour vous. Alors, consultez Air Afrique ou votre agence de voyages habituelle.

Pour découvrir l'Afrique Noire, la Compagnie Air Afrique vous propose toute une gamme de tarifs réduits. En plus du tarif visite à 55 % de réduction, valable même si vous voyagez seul, il y a des tarifs pour les jeunes, pour les familles, pour le 3° âge...

* Prix valables au 1er Nov. 1982 et soumis à certaines conditions d'application.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COEURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	TROIS MOIS	SIX MOIS
SE-LL	72440	72470	72470	72470	72470
SE-DM	53032	53071	53071	53071	53071
SE-FF	56416	56443	56443	56443	56443
DM	23996	23996	23996	23996	23996
FF	23996	23996	23996	23996	23996
FF (100)	13 078	13 078	13 078	13 078	13 078
FF (100)	13 078	13 078	13 078	13 078	13 078
FF (100)	13 078	13 078	13 078	13 078	13 078
FF (100)	13 078	13 078	13 078	13 078	13 078
FF (100)	13 078	13 078	13 078	13 078	13 078

Taux des EURO-MONNAIES

	9/14	9/16	9/17	9/18	9/19	9/20
SE-LL	9/14	9/16	9/17	9/18	9/19	9/20
SE-DM	9/14	9/16	9/17	9/18	9/19	9/20
SE-FF	9/14	9/16	9/17	9/18	9/19	9/20
DM	9/14	9/16	9/17	9/18	9/19	9/20
FF	9/14	9/16	9/17	9/18	9/19	9/20
FF (100)	9/14	9/16	9/17	9/18	9/19	9/20
FF (100)	9/14	9/16	9/17	9/18	9/19	9/20
FF (100)	9/14	9/16	9/17	9/18	9/19	9/20
FF (100)	9/14	9/16	9/17	9/18	9/19	9/20

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

(Publicité)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE LOURDE

ENTREPRISE NATIONALE D'EMBALLAGES MÉTALLIQUES

Complexes d'Emballages Métalliques

KOUBA

Avis d'appel d'offres International ouvert N° KDU 02/83

Un avis d'appel d'offres international est lancé pour la fourniture de :

Lot N° 1 : 281 Tonnes de plomb en lingots titré à 99,99 %.

Lot N° 2 : 10 Tonnes d'étain pur en lingots titré à 99,99 %.

Lot N° 3 : 100 Tonnes fil de zinc 3/16" Ø 4,76 mm.

L'offre de prix est à établir sous forme de factures pro format en huit (8) exemplaires en C/F Alger et en BOB.

Les soumissionnaires intéressés doivent adresser leur offre sous double pli cacheté, l'enveloppe extérieure neutre devra porter :

Appel d'offre N° KDU 02/83 Lot N°... et désignation « à ne pas ouvrir » à EMS ex SNS Complexes d'Emballages Métalliques BP 93 KOUBA ALGER.

Les offres doivent en outre être obligatoirement accompagnées des documents suivants :

- Soumission ;

- Déclaration à souscrire ;

- Attestation d'Exclusion d'intermédiaire.

La date limite de réception des offres est fixée à 30 jours après la première parution du présent avis.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée de 60 jours à compter de la date limite de dépôt des offres.

CONJONCTURE

Hausse des prix de détail en février : + 0,7 %

	des 12 derniers mois (fév. 83 / fév. 82)	des 6 derniers mois (fév. 83 / août 82)	des 3 derniers mois (fév. 83 / nov. 82)	du dernier mois (fév. 83 / janv. 83)
● ENSEMBLE	+ 9,2	+ 4,5	+ 2,5	+ 0,7
● ALIMENTATION (y compris boissons)	+ 3,6	+ 4	+ 2,1	+ 0,8
Produits à base de céréales	+ 9,2	+ 6	+ 2,2	+ 0,4
Viandes de boucherie	+ 10,1	+ 4,7	+ 2,3	+ 0,7
Porc et charcuterie	+ 8,3	+ 3,4	+ 1,6	+ 0,1
Volailles, lapins, gibiers, produits à base de viande	+ 6,5	+ 6,4	+ 2,4	+ 0,2
Produits de la pêche	+ 11,5	+ 6,1	+ 3,8	+ 1,3
Lait, fromages	+ 2,6	+ 4,2	+ 2,6	+ 1,5
Œufs	+ 0,7	+ 0,9	+ 1,6	+ 2,4
Corps gras et beurres	+ 8,8	+ 2	+ 0,9	+ 0,3
Légumes et fruits	+ 8,6	+ 2,9	+ 1,7	+ 0,6
Autres produits alimentaires	+ 8,1	+ 2,9	+ 2,3	+ 1,1
Boissons alcoolisées	+ 12,1	+ 5,9	+ 5,4	+ 1,9
Boissons non alcoolisées	+ 9,1	+ 4,2	+ 1,8	+ 0,7
● PRODUITS MANUFACTURÉS	+ 9,6	+ 4,6	+ 1,8	+ 0,8
1) Habillement et textiles	+ 8,7	+ 4,3	+ 1,3	+ 0,6
Vêtements de dessus	+ 10,6	+ 5,1	+ 2,2	+ 0,9
Autres vêtements et accessoires	+ 8,9	+ 4,8	+ 1,8	+ 0,5
Autres articles textiles	+ 9,8	+ 4,1	+ 2,3	+ 1,1
2) Autres produits manufacturés	+ 9	+ 4,2	+ 1,8	+ 0,7
Mobilier et tapis	+ 9,8	+ 3,8	+ 2,6	+ 1
Appareils ménagers électriques et à gaz	+ 7	+ 2,8	+ 2,1	+ 0,9
Autres articles d'équipement du ménage	+ 9,2	+ 3,6	+ 2,8	+ 1,2
Savons de ménage, produits détergents et produits d'entretien	+ 8,7	+ 3,5	+ 3,4	+ 1,5
Articles de toilette et de soins	+ 4,6	+ 1,2	+ 1,7	+ 1
Véhicules	+ 8,7	+ 5,1	+ 1,8	+ 1
Papeterie, librairie, journaux	+ 8,9	+ 4,3	+ 3,2	+ 0,4
Photo, optique, électro-acoustique	+ 9,5	+ 4,5	+ 2,3	+ 0,9
Autres articles de loisir	+ 12	+ 4,6	+ 0,1	+ 0,7
Combustibles, énergie	+ 7,5	+ 6,3	+ 4,4	+ 2,6
Tabacs et produits manufacturés divers	+ 10,1	+ 5,4	+ 4	+ 0,7
● SERVICES	+ 9,4	+ 5,1	+ 3,8	+ 0,8
Services relatifs au logement	+ 8,8	+ 5,6	+ 3,8	+ 0,6
dont : loyers	+ 11,7	+ 6,1	+ 5,3	+ 0,6
Services de santé	+ 6,1	+ 5,8	+ 4,9	+ 0,2
Services d'entretien de véhicules	+ 11,7	+ 5,4	+ 3,1	+ 0,7
Services privés (1)	+ 9,6	+ 4,6	+ 3,2	+ 0,3
Hôtels, cafés, restaurants, cantines	+ 12,6	+ 5,9	+ 4,7	+ 1,3
Autres services (3)	+ 9,4	+ 4,4	+ 2,6	+ 0,4

L'indice de l'INSEE calculé sur la base 100 en 1970 s'est inscrit à 335,6 en février, contre 333,2 en janvier. En rythme annuel calculé sur trois mois, l'inflation revient à 10,4 %.

- (1) Le poste « soins personnels, soins d'habillement » comprend notamment les dépenses de rasage, blanchissage, nettoyage, teinturerie, mais aussi les dépenses de coiffure.
- (2) Réparations automobiles, parkings, stations-service, péage sur autoroutes, etc.
- (3) Postes et télécommunications, frais d'enseignement (scolarité, mais aussi auto-écoles), spectacles, vacances, sports, camping, locations d'appareils, frais de réparation des appareils électro-acoustiques, usage des films, redevance O.R.T.F., etc.

AFFAIRES

PATRONAT

Quand l'AFEP remplace l'AGREF

L'Association des grandes entreprises françaises faisant appel à l'épargne remplace de ses cadres : officiellement décadée pour cause de nationalisation de ses principaux membres, l'AGREF, créée et animée par M. Ambroise Roux, alors P.-D.G. de la Compagnie générale d'électricité, était une sorte de « club » où les grands patrons pouvaient échanger leurs réflexions sur les problèmes auxquels leurs entreprises étaient confrontées. En fait, l'AGREF était un peu pour les grandes entreprises ce que la C.G.P.M.E. était pour les petites et moyennes. Tous leurs membres étant par ailleurs affiliés au C.N.P.F.

Pour reconstruire ce « club » après la défection des nationalisés, M. Ambroise Roux vient de créer l'Association française des entreprises privées. L'AFEP regroupe d'ores et déjà trente-six sociétés privées parmi les plus importantes (Peugeot, Air Liquide, Carrefour, la Redoute, etc.) ; elle veut être un « lieu privilégié de réflexion sur les grands problèmes économiques, industriels et sociaux ».

M. Pierre Delmon, ancien président des Charbonnages de France, vient d'être nommé délégué général de l'AFEP. M. Ambroise Roux, son président-fondateur, avait été reçu à ce titre, par M. François Mitterrand, il y a quelques semaines.

Aux États-Unis

Le Pentagone veut financer le développement des ordinateurs de cinquième génération

Le département américain de la défense veut financer un programme de recherche sur les ordinateurs de la « cinquième génération ». Le directeur adjoint de l'Agence pour les projets de recherche avancée (ARPA), M. Carl Romney, a indiqué la semaine dernière qu'environ 50 millions de dollars seraient demandés au Congrès, à cette fin, pour l'année budgétaire 1984.

En janvier dernier, un rapport présenté à la Fondation nationale des sciences américaines avait indiqué que le Japon pourrait rattraper les États-Unis dans le domaine de l'informatique si le gouvernement ne soutenait pas les recherches sur la nouvelle génération de « super-ordinateurs ». Le programme de recherche de l'ARPA, a expliqué M. Romney, porterait plus sur les nouvelles applications possibles de

la prochaine génération que sur la construction proprement dite de ces « super-ordinateurs ».

Le soutien du département de la défense, en des principes militaires pour les machines de très haut de gamme, se veut une réponse au projet du MITI japonais sur la cinquième génération d'ordinateurs, qui mobilise, depuis un an, plusieurs dizaines de chercheurs.

En France, la construction, à l'unité, de quelques très grandes machines pour le traitement de données scientifiques et militaires est également envisagée avec la participation financière du ministère des armées. Ce projet, officiellement annoncé par M. Chevènement lorsqu'il était au ministère de la recherche et de l'industrie, ne saurait être cependant comparé aux travaux japonais sur la « cinquième génération », qui impliquent des recherches tout à fait pour aboutir à une nouvelle architecture des systèmes informatiques.]

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Damart serviposte

Le chiffre d'affaires consolidé hors taxes de l'exercice 1982 s'élève à 818,6 millions de francs, contre 718,2 millions l'exercice précédent. Il marque une progression de 13,97 % dans une conjoncture générale peu favorable.

L'augmentation des ventes par correspondance ressort à +13,44 % et celle des centres-conseil à +14,64 %.

Les comptes ne sont pas définitivement arrêtés. Il apparaît cependant que, par suite de l'accroissement des charges et du placement des marges, le résultat d'exploitation ne devrait progresser, par rapport à 1981, que de 4 % environ pour la société mère et de près de 11 % en consolidé.

En revanche, par l'effet de diverses provisions du compte de pertes et profits, la progression du résultat net consolidé devrait dépasser celle du chiffre d'affaires.

SÉLECTION VALEURS FRANÇAISES

Réunie le 29 mars sous la présidence de M. René Barbier de la Serre, l'assemblée générale a approuvé les comptes du quatrième exercice de la société, arrêtés au 31 décembre 1982.

Au cours de cet exercice, la valeur liquidative de l'action Sélection valeurs françaises a connu une croissance de 19,52 %, dividende distribué en cours d'année comprise.

Le dividende net a été porté à 11,40 F contre 8,50 F au titre de l'exercice précédent, le dividende global (y compris l'avoir fiscal) passant de 10,43 F à 12,59 F. La date de mise en paiement a été fixée au 30 mars.

Les actionnaires auront la faculté de réinvestir le dividende brut en actions de Sélection valeurs françaises en contrepartie totale de la commission d'entrée, sous réserve de faire connaître leur option avant le 30 juin 1983.

Les épargnants nés avant le 1^{er} janvier 1932 peuvent, sous réserve d'exercer encore une activité professionnelle, acquérir des actions de Sélection valeurs françaises dans le cadre de la loi du 13 juillet 1978.

De même, les actions Sélection valeurs françaises sont admises à figurer dans les comptes d'épargne en actions, qui ouvrent droit aux avantages fiscaux accordés par la loi de finances pour 1983.

BOUYGUES

Le Conseil d'administration de Bouygues, dans sa séance du 31 mars 1983, a arrêté les comptes de l'exercice 1982 faisant ressortir un bénéfice net de F 228 000 000 après amortissements, de F 135 845 000. Les bénéfices correspondants de l'exercice 1981 s'élevaient à F 179 868 000 et F 102 518 000.

Le bénéfice net consolidé du Groupe hors part des tiers est de F 290 058 000 après F 224 219 000 d'amortissements. Les chiffres correspondants de l'exercice 1981 s'élevaient respectivement à 218 707 000 F et 187 116 000 F.

Le Conseil d'administration proposera à l'assemblée générale des actionnaires prévue le 26 mai 1983 une distribution de F 80 751 993, permettant de donner à toutes les actions, y compris les actions nouvelles qui ont été créées par attribution gratuite en février à raison de UNE nouvelle pour TROIS anciennes, un dividende net de 21 F figi à celui de 1981 auquel s'ajoute l'impôt payé d'avance de 10,50 F. Un acompte de 12 F a déjà été versé en décembre dernier.

As cours du conseil d'administration, Francis Bouygues a commenté le plan 1983, qui prévoit un chiffre d'affaires de 17,5 milliards de francs, en développement de 30 % sur 1982. Malgré une conjoncture très compétitive, l'international augmentera de 60 % et, en France, la progression sera un peu supérieure à l'inflation.

Francis Bouygues a précisé que les grands chantiers de l'international se déroulent d'une manière très satisfaisante, en particulier la construction de l'université de Riyad, débute il y a deux ans, s'exécute dans une excellente qualité et un strict respect des délais prévus au contrat ; la livraison doit intervenir d'ici 4 mois 1984.

LA BANQUE NATIONALE DE PARIS A ROME

Il est précisé que l'agence de ROME de la B.N.P., dirigée par M. Michel LAFONT, est installée via Vittorio Veneto 84 (voir le Monde du 1^{er} avril 1983)

Avis financiers des sociétés

PARTICIPEZ AU DEVELOPPEMENT DE L'ILE-DE-FRANCE

EN SOUSCRIVANT A L'EMPRUNT DE LA RÉGION
15,00 % AVRIL 1983
DE F. 600.000.000

PRIX D'ÉMISSION : 99,26 % soit F. 4963 par obligation de F. 5000 nominal.

DURÉE : 10 ans.

JOISSANCE ET DATE DE RÈGLEMENT : 19 Avril 1983.

AMORTISSEMENT : En totalité le 19 Avril 1993 sauf rachats en Bourse.

COTATION : Cote officielle de la Bourse de Paris.

Visa CDB N° 83-71 en date du 15 Mars 1983.

TAUX DE RENDEMENT ACTUARIEL BRUT AU RÈGLEMENT
15,15 %

AGRICULTURE

Les agriculteurs manifestent à Dijon et en Bretagne

A l'approche des négociations européennes sur les prix agricoles, l'agitation reprend dans les campagnes françaises. Mardi 5 avril, plusieurs centaines d'agriculteurs ont bloqué, dès 6 heures du matin, les accès à la base aéronavale de Landivisau, près de Brest (Finistère), à l'appel de la Fédération des exploitants (F.D.S.E.A.) et du Centre des jeunes agriculteurs (C.D.J.A.) du Finistère. Les producteurs entendent protester contre les « distorsions de concurrence à l'intérieur du Marché commun » et contre l'existence de montants compensatoires monétaires.

Lundi 4 avril à Dijon (Côte-d'Or), une quarantaine de jeunes agriculteurs ont également manifesté devant l'hôtel de la préfecture pour protester contre les montants compensatoires monétaires et demander l'alignement du « franc vert » sur le franc métallique. Les manifestants ont maculé le porche et les murs de la préfecture de sang de porc, puis lancé des œufs sur la façade et incendié des pneumatiques sur la chaussée. Une légère échauffourée a eu lieu avec les forces de police dépêchées sur place.

Epargne Industrie

Placée sous le régime de la loi du 13 juillet 1978 relative à l'orientation de l'épargne vers le financement des entreprises, EPARGNE INDUSTRIE a été ouverte au public le 23 novembre 1978.

Au 31 décembre 1982, date de la clôture de l'exercice, l'actif net de la société était évalué à 933,45 MF ; la valeur liquidative de chacune des 2 809 361 actions en circulation à cette date ressortait à 332,26 F.

Le Conseil d'administration a arrêté les comptes de l'exercice et a décidé de proposer à l'assemblée générale des actionnaires la mise en distribution d'un dividende par action de 23,88 F auquel s'ajoute un crédit d'impôt de 2,69 F, soit un total de 26,57 F.

Exercice	Actif net	Valeur liquidative	Dividende global
78/79	MF 241,94	F 273,16	F 16,08
79/80	MF 476,03	F 317,19	F 16,85
80/81	MF 703,33	F 297,38	F 23,49
81/82	MF 933,45	F 332,26	F 26,77

COFIMEG

Le Conseil d'administration, réuni le 29 mars 1983 sous la présidence de M. Jean WEIL, a arrêté les comptes de l'exercice 1982, qui seront soumis à l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires convoquée pour le 8 juin 1983 à 10 h 30 au Club des Ingénieurs des Arts et Métiers, 9 bis, avenue d'Iéna, à Paris 16^e.

Le résultat d'exploitation, après dotation de 28,7 millions aux amortissements et provisions, s'établit à 95 945 000 F, en progression de 10 % sur celui de l'exercice 1981, qui s'élevait à 87 179 000 F. Compte tenu de plus-values à long terme le bénéfice net est passé de 99 210 000 F en 1981 à 108 127 000 F en 1982.

Le Conseil a décidé de proposer à

l'Assemblée générale la distribution d'un dividende de 15,50 F par action, celui de l'exercice précédent ayant été de 14 F.

La Société poursuit par ailleurs sa politique de cession de certains éléments de son patrimoine. Le produit des ventes et les ressources d'autofinancement lui ont permis d'acquiescer en fin d'année 1982 un immeuble neuf de 4 500 m² à usage industriel au nord de Paris, presque entièrement commercialisé, et un petit immeuble de 1 000 m² de bureaux, cours Pierre-Pagès à Marseille, intégralement loué. Deux programmes à usage d'habitation à Paris 20^e et à Lyon La Part-Dieu, totalisant 150 appartements, sont actuellement en chantier pour être achevés dans le courant de 1984.

VOICI L'EMPRUNT RÉGIONS DE FRANCE DE LA CAECL

POUR AIDER VOTRE MAIRE A RÉALISER SES PROJETS TOUTE L'ANNÉE.

La Caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales lance un nouveau produit, les emprunts permanents « CAECL - RÉGIONS DE FRANCE » qui sont émis en continu et disponibles à tout moment. Actuellement, une série est mise au point au taux nominal de 14 % avec une date de jouissance au 1^{er} juillet 1983 (durée 10 ans). Le prix d'émission et le taux actuariel seront fixés chaque quinzaine pour suivre l'évolution du marché.

Renseignements auprès des Comptables du Trésor, des Caisses d'épargne et des bureaux de poste.

Une note d'information n° 83-71 du 23.3.83 est disponible sous le n° 83-71 à la CAECL - 36, rue de Lille - 75261 Paris.



CAECL
DE L'ARGENT BIEN UTILISÉ
DE L'ARGENT BIEN PLACÉ

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. DÉFENDRE L'EUROPE : « Les limites de l'ambiguïté », par Dominique Moïsi ; « L'égoïsme des uns et la peur des autres », par Bernard Barthélemy ; « Faut-il comptabiliser nos missions ? », par François de Rose.

ÉTRANGER

3. EUROPE : R.F.A. : les manifestations pacifistes du week-end pascal.
4. AFRIQUE : Les « impositions » en Cisjordanie.
5. AMÉRIQUES : L'offensive vietnamienne contre la résistance khmère.

POLITIQUE

6. M. Stin, candidat à la présidence du parti radical.
- « La gauche à l'épreuve » (II), par Jean-Marie Colombani.

SOCIÉTÉ

8. JUSTICE : « Sécurité et liberté », dernier acte.
- SCIENCES : le premier vol de la navette spatiale américaine Challenger.
9. SPORTS.
10. ÉDUCATION : répondre au défi informatique par la formation.

LE MONDE DE LA MÉDECINE

11. Psychiatrie et société : la nébuleuse des dépressions.
- Hémoglobine en poudre et sang artificiel.
12. A propos des enfants du désastre.
- POINT DE VUE : « Dieu que la démocratie est difficile ! », par le docteur Xavier Favreau.

CULTURE

13. CINÉMA : l'impératif, de Zannussi.
- THÉÂTRE : René Kalsky.
- LU : les Chemins du Paradis, d'André Gorz.
16. COMMUNICATION : l'A.C.P. en quête de nouveaux associés.

RÉGIONS

26. DÉCENTRALISATION : la leçon de choses.
- « Réforme régionale et rénovation du Sénat », par Paul Graziani.

ÉQUIPEMENT

27. TRANSPORTS : autos, bateaux, trains, avions, une industrie qui rapporte 33 milliards de francs en devises.

ÉCONOMIE

28. ÉNERGIE : Point de vue : « La difficile relance de la production nationale de charbon », par Augustin Dufresne.
- 28-29. SOCIAL : la C.G.T. propose une « profonde » correction du plan de rigueur.

RADIO-TÉLÉVISION (16) INFORMATIONS « SERVICES » (18) :
Mode : Météorologie ; Mots croisés.
Annonces classées (19 à 25) ; Carnet (9) ; Programmes des spectacles (14-15) ; Marchés financiers (31).

MATELAS • SOMMIERS • ENSEMBLES
TRECA ÉPÉDA SIMMONS
Modèle TRECA
EXPOSITION ET VENTE
CAPÉLOU
DISTRIBUTEUR
37 Av. de la République • PARIS 11
Métro Parmentier • Parking assuré
Tél. 357.46.35
LIVRAISON GRATUITE TRÈS RAPIDE
DANS TOUTE LA FRANCE

TROUBLES SOCIAUX AU BRÉSIL

Une centaine de personnes ont été blessées à Sao-Paulo au cours d'une manifestation contre la misère

L'archevêque de la ville prédit une « explosion populaire » dans le pays

Environ trois mille cinq cents personnes ont manifesté, le lundi 5 avril, dans un quartier de Sao-Paulo, au Brésil, contre la misère et le chômage. Au cours des heurts avec la police, il y a eu cent dix blessés, d'après la chaîne de télévision O Globo. Plusieurs dizaines de manifestants ont été interpellés. Des magasins ont été pillés, une voiture de la police a été renversée.

L'explosion sociale tant redoutée au Brésil commence à se produire. Plusieurs milliers de personnes sont descendues le lundi 5 avril dans les rues de Sao-Paulo pour protester contre la misère et le chômage. Il y a eu une centaine de blessés dans les affrontements avec la police. Déjà, à la mi-mars, des manifestants avaient lapidé des autobus à la suite d'une augmentation des tarifs des transports. De tels incidents surviennent dans la ville la plus riche et la plus peuplée du pays (treize millions d'habitants avec les banlieues), qui est aussi le premier centre industriel d'Amérique latine. C'est dire le climat de violence et de désespoir qui peut régner dans les autres régions.

Le cardinal Evaristo Arns, archevêque de Sao-Paulo, l'avait dit deux jours plus tôt dans une interview au journal *A Folha de Sao-Paulo* : certaines localités du Nord-Est sont régulièrement envahies par des paysans affamés, qui pillent les magasins pour se nourrir ; « l'explosion populaire » peut s'étendre aux grandes villes, auquel cas, affirme le cardinal, elle ne pourrait être dominée et conduirait au « chaos ». « Dans le désespoir, les hommes sont capables de tout », dit-il.

Telle est la première conséquence, visible, des mesures « en catastrophe » prises au début de cette année par le gouvernement de Brasília pour remédier au déficit grandissant de ses finances extérieures. Le recours au Fonds monétaire international a conduit à une « dévaluation » du cruzeiro, qui a porté un coup très rude au pouvoir d'achat de la population. En outre, les autorités seront peut-être contraintes — si ce n'est déjà fait — de « décrocher » les réajustements salariaux, qui ont lieu tous les six mois, d'un taux d'inflation qui a été d'environ cent pour cent l'année dernière, et qui risque de se répéter cette année.

LA POLLUTION DES EAUX DU GOLFE

Polémique irano-irakienne au sujet d'un cessez-le-feu

Manama (A.F.P., Reuters). — Le représentant iranien à la réunion d'experts de l'Organisation régionale pour la protection de l'environnement marin (ROPME), qui s'est tenue lundi 4 avril à Manama, capitale du Bahreïn, a rejeté l'offre irakienne d'un cessez-le-feu dans le nord du Golfe.

L'ambassadeur d'Iran à Koweït, M. Ali Shams Ardakani, a qualifié les conditions irakiennes à un tel cessez-le-feu d'« irrécouvrables ». Il a affirmé que son pays se refusait à accepter le terme de cessez-le-feu, car il considère que l'Irak est seul responsable des actions militaires dans la région des champs de pétrole de Newrouz, qui, a-t-il rappelé, « n'ont pas en production depuis trois ans », et ne pouvaient donc être considérés comme des « objectifs de guerre ». M. Ardakani a soutenu que Bagdad était responsable de tous les dégâts causés aux puits de Newrouz, lors des attaques du 27 janvier, du 11 février et du 2 mars. Il a ajouté qu'en vertu de la convention de lutte contre la pollution signée par les pays du Golfe, l'Irak aurait à payer le coût des opérations de nettoyage, et devrait également abroger un communiqué officiel diffusé le 2 mars dernier dans lequel il déclarait que tout navire se trouvant à proximité des puits endommagés serait considéré comme un « objectif militaire ». Le pétrole s'échappe du puits à raison de 3 000 barils par jour.

Pour tout savoir sur
L'ORDINATEUR A L'ÉCOLE
L'ORDINATEUR A L'ÉCOLE
25 FF chez votre marchand de journaux.

LES ENTRETIENS ENTRE LE ROI HUSSEIN ET M. YASSER ARAFAT NE PARAÎSSANT PAS AVOIR ABOUTI
(Correspondance.)

Amman. — Le président du comité exécutif de l'O.L.P., M. Yasser Arafat, a quitté Amman, ce mardi matin 5 avril, sans que le communiqué final qui était attendu lundi soir, à la suite des entretiens jordano-palestiniens, ait été publié.

Des difficultés inattendues sont intervenues dans la rédaction de ce texte. Les difficultés en question seraient survenues au sein du comité exécutif de l'O.L.P., qui s'est réuni toute la journée de lundi pour examiner, notamment, les résultats des entretiens Hussein-Arafat.

Selon M. Abu Maizer, l'un des membres du comité, M. Yasser Arafat est parti pour Koweït d'où il pourrait se rendre à Damas. Il est possible qu'il revienne ensuite à Amman, indique-t-on dans l'entourage du chef de l'O.L.P.

E. J.

LE CHANCELIER KOHL EST INVITÉ À WASHINGTON ET À MOSCOW

Le chancelier d'Allemagne fédérale, M. Helmut Kohl, a été invité officiellement à se rendre aux États-Unis et en Union soviétique, a annoncé lundi 4 avril à Bonn un porte-parole du gouvernement. A Bonn, les milieux informés estiment que le voyage devrait avoir lieu dans un proche avenir et la visite à Moscou au cours du deuxième semestre de cette année.

A Moscou, la Pravda de lundi a qualifié d'« hypocrite » la réaction américaine au rejet par Moscou de la proposition de M. Ronald Reagan d'accord « intérimaire » sur les euromissiles. Dans deux articles, le même jour, *Tass* a déclaré que cette réaction était « hative » et « fautive les faits ».

A Washington, le président Reagan a demandé, lundi au Congrès, de modifier la législation sur le commerce extérieur. Une des principales modifications tend à permettre au président de prendre des sanctions contre les pays qui réexportent de la haute technologie américaine dont l'exportation est restreinte ou interdite vers les pays de l'Est.

L'ancien président américain, M. Gerald Ford, l'ancien chancelier de R.F.A., M. Helmut Schmidt, et l'ex-premier ministre britannique, M. Edward Heath, réunis au Texas, pour un séminaire sur « l'avenir de l'alliance occidentale », se sont tous trois prononcés, au cours d'une conférence de presse, pour un sommet entre le président Reagan et le numéro un soviétique M. Youri Andropov.

UN VIRUS POURRAIT ÊTRE À L'ORIGINE D'UNE FORME RARE DE LEUCÉMIE HUMAINE

Une équipe scientifique américaine du Centre de recherche sur le cancer de l'université de Duke (Caroline du Nord), vient d'annoncer qu'elle est parvenue à isoler un virus suspecté de causer dans l'apparition d'une forme de leucémie humaine. Cette information vient à l'appui des résultats déjà obtenus dans ce domaine par le docteur Robert Gallo de l'Institut national du cancer (Washington).

Dans la communication scientifique, il faut une confirmation indépendante pour valider une découverte et nous sommes heureux de confirmer la découverte par le docteur Gallo d'un virus du cancer humain », a déclaré le docteur David Baltimore, directeur adjoint du Centre de recherche. Le virus concerné — un virus à A.R.N. — est supposé être à l'origine d'une forme de leucémie touchant une catégorie de globules blancs (les lymphocytes T).

Cette affection cancéreuse est relativement rare. Elle est décrite actuellement au Japon, dans les îles Caraïbes et le sud des États-Unis. L'isolement de ce virus pourrait, à terme, permettre la mise au point d'un vaccin. Le docteur Gallo avait estimé, il y a quelques semaines, que les banques de sang devraient commencer à examiner les donneurs pour éviter la diffusion du virus.

Un avion Jaguar de la base aérienne de Toulouse s'est écrasé, mardi 5 avril, en fin de matinée près de Bapaume (Pas-de-Calais), en bordure de l'autoroute A1, lors d'un vol d'entraînement. Le pilote a été tué.

Le séisme qui a secoué, samedi 2 avril, le sud du Costa-Rica, aurait, contrairement aux premières informations données par les autorités locales, fait une dizaine de morts et plusieurs centaines de blessés. Selon l'Institut de sismologie costaricien, le séisme, qui a, depuis, été suivi de nombreuses secousses secondaires, aurait atteint la magnitude 7,1 sur l'échelle de Richter. (A.F.P.)

Les sommaires d'avril

LE MONDE DIPLOMATIQUE : Les « rigueurs » de la droite et de la gauche.

Mettant en parallèle les critiques adressées à la gestion de gauche et le bilan économique de la droite au pouvoir dans les pays industrialisés, Claude Julien, dans un article intitulé « Rigueur économique et passion politique », considère que le mot « rigueur » ne peut avoir le même sens sur les deux bords de l'éventail politique, et il évoque l'usage traditionnel que la droite fait de ses dénonciations du communisme et de la « gauche sectaire ». Le même mouvement de pensée anime le président Reagan lorsqu'il défend son extraordinaire budget de la défense, qu'analyse Konrad Ege. Il imprime également la brutale répression qui continue de s'abattre sur l'Amérique centrale, où l'Église catholique joue un rôle essentiel, que passent en revue Pierre de Charentenay, Charles Antoine, Raul H. Green, Pierre Toulart, Félix Lacambre et Michel Demyk. On le retrouve sous une autre forme dans la politique sud-africaine à l'égard des baroudeurs, qui fait l'objet d'une enquête de trois pages.

Le même numéro contient des articles sur les troubles de l'Asie, les élections au Portugal, l'économie japonaise, la résistance en Afghanistan et la politique de l'environnement.

LE MONDE DE L'ÉDUCATION : Réussir dans la vie, la mobilité sociale.

Peut-on changer de condition sociale ? Comment ? Les études y aident-elles ? Malgré les bouleversements sociaux considérables des dernières décennies (exode rural, croissance industrielle, mobilité sociale des Français reste limitée. Arrivés à l'âge adulte, la plupart d'entre eux se trouvent au même niveau social que leurs parents, même si les réussites sont plus fréquentes dans les classes moyennes qu'ailleurs. Pour les enfants des couches populaires, enfin, s'installe à son compte est souvent la seule chance de promotion.

Au sommaire du même numéro, un dossier sur « les embûches des séjours linguistiques ». Comment faire son choix dans cette mosaïque d'organismes, agents de voyages ou associations, qui se disputent le marché, et quelles précautions faut-il prendre ? Faut-il privilégier le simple échange entre deux familles au séjour classique avec cours de langues ? Enfin, un article est consacré au développement à l'école du marché privé du micro-ordinateur.

DOSSIERS ET DOCUMENTS : L'Italie.

Est-il un pays plus méconnu que l'Italie, d'autant plus méconnu que chacun s'en forme une image encombrée d'idées reçues. L'Italie, c'est le terrorisme, la Mafia et la combinaison, la permanence d'un régime catholique à l'ombre du Vatican, un par communisme « intelligent », un cinéma qui ne produit que des chefs-d'œuvre, un Nord opulent et un Sud misérable, etc.

Le second dossier, réalisé par Pierre Audibert, traite du « partage de l'eau », une matière première indispensable à la vie, convoitée par un nombre croissant d'utilisateurs et souvent gaspillée par les pays développés alors qu'elle fait souvent cruellement défaut dans le tiers-monde.

Dans un dossier de quatre pages, réalisé sur la base de la documentation du Monde et présenté par Jacques Nobécourt, Patrick Evans, professeur d'histoire et de géographie au lycée de Bondy, dresse un tableau nuancé de l'Italie d'aujourd'hui, « l'état d'un seul parti » où se sont multipliés les pouvoirs parallèles au sein d'une société à la fois « légitime » et « libertaire ».

LE MONDE DE LA MUSIQUE : Une interview de Jean-Luc Godard.

Au sommaire du numéro d'avril, trois grands interprètes : le chef et compositeur Igor Markevitch, disparu récemment, et qui a légué le Testament d'Icare, un inédit dont le Monde de la musique publie un chapitre. Rudolf Serkin a quatre-vingt ans ; il raconte toute une vie au service du piano. Le chef Simon Rattle n'en a pas trente, mais on voit en lui déjà le futur Karajan.

Chabrier, le compositeur français à double visage, voisin avec Marcel Proust qui fut l'auteur d'un « Éloge de la mauvaise musique » et qui s'exprime dans une interview imaginaire. Quant à Michel Bouquet, il explique ce que lire vaut dire.

Jean-Luc Godard tourne *Prénom Carmen*, sur une musique de Beethoven : un grand reportage et une interview exclusive du grand cinéaste français qui voit en lui déjà le futur Karajan.

Des sidérurgistes de la Chiers (acières spéciaux) à Vireux-Molhain (Ardennes) ont barré la R.N. 51 à partir du 5 avril à 9 h 30, pour protester contre leur mise en chômage technique. L'usine doit fermer ses portes début 1984. La C.G.T. a lancé, pour cette semaine, un appel à diverses actions.

Le numéro du « Monde » daté 5 avril 1983 a été tiré à 403 435 exemplaires

CHARTERS ÉTÉ 83
Vol A.R. + séjour 1/2 pension
Réunion 7 820 F
Séjour supplémentaire 1 480 F
Extension possible sur les îles MAURICE et SEYCHELLES
AIRCOM SETI
25, rue La Boétie
75008 PARIS
Tél. : 268-15-70

IFAM

INSTITUT FRANCO-AMÉRICAIN DE MANAGEMENT
HARTFORD UNIVERSITY

une grande école internationale

- Créé en association avec une université américaine réputée : Hartford University, Connecticut, USA.
- 3 ans de formation supérieure à la gestion. (2 ans à Paris, 1 an aux États-Unis).
- 2 diplômes : Diplôme IFAM, Bachelor of Science in Business Administration.
- 4^e année optionnelle : obtention du diplôme MBA (Master in Business Administration).

admission : Baccalauréat exigé + épreuves orales.

Renseignements : IFAM, 11, rue Vibre 75017 Paris, Tél. 723.67.48

Établissement International d'Enseignement Supérieur Privé.

Nom : _____

Prénom : _____

Bac : _____ 1^{re} langue _____

Adresse : _____

A B C D E F H

مكتبات الأصل